

AVANT-PROPOS

Cette note de recherche présente de façon intégrale le mémoire de maîtrise que nous avons déposé en septembre 1999 au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal comme exigence partielle de la maîtrise.

Le choix du sujet de ce mémoire s'est fait à la suite d'un séjour au Honduras au début des années 90. Confrontée à la réalité d'un pays au coeur de la stratégie d'intervention étatsunienne dans l'isthme, nous avons décidé dès lors d'entreprendre une recherche poussée sur la théorie du conflit de faible intensité et son application au Honduras. La fin de la guerre froide ne nous a pas écartée de notre motivation première; bien au contraire, elle nous a convaincue de la nécessité d'examiner de plus près le sort de cette théorie étant donné la conjoncture internationale qui se dessinait à l'horizon. Voyaient le jour de nombreux conflits et crises aux formes anciennes et nouvelles. La situation du Honduras revêtait des similitudes de temps de guerre froide. Ainsi, il nous semblait important d'élucider les nombreuses questions soulevées tant par la situation internationale que par celle du Honduras.

Nous espérons avoir contribué quelque peu à mettre en lumière les dessous de la théorie et de la pratique anti-révolutionnaires étatsuniennes, théorie et pratique obscures et méconnues du public. Nous espérons, également, avoir pu apporter un éclairage nouveau sur la situation d'un pays méconnu, le Honduras et, par ricochet, sur la souffrance de son peuple et sur celle de tous les peuples du Tiers-Monde ayant subi les affres de ce type de guerre.

Nous tenons à remercier profondément d'abord et avant tout un ami de toutes les batailles, qui nous est cher et qui se reconnaîtra sans doute dans ce passage des *Petits poèmes en prose* de Baudelaire: «Les chemins bourbeux rendent plus désirable l'aube spirituelle et plus tenace l'exigence d'un

idéal». C'est grâce à la judicieuse et chaleureuse attention de ce compagnon d'armes que ces mots ont pris du sens et que les épreuves de la vie, si difficiles ou malheureuses qu'elles soient, ont pu se transformer en merveilles (tel que l'entend Boris Cyrulnik). Sans son appui inconditionnel et sa patience, ce mémoire ne serait pas ce qu'il est... Nous remercions, par ailleurs, Dan O'Meara, notre directeur de maîtrise, professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, qui a su se résigner en dernier essor à accepter notre besoin d'aller jusqu'au bout des choses, «*no matter what*». Enfin, nous remercions tout particulièrement Henri Duhamel, fidèle lecteur de toutes nos écritures, grandes et petites. Nous tenons à lui exprimer notre gratitude et notre reconnaissance pour son influence bienfaisante dans la mise en place de conditions qui nous ont permis d'entreprendre avec succès des études supérieures.

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AID	Agency for International Development
BID	Banque internationale de développement
BUR	Bottom-UP Review
CEPAL Caraïbes	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CHDS	Center for Hemispheric Defense Studies
CIA	Central Intelligence Agency
COIN	Counterinsurgency
FID	Foreign Internal Defense
FM 100-20	Field Manual (FM) 100-20: Low Intensity Conflict
FM 100-5	Field Manual (FM) 100-5: Operations
FMS	Foreign Military Sales
GAO	General Accounting Office
HA	Humanitarian Assistance
HCA	Humanitarian and Civic Action
HCA	Humanitarian and Civic Assistance
IADB	Inter-American Defense Board
IDAD	Internal Defense and Development
IMET	International Military Education and Training
JCET	Joint Combined Exchange Training
JLICP	Joint Low Intensity Project Final Report
JP 3-07	Joint Doctrine for Military Operations Other Than War
JTF-B	Joint Task Force-Bravo
LIC	Low Intensity Conflict
MOOTW	Military Operations Other Than War
MSCA	Military Support to Civil Authorities
MTTs	Military Training Teams
NAVSCIATTSS	Small Craft and Technical Training
NEO	Non-Combattant Evacuation Operations
NMS	National Military Strategy
NPR	Nuclear Posture Review
NSS	National Security Strategy
OEA	Organisation des États Américains
OIDP	U.S. Overseas Internal Defense Policy
ONG	Organisation non gouvernementale
OOTW	Operations Other Than War

PEO	Peace Enforcement Operations
PKO	Peacekeeping Operations
PO	Peace Operations
PSYOP	Psychological Operations
PVOs	Private Voluntary Organizations
QDR	Quadrenial Review
RMA	Revolution in Military Affairs
ROE	Rules of Engagement
SOF	Special Operations Force
SOUTHCOM	Southern Command
USARSA	U.S. Army School of the Americas
USIA	United States Information Agency

RÉSUMÉ

Dans ce mémoire, nous avons tenté de retracer les origines de la théorie étatsunienne du conflit de faible intensité (*Low Intensity Conflict (LIC)*) et d'en suivre l'évolution jusqu'à nos jours. Nous avons eu pour objectif de vérifier la validité de l'hypothèse suivante: dans un contexte de fin de guerre froide, la théorie anti-révolutionnaire du LIC se serait transformée en théorie des opérations autres que la guerre (*Operations Other Than War (OOTW)*). De plus, nous avons utilisé le cas du Honduras en guise d'illustration de l'application du LIC et de ses effets particuliers; de même, nous avons vérifié s'il y a eu mise en oeuvre de cette nouvelle théorisation des OOTW dans ce pays centro-américain. Dans le but de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse formulée et de répondre à la question de recherche posée, nous avons procédé à une lecture critique des documents officiels gouvernementaux et militaires étatsuniens disponibles et des commentaires et des interprétations d'experts concernant LIC, les OOTW, l'Amérique latine et le Honduras. Ainsi, nous avons réalisé une synthèse critique des différentes stratégies gouvernementales et militaires proposées selon les conjonctures du moment et dégagé les grandes lignes de la nouvelle théorisation, celle des OOTW, une théorie pour le moins obscure et ambiguë. Notre tentative de présenter de façon cohérente le champ théorique peu clair des OOTW (son manque de clarté étant reconnue par les militaires eux-mêmes), est à notre connaissance l'une des premières de ce genre. Quant à l'étude du Honduras, la nature de l'exercice a consisté en une déconstruction de la politique étatsunienne concernant l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Amérique centrale et le Honduras, en examinant un certain nombre d'indicateurs en vue d'une analyse empirique de la situation. Cette démarche s'est avérée requise en raison d'un trop grand nombre de questions restées sans réponse, compte tenu de la clandestinité des opérations menées dans le sous-continent. Notre recherche sur l'évolution de la théorie du LIC a permis de constater la transformation de la théorie du LIC en théorie des OOTW et d'en confirmer l'application au Honduras.

INTRODUCTION

Dans ce mémoire, nous tenterons de retracer les origines de la théorie étatsunienne du conflit de faible intensité (*Low Intensity Conflict (LIC)*) et d'en suivre l'évolution jusqu'à nos jours. Nous avons pour objectif de vérifier la validité de l'hypothèse suivante: dans un contexte de fin de guerre froide, la théorie anti-révolutionnaire du LIC se serait transformée en **théorie des opérations autres que la guerre** (*Operations Other Than War (OOTW)*). De plus, nous utiliserons le cas du Honduras en guise d'illustration de l'application du LIC et de ses effets particuliers; de même, nous comptons vérifier s'il y a eu mise en oeuvre de cette nouvelle théorisation des OOTW dans ce pays centro-américain.

Présentation et définition du sujet

La résolution de la guerre froide a donné le pas à de nombreux bouleversements conjoncturels majeurs, au démantèlement de l'ordre bipolaire et à une modification de la configuration de l'échiquier mondial. Le spectre du communisme n'effraie plus. L'URSS est morte et la Russie contemporaine en déroute économique n'est plus en état de mener une course aux armements ou une quelconque croisade idéologique dans le Tiers-Monde. L'analyse des conflits du Tiers-Monde à travers le seul prisme Est-Ouest est tombée en désuétude. Devant un tel renversement des choses, il semble important de s'interroger sur la pertinence actuelle de la théorie étatsunienne du conflit de faible intensité (*Low Intensity Conflict (L.I.C.)*) ou «doctrine Reagan»¹. Cette théorie est née dans le contexte de guerre froide des années 80; ses buts, fondements et principes théoriques s'inscrivaient dans la logique d'une offensive globale lancée contre l'expansion communiste dans le Tiers-Monde². Il semble d'autant plus requis, avec la fin des conflits armés en Amérique centrale, de s'interroger sur l'avenir du LIC au Honduras, le coeur logistique choisi

¹ Autre nom donné à la doctrine du LIC et la politique étrangère de l'administration Reagan (Sara Miles, «The Real War: Low Intensity Conflict in Central America», NACLA, Report on the Americas, vol.20, n°2 (Avril-Mai 1986), p.24).

² Le Secrétaire d'État George Shultz proclamera dans un discours au Commonwealth Club en 1985: «[a] global offensive against communism at the fringes of the Soviet Empire» (Tom Barry, Low Intensity Conflict: The New Battlefield in Central America, Albuquerque, The Inter-Hemispheric Education Resource Center, 1986, p.2).

par Washington durant les années 80 pour la mise en oeuvre de cette théorie dans l'isthme, alors principal «laboratoire»³ désigné du LIC.

Le contexte d'émergence de la théorie du conflit de faible intensité

Rappelons brièvement que la théorie du LIC est avant tout conjoncturelle. Selon certains observateurs⁴, elle serait la réplique de certains membres de l'establishment de la sécurité nationale et de cercles de la droite⁵ influents auprès de l'administration Reagan, aux événements nationaux et internationaux des années 70. Ainsi, la théorie du LIC s'est formée, d'une part, en réponse à leur perception de perte de terrain en faveur de l'URSS à la suite de «défaites» accumulées au Tiers-Monde depuis le tournant des années 70 (i.e. «perte» de la Somalie⁶, de l'Éthiopie, du Mozambique, de l'Angola, du Viêt-Nam, du Nicaragua; renversement du chah d'Iran par un mouvement nationaliste islamiste; etc.). Parmi ces événements, la montée des mouvements révolutionnaires en Amérique centrale⁷, chasse gardée étatsunienne, marque le point culminant de ces déconfitures et sert de catalyseur à leur contre-attaque⁸. À leurs yeux, tout comme à l'époque de Kennedy, ces conflits politiques et sociaux du Tiers-Monde (considérés sous la coupe de l'URSS) représentent davantage une perte et une menace pour les intérêts⁹ et la sécurité des États-Unis que l'éventualité d'une confrontation avec l'URSS en Europe. Identifiant le «péril révolutionnaire» comme la menace de l'heure pour les États-Unis et ses alliés¹⁰, ces *think tanks* réclament

³ *Ibid.*, p.4.

⁴ Michael T. Klare, Peter Kornbluh, Sara Miles, etc. Voir la bibliographie.

⁵ Composés, entre autres, de militaires à la retraite et d'intellectuels de l'*American Enterprise Institut (AEI)*, du *Center for Strategic and International Studies* de l'Université Georgetown à Washington, du *National Strategy Information Center*, de l'*Heritage Fondation*, du *Committee on the Present Danger* ou du *Santa Fe Committee*.

⁶ Récupérée en 1978.

⁷ Il s'agit ici de la victoire des Sandinistes entraînant la chute de la famille nicaraguayenne des Somoza, l'alliée le plus fidèle des États-Unis dans l'isthme et de l'ascension de mouvements révolutionnaires de gauche au Salvador et au Guatemala.

⁸ Le Général Wallace Nutting, chef du Southcom, en parlant de la situation en Amérique centrale dira: «*The crisis gave new priority to U.S. strategic interests in this part of the world, which a lot of us are beginning to appreciate perhaps for the first time in history*» (Allan Nairn, «Endgame: A special Report on U.S. military strategy in Central America», *NACLA, Report on the Americas*, vol.18, n°3 (mai-juin 1984), p.21).

⁹ La plate-forme républicaine de 1980 clame qu'un danger «*menace les voies de ravitaillement en énergie et en matière première du monde occidental*» (Alain Rouquié, *Guerres et paix en Amérique centrale*, Paris, Seuil, 1992, p. 212).

¹⁰ Caspar Weinberger, secrétaire à la défense dira des conflits révolutionnaires: «*[t]hese forms of aggression will remain the most likely and the most enduring threats to our security*» (Michael T.

l'adoption d'une stratégie nationale concertée spécialisée afin de combattre adéquatement ce type de conflit et de ne plus miser uniquement sur des politiques et des stratégies de dissuasion (*deterrence*) ou sur une convergence d'efforts exclusifs à l'OTAN pour contenir (*containment*) l'URSS telles que prônées sous Gerald Ford et Jimmy Carter¹¹. L'adoption d'une «attitude offensive»¹² est d'autant plus imminente que l'expansion de l'influence de Moscou ne fait aucun doute dans leur esprit, comme l'indiquent l'invasion soviétique de l'Afghanistan, la victoire des Sandinistes au Nicaragua, la présence des Cubains en Afrique, etc.

«Containment of the Soviet Union is not enough... It is time to sound a clarion call for freedom, dignity and national self interest which will echo the spirit of the people of the United States. Either a Pax Sovietica or a worldwide counter-projection of American power is in the offing. The hour of decision can no longer be postponed»¹³.

D'autre part, la théorie du LIC a été conçue en réponse à la perception de ces cercles de la droite d'une perte d'influence, de crédibilité et de puissance des États-Unis, imputables, entre autres, à une crise morale interne profonde (frasques de Nixon dans l'affaire Watergate et la défaite du Viêt-Nam, cause du «syndrome vietnamien»¹⁴) et à un manque de leadership de l'administration Carter dans sa politique de sécurité nationale. Le président Carter, soulignant les limites de la puissance étatsunienne (remettant en cause la pertinence de l'analyse réaliste) et cherchant à délivrer les États-Unis de ce qu'il appelle «*an inordinate fear of communism*»¹⁵, prône la nécessité de coexister avec différents systèmes et l'acceptation de l'existence d'une «contestation légitime»¹⁶ venant des pays du

Klare et Peter Kornbluh, Low-Intensity Warfare: Countersurgency, Proinsurgency, and Antiterrorism in the Eighties, New York, Pantheon Books, 1988, p. 4).

¹¹ Le Colonel James B. Motley écrira alors dans *Military Review*: «[t]he US should reorient its forces and traditional policies away from an almost exclusive concentration on NATO to better influence politico-military outcomes in the resource-rich and strategically located Third World areas» (James B. Motley, «A Perspective on Low-Intensity Conflict», Military Review, January 1995, p.9).

¹² L'«endiguement» de l'«Empire soviétique» était considéré par des groupes influents tels que le Comité de Santa Fe, comme une approche plutôt défensive qu'offensive (Le Comité de Santa Fe cité par Thomas Bodenheimer et Robert Go, Rollback: Right-wing Power in U.S. Foreign Policy, http://www.thirdworldtraveler.com/Foreign_Policy/ReaganDoctrine_TWRollback.html)

¹³ Le Comité de Santa Fe cité par Ibid.

¹⁴ i.e. la peur du peuple étatsunien d'un second Viêt-Nam dans un quelconque pays du Tiers-Monde, d'où une réticence vicérale à appuyer toute intervention directe et prolongée de leur pays dans ces contrées reculées.

¹⁵ Michael T. Klare et Peter Kornbluh, op. cit., p.13.

¹⁶ Alain Rouquié, op. cit., p.195.

Tiers-Monde. Dans cet esprit, la politique carterienne mise sur une stratégie de promotion des droits humains et de réformes sociales (refusant d'appuyer les dictateurs ou les régimes militaires, s'attirant les foudres des régimes autoritaires brésilien, argentin, salvadorien et guatémaltèque) afin de délégitimer le communisme, d'éviter les révolutions et d'obtenir le soutien du Tiers-Monde. Cette politique, dite d'accommodation avec l'URSS et ses satellites du Tiers-Monde (parfois contradictoire¹⁷), qualifiée d'inefficace et de «peu virile», est tenue responsable d'échecs humiliants dans le Tiers-Monde (ex.: l'échec de l'expédition militaire de sauvetage des otages étatsuniens à Téhéran), compromettant ainsi le prestige et la projection du pouvoir des États-Unis dans le monde («*the escalating setbacks to our interests abroad and the so-called wars of liberation, are putting in jeopardy our ability to influence world events*»¹⁸).

Ces groupes de droite, voyant le pays décliner tant au plan politique qu'économique (le débat sur le déclin étatsunien, amorcé depuis le borbier vietnamien, constitue la toile de fond des années Carter et est relancé périodiquement par la suite), s'insurgent contre la position de Carter et de son équipe. Ils frayent leur chemin d'abord dans les bastions du Pentagone et de la CIA (deux institutions de plus en plus opposées à la politique du gouvernement Carter¹⁹), puis au sein du camp Reagan. Peu à peu, la politique de coexistence avec les révolutions du Tiers-Monde perd pied. L'équipe Carter, sous les pressions croissantes du Congrès et du Sénat, se voit contrainte à faire des concessions idéologiques. En premier lieu, elle introduit le cadre d'analyse Est-Ouest dans sa politique. À la suite de la dénonciation par le Sénat de la présence de brigades soviétiques à Cuba, l'aide au Nicaragua est redéfinie comme faisant partie d'une démarche anti-soviétique²⁰. En deuxième lieu, elle abandonne ses objectifs de réforme. Le gouvernement Carter décide d'appuyer l'armée salvadorienne à l'encontre de sa politique d'encouragement des réformes. Graduellement, la politique étrangère étatsunienne se modifie. Sa transformation se poursuivra avec Reagan, président (largement conseillé par ces *think tanks* tant pendant sa campagne électorale qu'après son élection). On assiste alors à la résurgence de l'interventionnisme et à l'émergence de la théorie du LIC («*America is back*»,

¹⁷ Ex.: en 1979, Carter fournit de l'aide militaire à l'armée salvadorienne en dépit d'informations démontrant l'implication de celle-ci dans des violations de droits humains.

¹⁸ Ainsi s'exprimera le secrétaire d'État Alexander Haig au début de son mandat (cité par Michael T. Klare et Peter Kornbluh, *op.cit.*, p. 9).

¹⁹ Dès 1978, des personnes influentes au sein du Pentagone et de la CIA réclament l'adoption *in extremis* d'une politique fondée sur la prémisse selon laquelle le mouvement révolutionnaire sandiniste est un stratagème soviético-cubain (Allan Nairn, *loc. cit.*, p.22).

proclamera Reagan). L'équipe Reagan est déterminée à rétablir l'hégémonie étatsunienne dans le monde, à restaurer les fondements de la puissance de son pays et à lui redonner sa prépondérance traditionnelle sur les autres économies.

Conséquence de cette lecture particulière des événements conjoncturels nationaux et internationaux, LIC se fonde, entre autres, sur la prémisse épistémologique et normative (une prémisse de l'approche réaliste, i.e. le monde est anarchique) selon laquelle tout type de mouvement populaire dans le Tiers-Monde est le reflet exclusif des visées expansionnistes de l'URSS et de ses acolytes (Cuba, etc.) plutôt que l'expression d'un réel et légitime besoin de changement politique, économique ou social. Cette prémisse est mise en place dès la fin de la deuxième guerre mondiale. Les théoriciens et les stratèges étatsuniens du LIC ne s'interrogent nullement sur l'étiologie des crises et les conditions ayant favorisé un certain succès du communisme dans le Tiers-Monde (ex.: la pauvreté). Si conditions socio-économiques préalables il y avait, ces conditions auraient été exploitées par Moscou.

LIC vise à refouler le communisme du Tiers-Monde

En raison de cette croyance au péril soviétique, LIC aura pour objectif premier le «recul» (*roll back*) du camp soviétique et non plus seulement son «endiguement» (*containment*). Ainsi, par exemple, en créant et en appuyant ouvertement des forces anti-communistes telles que la *contra* au Nicaragua, l'administration Reagan cherche à prouver qu'une victoire contre le communisme peut compromettre l'influence de l'URSS dans le Tiers-Monde. Il s'agit surtout de démontrer la fausseté de la doctrine Brejnev sur l'invincibilité du communisme, c'est-à-dire, dans les mots mêmes de Reagan, «*to demonstrate to communist and non-communist nations alike that communism is not, as the Soviets propagate, the "wave of the future", and that communist rule, once installed, is reversible*»²¹. Ce refoulement du communisme sera possible grâce à la «révolution démocratique» (*democratic revolution*)²², i.e. une bataille idéologique conçue dans le but de prouver que les États-Unis ont les moyens, la volonté, le droit moral et légal d'exporter la contre-révolution. Ainsi, pour ses promoteurs, LIC se présente comme une alternative à la vision marxiste du monde. En donnant une dimension plus politique à cette guerre, l'administration Reagan met l'accent sur la bataille idéologique entre deux systèmes sociaux antagonistes, l'un démocratique et l'autre communiste plutôt que sur une bataille entre deux

²⁰ Carter explique alors que cet apport financier doit «*ensure the ability of troubled peoples to resist social turmoil and possible communist domination*» (Carter cité par *Ibid*, p.22).

²¹ Michael T. Klare et Peter Kornbluh, *op. cit.*, p.137.

²² Sara Miles, *loc. cit.*, p.25.

armées en guerre. Elle se trouve alors à justifier, voire légitimer moralement son intervention auprès de l'opinion domestique et internationale. Tel que l'explique Elliot Abrams, assistant secrétaire d'État aux affaires inter-américaines de l'époque:

«We all believe that it would be morally justifiable to invade Poland for the same reasons that it was morally justifiable to invade Grenada. But it would be crazy to do it»²³.

De la sorte, le gouvernement Reagan présente les forces paramilitaires contre-révolutionnaires comme des «combattants de la résistance démocratique» et soutire l'appui officiel et public recherché.

LIC et la guerre idéologique

Ainsi, LIC propose de contrer le communisme en utilisant l'arme du communisme international, i.e. la guerre idéologique. Grâce au recours à des moyens conventionnels et non-conventionnels, militaires et non-militaires, il s'agit de cibler les présumés agents au service du «communisme» et du «terrorisme»²⁴ soviétiques localisés dans le Tiers-Monde, et ce, sans l'intervention directe des États-Unis, «syndrome vietnamien»²⁵ oblige, afin de «pacifier» ces dits agents, i.e. d'éliminer toute lueur d'espoir de changement chez le peuple visé en vue d'un retour à la passivité. Washington cherche aussi à faire monter les enchères tant en matière de course aux armements que du soutien aux formations politiques amies, et à faire payer cher à l'URSS son expansionnisme. Pour certains observateurs, l'application du LIC en Amérique centrale est en quelque sorte le pendant de la «guerre des étoiles» (ou IDS) dans le domaine des rapports stratégiques. Il s'agit dans les deux cas, selon deux membres du Conseil national de sécurité, de «...forcer l'URSS à se tourner vers elle-même, à passer de la conquête à la réforme [...], à assumer le fardeau de ses insuffisances économiques»²⁶. Ainsi, Washington voit son habileté à contrôler le cours des événements dans l'isthme comme cruciale pour la projection de son pouvoir dans le monde.

²³ Barbara Epstein, entrevue avec Elliot Abrams, Washington D.C., février 1985 (cité par *Ibid.*, p.25).

²⁴ Fait nouveau avec l'administration Reagan, les mouvements de revendication du Tiers-Monde, associés à des actes de violence, sont décrits comme «terroristes» ou «criminels» (Tom Barry, *op. cit.*, p.10).

²⁵ L'atteinte des objectifs nationaux en intervenant indirectement ou du moins sans recourir au «combat prolongé» des troupes étatsuniennes (une des leçons du Viêt-Nam) résume la perspective stratégique choisie du LIC.

²⁶ Alain Rouquié, *op. cit.*, p.214.

Le choix du sujet

Le choix de l'étude de l'évolution de la théorie du LIC est motivé par l'importance de l'incidence de cette théorie dans de nombreux pays du Tiers-Monde. Celle-ci a marqué profondément le paysage social, politique et économique des pays d'Amérique centrale et d'ailleurs, laissant des pays ruinés par la guerre civile, tel le Salvador, l'Angola, le Mozambique, etc. Ce choix s'explique aussi par le succès inégalé de cette théorie dans son application (ex.: la débandade des Sandinistes au Nicaragua), contrairement aux théorisations antérieures qui se soldèrent, à l'exception du succès britannique en Malaisie²⁷, par de cuisants échecs (comme l'illustre la défaite étatsunienne au Viêt-Nam). Et enfin, ce choix se comprend par l'avènement de la fin de la guerre froide.

Par ailleurs, le choix du Honduras s'est fait selon trois aspects importants. D'abord, le cas du Honduras en est un des plus percutants pour étudier la question de l'application de la théorie du LIC en raison du rôle de plateforme stratégique stable qui lui a été conféré par Washington, à la suite du triomphe de la révolution sandiniste en 1979 et de l'intensification de la guerre civile au Salvador, pour le lancement de la stratégie de contre-insurrection et de pro-insurrection dans l'isthme. Ensuite, étant donné la fin des conflits armés et l'avènement de changements politiques, économiques et sociaux conséquents dans ce que le poète chilien Pablo Neruda appelait la «délicate taille des Amériques»²⁸, il importe d'examiner les répercussions de ces changements sur la théorie du LIC et sur la politique étrangère poursuivie par Washington à l'égard du Honduras, celui-ci ayant aujourd'hui perdu quelque peu de son importance géopolitique. Enfin, le choix du Honduras peut se comprendre par le fait d'une méconnaissance de sa situation historique, culturelle, sociale, politique et économique²⁹.

²⁷ Un mouvement insurrectionnel échoua grâce à la stratégie contre-insurrectionnelle du Général Sir Gerald Templer (1948-1956).

²⁸ Dans *Canto General* de Pablo Neruda.

²⁹ Or, ce pays trop souvent considéré «the country of *nada*» (en 1986, une revue étatsunienne titrait ainsi un de ses articles sur le Honduras), sans identité ni histoire, fut pourtant à plusieurs reprises au centre des grands bouleversements et réalisations historiques de la région: centre des réalisations scientifiques de la civilisation Maya au IX^e siècle (avec la ville de Copán situé dans l'ouest du pays); berceau de Lempira, un des plus notoires rebelles autochtones, durant l'ère de la conquête espagnole; lieu de naissance de l'instigateur et du défenseur de l'unification de l'Amérique centrale en 1823, Francisco Morazán; lieu d'origine d'une des plus progressistes réformes agraires d'Amérique latine et d'un des mouvements populaires des plus organisés, etc.

Hypothèse et méthodologie

Aujourd'hui, il ne semble plus y avoir péril en la demeure. La menace communiste et soviétique telle que perçue et théorisée par Washington n'est plus. L'ordre pro-étatsunien a été rétabli en Amérique centrale. Ces changements conjoncturels risquent de compromettre le sort et l'application de la théorie du LIC. C'est ce que nous nous proposons d'étudier dans ce mémoire tout en vérifiant la validité de l'hypothèse suivante: dans un contexte de fin de guerre froide, la théorie anti-révolutionnaire du LIC se serait transformée en **théorie des opérations autres que la guerre**. Et, nous nous proposons de répondre à la question de recherche suivante: Y a-t-il ou non mise en oeuvre de la théorie des OOTW au Honduras?

Dans le but de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse formulée et de répondre à la question de recherche posée, nous avons procédé à une lecture critique des documents officiels gouvernementaux et militaires étatsuniens. Nous sommes conscients de la limite de notre démarche, plusieurs des documents clés n'étant pas accessibles au public. Notre argumentation repose donc sur les documents officiels disponibles, sur les «policy statements» de hauts fonctionnaires et de militaires étatsuniens et, afin de pallier cette lacune, elle se fonde en partie sur les commentaires et les interprétations d'experts concernant LIC, les OOTW, l'Amérique latine et le Honduras. Ces commentaires et interprétations viennent de lectures spécialisées, de sources internet crédibles ou d'entrevues effectuées auprès de spécialistes du LIC, des OOTW, de l'Amérique latine et/ou du Honduras. Ainsi, nous allons réaliser une synthèse critique des différentes stratégies gouvernementales et militaires proposées selon les conjonctures du moment et dégager les grandes lignes de la nouvelle théorisation, celle des OOTW, une théorie pour le moins obscure et ambiguë. Notre tentative de présenter de façon cohérente le champ théorique peu clair des OOTW (son manque de clarté étant reconnue par les militaires eux-mêmes), est à notre connaissance l'une des premières de ce genre.

Quant à l'étude du Honduras, la nature de l'exercice a consisté en une déconstruction de la politique étatsunienne concernant l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Amérique centrale et le Honduras, en examinant un certain nombre d'indicateurs en vue d'une analyse empirique de la situation. Cette démarche s'est avérée requise en raison d'un trop grand nombre de questions restées sans réponse, compte tenu de la clandestinité des opérations menées dans le sous-continent.

Note sur les traductions

Nous avons dû recourir aux textes gouvernementaux et militaires de langue anglaise; ce procédé n'a pas été sans difficulté. Les termes et les concepts stratégiques militaires étatsuniens utilisés dans les documents officiels sont souvent difficilement traduisibles en français, la traduction de ceux-ci trahissant le plus souvent leur sens profond. Prenons, en guise d'exemple, le terme *political warfare*. Aucune équivalence du concept *warfare* n'existe en français; il est donc difficile de rendre le sens véridique du terme *political warfare* dans sa totalité. Afin de remédier aux distorsions de langage d'un tel exercice et dans l'esprit de conserver, dans la mesure du possible, le sens exact des termes, expressions, concepts ou citations utilisés, nous avons, selon le cas, gardé les termes, expressions, concepts ou citations originaux de langue anglaise. Par ailleurs, en vue de faciliter la lecture et la compréhension de ce mémoire, nous avons élaboré une liste d'abréviations, de sigles et d'acronymes.

Dans les chapitres suivants, nous verrons dans un premier temps en quoi consiste la théorie du LIC et son application au Honduras des années 80. Dans un deuxième temps, nous examinerons ce qu'il est advenu de cette théorie, aujourd'hui, en nous penchant plus particulièrement sur le cas du Honduras. Ainsi, le premier chapitre retracera les origines de la théorie du LIC et le deuxième en dessinera le profil critique permettant d'en comprendre la nature, l'originalité et le contenu. Le troisième chapitre en étudiera l'application au Honduras. Le quatrième chapitre fera état de la transformation de la théorie du LIC en théorie des OOTW. Et, enfin le cinquième chapitre essaiera de cerner l'application actuelle de cette théorie des OOTW au Honduras.

CHAPITRE I

LES ORIGINES DE LA THÉORIE DU CONFLIT DE FAIBLE INTENSITÉ

1.1 Le contexte d'après-guerre et les origines de la théorie anti-révolutionnaire aux États-Unis

Les États-Unis mènent dans le Tiers-Monde, sous une bannière conceptuelle ou une autre, des guerres (ou conflits) de faible intensité depuis fort longtemps³⁰ (ex.: aux Philippines au tournant du siècle, au Mexique pendant la révolution, au Nicaragua en 1930, etc.³¹). Toutefois, avec la fin de la deuxième guerre mondiale et l'avènement de la guerre froide, un tournant idéologique s'opère dans la pensée politique et militaire étatsunienne (ainsi que dans celle des pays européens, anciens colonisateurs tels que la France, l'Angleterre³², etc.). La conceptualisation de la «guerre» connaît alors une évolution tant au plan théorique (stratégique et tactique) que pratique (matériel). Elle devient de plus en plus limitée (obtenir une victoire par des pressions et des actions strictement limitées) selon les changements conjonctureux internationaux de l'heure. D'abord, rendent la confrontation directe fatale, donc peu probable, le développement technologique de la puissance des armements, l'apparition de l'arme nucléaire et l'émergence d'un schisme entre deux super-puissances (États-Unis et URSS). Ensuite, surviennent dans l'ensemble des pays que l'on commence à désigner sous le vocable de Tiers-Monde, les transformations politiques et économiques de la décolonisation et des mouvements d'émancipation nationaliste et de gauche (confrontant l'ordre économique mondial nord-américain et occidental en création). Ce Tiers-Monde en quête de changements socio-économiques constituera peu à peu le champ de bataille entre

³⁰ Le concept de «conflit de faible intensité» apparaîtra dans le langage militaire étatsunien uniquement après l'échec des États-Unis au Viêt-Nam. Par contre, malgré l'apparition de ce terme dans les années 80, ce type de guerre et de théorie existe depuis longtemps sous d'autres appellations (Bruno Colson, *Le Tiers-Monde dans la pensée stratégique américaine*, Paris, Economica, Institut de stratégie comparée, 1994, p.12).

³¹ Michael T. Klare et Peter Kornbluh, *op.cit.*, p.10

³² Avec les écrits du général français André Beaufre, les politiques du Général anglais Sir Gerald Templer, etc. (voir bibliographie).

deux systèmes idéologiques antagonistes. Alors, commence une nouvelle ère de ce que l'on appelle des guerres de faible intensité.

Pour les analystes et théoriciens étatsuniens, la nature des conflits ayant changé, il en sera ainsi des fondements de la pensée stratégique. Selon les modulations de la lecture faite de la conjoncture nationale et internationale, la théorie anti-révolutionnaire connaîtra plusieurs transformations, allant d'écueil en écueil, passant de la doctrine de contre-insurrection (*Counterinsurgency (COIN)*) pour en arriver à celle triomphante (du moins en Amérique centrale) du LIC. La théorie anti-révolutionnaire étatsunienne s'inspira de différentes théorisations et expériences en matière de guerre anti-révolutionnaire, depuis la deuxième guerre mondiale jusqu'aux années 80, pour s'établir alors avec LIC comme un instrument sophistiqué de la politique étrangère des États-Unis, leur permettant de rétablir le contrôle politique recherché sur le Tiers-Monde grâce à la «la contre-révolution globale» (*global counterrevolution*)³³. LIC évolue pour devenir une science de la guerre des idées sans compromis, judicieux mélange d'opérations militaires non-conventionnelles et de «guerre politique» (*political warfare*)³⁴, dont le but est de contrôler les aspects qualitatifs de la vie humaine afin d'influencer, dans le sens recherché, le cours des événements d'une situation ciblée (ex.: changement d'attitude dans un groupe visé), redéfinissant la notion même de victoire (il s'agit d'anéantir tout espoir de changement).

Dans l'immédiat après-guerre, la hantise de la propagation du communisme à l'échelle mondiale s'empare des dirigeants et des spécialistes étatsuniens. Les États-Unis, sortis grands vainqueurs, se poseront alors en leader du «monde libre» dans le combat contre le communisme international, obligés de faire face aux transformations en cours dans le monde (une interprétation du monde qui surdéterminera la politique stratégique étatsunienne d'après Bruno Colson³⁵). Brisant avec leur isolationnisme traditionnel, les États-Unis affirment de plus en plus leur hégémonie et jouent un rôle de première ligne dans la construction du système mondial. Leur politique étrangère est en pleine effervescence. Tout un dispositif sera mis en place pour contrer la conversion au communisme de certains pays européens³⁶ et du Tiers-Monde: le Plan Marshall (1947), la doctrine Truman

³³ Tom Barry, *op. cit.*, p.2.

³⁴ La *political warfare* est une combinaison de moyens d'intervention militaires et non-militaires, conventionnels et non-conventionnels (ex.: opérations psychologiques).

³⁵ Bruno Colson, *op. cit.*, p.13-14.

³⁶ On craint la conversion de la Grèce, de la Turquie et de certains pays européens (France, Italie, Belgique, etc.) où des partis communistes en plein essor siègent au Conseil des Ministres ou réussissent des percées électorales importantes qui provoqueront le discours du Général Marshall.

(1947), l'OTAN (1949), le *Mutual Security Act* de 1951 et 1954, la stratégie du *Massive Retaliation* de Eisenhower (1952-1960), la CIA (*Central Intelligence Agency*), la théorie du *Flexible Response* du Général Taylor (1960), etc. Malgré ces mesures, les dirigeants étatsuniens constatent, au début des années 60, qu'ils ne sont pas préparés adéquatement à combattre un nouveau type de guerre, les révolutions nationalistes ou de gauche éclatant successivement un peu partout au Tiers-Monde (Indonésie, Kenya, Chine, Corée, Algérie, Cuba, Indochine, Philippines, etc.).

1.2 La théorie de la contre-insurrection

Pour les spécialistes étatsuniens, ces insurrections des années 50 et 60 utilisent d'anciennes tactiques militaires (ex.: embuscades, *hit-and-run*,...), mais sont souvent façonnées par l'idéologie marxiste et étendent le domaine du conflit à la population entière touchant les infrastructures politiques et économiques (*people's warfare*). Au lieu de considérer les insurrections dans leur contexte régional (dénotant, pour certains observateurs, de leur manque de connaissance du Tiers-Monde), ces spécialistes dépeignent les révolutions comme «*soviet-instigated proxy wars against the West*»³⁷ et non pas comme étant l'apanage de la décolonisation et de l'après-guerre. Pour eux, l'URSS chercherait à éroder le système d'alliance des États-Unis à la périphérie au lieu de passer à une confrontation directe en Europe. C'est sur cette prémisse épistémologique et normative qu'ils fondent leur analyse. Et, pour ces spécialistes, les indices ne manquent pas. La victoire de certains mouvements insurrectionnels, tout particulièrement celle des *barbudos* de Castro à Cuba (1959); la publication du livre d'Ernesto Guevara sur la guerre de guérilla; l'augmentation de l'aide soviétique à un nombre grandissant de pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine; le discours de Khrushchev prononcé en 1961 endossant les mouvements de libération nationale; ... sont autant d'éléments qui inciteront Washington à se doter d'une politique de contre-insurrection.

C'est ainsi que déterminé à combattre les révolutions (surtout à la suite du fiasco de la Baie des Cochons en 1961), le gouvernement Kennedy³⁸ établira une structure institutionnelle au sein du Conseil national de sécurité. Il s'agit du Groupe spécial en contre-insurrection (*Special Group on Counterinsurgency*), un groupe chargé de

³⁷ Ces spécialistes et conseillers, dirigés par Walt W. Rostow (professeur au MIT, nouveau conseiller du Président Kennedy en matière de sécurité et auteur de la théorie des cinq étapes de la croissance économique (*stages of economic growth*)), affirmeront qu'une symétrie intentionnelle existe entre la théorie des étapes de la croissance économique de Rostow et les doctrines de guérilla communistes chinoise et soviétique.

³⁸ Kennedy dira alors: «*Subversive insurgency requires in those situations where we must counter it ... a whole new kind of strategy, a wholly different kind of force, and therefore a new and wholly different kind of training*» (Michael Klare et Peter Kornbluh, *op. cit.*, p.12).

l'élaboration d'une doctrine pour contrer les «insurrections»³⁹ du Tiers-Monde permettant de cibler à la fois les «insurgés» ou «toute forme de manifestation anti-gouvernementale»⁴⁰. L'administration Kennedy adoptera également une politique officielle, le *U.S. Overseas Internal Defense Policy (OIDP)*, document établissant les fondements de la théorie de contre-insurrection (*Counterinsurgency (COIN)*)⁴¹. Apparaîtra alors aux États-Unis la théorie de la COIN, l'ancêtre de la théorie du conflit de faible intensité. À l'époque, l'Angleterre et la France ont déjà commencé à éprouver la théorie contre-insurrectionnelle en Malaisie, au Kenya, en Indochine et en Algérie.

1.3 Les deux volets de la contre-insurrection: le développement et la défense interne

La COIN comporte deux volets intimement liés nécessitant l'**utilisation de toutes les ressources** politiques, psychologiques, économiques, paramilitaires et militaires disponibles: **1)** le «développement interne» (*internal development*), i.e. l'encouragement de réformes afin de prévenir ou d'éliminer les causes de mécontentement ou de révolte; **2)** la «défense interne» (*internal defense*), i.e. l'élaboration d'un appareil militaire et policier efficace afin de garantir la sécurité interne⁴². Ces deux volets, chapeautés par le Groupe spécial, se fondent sur **une coordination inter-agence serrée** (entre le département d'État, le département de la défense, la CIA, l'United States Information Agency (USIA), l'Agence internationale de développement (AID) et les différentes missions établies dans les pays du Tiers-Monde ciblés).

1.4 Les tactiques

Pour la réalisation de ce double objectif (développement et défense interne), les tactiques les plus employées furent:

³⁹ En 1962, le *Joint Chiefs of Staff* définira «l'insurrection» comme suit: «[a]s a condition of "illegal opposition to an existing government" that could range from passive resistance, illegal strike action or demonstrations, to large-scale guerrilla operations, but fall short of civil war» (Tom Barry, *op. cit.*, p.5).

⁴⁰ En 1962, le *National Security Action Memorandum 124* autorisa la création du Groupe spécial dans le but de: «assure unity of effort and the use of all available resources with maximum effectiveness in preventing and resisting subversive insurgency and related forms of indirect aggression in friendly governments» (*Ibid.*, p.6).

⁴¹ L'OIDP suggérait l'adoption d'une stratégie de défense interne pour le pays ciblé, l'effort contre-insurrectionnel devant être fourni en grande partie par le gouvernement local avec un rôle de soutien pour les États-Unis.

⁴² Tom Barry, *op. cit.*, p.7.

- 1) l'«**action civique**» (*military-civic action*): l'emploi des forces armées locales ou étatsuniennes ou conjointes (locales et étatsuniennes) dans des projets communautaires les rapprochant de la population afin de les influencer (ex.: alphabétisation, vaccination, construction de routes, etc.). Ces projets servent à l'entraînement des militaires et à l'amélioration de leur image auprès des populations visées.
- 2) la «**pacification**» («*winning hearts and minds*»): gagner l'assentiment de la population tant étatsunienne qu'étrangère.
- 3) le *nation building*: la construction d'un système social alternatif à celui de l'ennemi.
- 4) le **contre-terrorisme**: la formation de forces paramilitaires ou anti-révolutionnaires à l'utilisation discriminative et limitée du contre-terrorisme⁴³.
- 5) la **professionalisation des corps militaires autochtones**.

De toute ces tactiques, la professionalisation des corps militaires fut particulièrement couronnée de succès en Amérique latine où Washington y initie une réorientation du corps militaire en place, plutôt traditionnellement orienté vers la sécurité externe, vers l'interne et la contre-insurrection. Auparavant, la tête de la sécurité collective se trouvait aux États-Unis, patron du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR, connu aussi sous le nom de Traité de Rio). Ce traité, adopté en 1947 par les États-Unis et les États latino-américains, assurait la «défense continentale» contre les menaces extérieures à l'hémisphère et confiait les affaires de «défense intérieure» aux armées nationales. Avec le triomphe de la révolution cubaine et l'apogée des mouvements insurrectionnels des décennies 60 et 70 dans l'ensemble du continent latino-américain, cette stratégie subira des modifications déterminantes, priorisant désormais la «défense interne» en s'occupant de l'«ennemi interne» (mouvements sociaux, guérillas, partis de gauche, etc.), dit associé aux forces étrangères (l'URSS et ses satellites) qui «attendent à la sécurité nationale»⁴⁴. Ainsi, en janvier 1961, le département d'État faisant part de sa nouvelle politique, *A New Concept for Hemispheric Defense and Development*, annoncera:

⁴³ Il s'agissait de faire un usage sélectif de la contre-terreur. Dans cet esprit par exemple, le recours au génocide n'était pas une solution envisageable mais l'assassinat pouvait servir de moyen. En guise d'illustration, l'opération Phoenix, visant la neutralisation des Viet-Cong et de leur appareil politique, mena à l'assassinat de 20 000 présumés Viet-Cong (*Ibid*, p.27).

⁴⁴ Roger Isaula, «Honduras: Permanences idéologiques et stratégiques», *DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine)*, n°1605 (4 juillet 1991), p.1-2.

«The United States should phase out "continental defense roles" for Latin American forces and should influence military leaders towards greater emphasis on maintaining intra-hemispheric peace and contributing to the internal development of their countries»⁴⁵.

La tactique de professionnalisation des corps militaires n'est pas la seule de ces tactiques ayant marqué des points. Parmi les tactiques, l'«action civique» révolutionne profondément la pensée militaire de l'époque en ne limitant plus le rôle des militaires au seul rôle de défense. Elle est appliquée pour la première fois par les militaires étatsuniens en Corée du Sud (premier conflit conventionnel dans lequel sont engagés les États-Unis à l'aube de l'ère nucléaire), puis aux Philippines, en Amérique latine et au Viêt-Nam. En Amérique latine, l'action civique est institutionnalisée d'abord avec l'Alliance pour le progrès et ensuite avec le *Foreign Assistance Act*⁴⁶. L'Alliance pour le Progrès, créée en 1961 par le président Kennedy en réponse à la révolution cubaine, avait pour but de remédier aux causes de mécontentement et de révolte par la promotion d'un développement économique capitaliste à long terme, de réformes sociales et de la démocratisation politique. Cette Alliance est un des premiers programmes entrepris par l'AID. Elle consiste en un effort consolidé pour le progrès des nations latino-américaines, un effort qui fait appel à la contribution des militaires latino-américains. Considérés comme des partenaires à part entière, les militaires doivent jouer un rôle de premier ordre dans la modernisation du continent. En plus de son programme économique, l'Alliance comporte un volet de sécurité militaire visant la prévention ou l'éradication des mouvements révolutionnaires perçus comme pouvant compromettre les réformes visées. Ce volet se fonde sur l'appui aux programmes d'action civique, l'augmentation de l'aide militaire et la promotion de programmes de développement susceptibles de nuire à la popularité des mouvements insurrectionnels. Il prend de l'ampleur et domine l'Alliance sous les présidents Johnson, Nixon et Ford.

1.5 L'expérience britannique en Malaisie

Ce concept d'action civique puise ses racines dans l'expérience britannique en Malaisie (1948-1956), une expérience dont s'inspire l'équipe de Kennedy pour l'élaboration de la COIN. À l'époque, le gouvernement colonial britannique et l'État malaisien en émergence réussissent à faire échouer un mouvement de guérilla

⁴⁵ Tom Barry, *op. cit.*, p.6.

⁴⁶ Avant le *Foreign Assistance Act* (1961), l'aide militaire accordée aux pays latino-américains se limitait à la défense hémisphérique et ne pouvait être utilisée pour renforcer la sécurité interne d'un pays. Avec cette nouvelle loi, cette restriction est levée.

communiste composé de travailleurs chinois des plantations grâce à la stratégie contre-insurrectionnelle du Sir Général Gerald Templer. Ce dernier fit le choix stratégique de miser sur un déploiement militaire limité, l'organisation de l'administration et de l'indépendance du pays (sautant ainsi les bases politiques du mouvement guérillero), une coordination intégrée des opérations civiles et militaires, des forces d'auto-défense locales et sur la guerre psychologique. Ainsi, il y eut peu de morts chez les civils, aucune destruction massive des infrastructures et l'économie du pays fut épargnée dans une large mesure. Le Général Templer su traiter le phénomène de l'insurrection en Malaisie comme un problème local et orienta son action sans l'existence d'une doctrine militaire. Il cherchait plutôt à faire la conquête du «coeur et de l'esprit du peuple malaisien». À ce sujet, Templer dira: «[t]he answer lies not in pouring more soldiers into the jungle, but rests in the hearts and minds of the Malayan people»⁴⁷.

L'équipe Kennedy⁴⁸, contrairement à Templer, conçoit le phénomène de l'insurrection comme faisant partie du grand dessein communiste ou comme étant en proie à l'exploitation communiste. Ceci l'empêche, d'après Michael Klare et Peter Kornbluh, de tirer les véritables leçons du modèle britannique. Pendant toute la durée du conflit au Viêt-Nam, la guerre demeure une lutte proprement asiatique avec de profondes racines indigènes. De plus, la doctrine originale de contre-insurrection (i.e. avant le déploiement militaire massif) doit être implantée par le biais du régime en place à Saïgon, réputé répressif et ne détenant pas la cote auprès de la population. Sans une solide structure gouvernementale tant à la capitale qu'en région rurale et sans un réseau de communication et de transport efficace, la tâche s'annonce laborieuse, voire impossible. Le programme des *strategic hamlets*⁴⁹ en particulier ne peut être implanté dans le cadre d'une économie de subsistance fragilisée en temps de guerre sans désorganiser la société rurale.

1.6 Le Viêt-Nam: test ultime de la théorie de contre-insurrection

Bien que prépondérante dans la pensée militaire étatsunienne de 1961-1975, la théorie de la contre-insurrection n'a pas eu l'incidence recherchée sur le cours de nombreuses révolutions, exception faite de l'Amérique latine. Dans cette région, de nombreuses guérillas de gauche du début des années 60 (ex.: en Bolivie, au

⁴⁷ Tom Barry, *op. cit.*, p.42.

⁴⁸ Voir David Halberstan, *The Best and the Brightest*, 20th anniversary edition, New York, Fawcett Books, 1993.

⁴⁹ i.e. la relocalisation forcée des villageois en zone rurale dans des bases protégées par les militaires étatsuniens et liées entre elles par un réseau dans le but d'isoler les Viet-Cong et de les obliger à se retirer dans la jungle. Cette stratégie a été utilisée, entre autres, par les Britanniques en Malaisie.

Guatemala, au Venezuela et en Colombie), inspirées par l'exemple de la révolution cubaine, échouèrent grâce à l'application de la COIN. Mais c'est en Amérique centrale que l'impact de la COIN se fit le plus sentir, l'isthme étant la cible privilégiée de l'Alliance pour le progrès et l'objet d'une attention toute particulière des administrations Kennedy et Johnson (les deux présidents américains se réunirent à plusieurs reprises avec les présidents de la région). L'isthme fut, par ailleurs, une des régions où les programmes d'action civique (un des éléments de la COIN) furent appliqués avec beaucoup de succès. Le cas de l'échec du MR 13 (Movimiento Revolucionario 13 de Noviembre) et des FAR (Fuerzas Armadas Revolucionarias), les deux premiers mouvements armés révolutionnaires de l'Amérique centrale, en est un exemple. Ces deux groupes révolutionnaires guatémaltèques tombèrent sous les coups que portèrent à leur organisation les campagnes systématiques de contre-insurrection et d'action civique.

Par contre, la COIN n'a pas toujours remporté le succès escompté. Le cas du Sud Viêt-Nam en est le plus flagrant. Ce fut le test ultime de cette doctrine. Les fondements de la doctrine de contre-insurrection ont été établis pendant la guerre du Viêt-Nam sous l'égide de l'administration Kennedy et intégrés dans la stratégie de défense nationale des États-Unis. Mais ils n'ont jamais été testés de façon décisive. D'après Sara Miles, deux visions stratégiques des *hawks*⁵⁰ sont demeurées en conflit pendant toute la durée de la guerre (empêchant toute action militaire cohérente sur le terrain): l'une essentiellement militaire (la guerre est une confrontation entre deux armées et il s'agit, par exemple, de détruire les troupes ennemies et de gagner du territoire sur ces dernières); et l'autre essentiellement politique (la guerre est une confrontation entre deux systèmes idéologiques antagonistes, le communisme et la démocratie, et il s'agit, par conséquent, de détruire les fondements structurels politiques et sociaux de l'ennemi en visant la population civile grâce à l'utilisation de moyens militaires et non-militaires)⁵¹.

Cette dernière approche, la COIN étant tactiquement plus flexible, misait sur la «guerre politique» (*political warfare*) **pour gagner le soutien de la population**. Les agences civiles et gouvernementales préféraient l'approche de la COIN tandis que l'establishment militaire resta fidèle à l'approche conventionnelle. Pour certains analystes, cette distorsion entre les objectifs politiques et les opérations militaires devint contreproductive sur le terrain: «*[p]olitical objectives were not clearly linked with military operations which became counterproductive to American strategic aims*»⁵².

⁵⁰ Les *hawks* étaient pour une intervention militaire au Viêt-Nam et les *doves* étaient contre.

⁵¹ Sara Miles, *loc. cit.*, p.20.

⁵² James F. Dunnigan and Raymond M. Macedonia, Getting it Right: American Military Reforms After Vietnam to the Gulf War and Beyond, New York, William Morrow and Company, 1993, p.69.

C'est ainsi que pendant la guerre du Viêt-Nam, selon Miles, la vision de la CIA et de l'AID s'opposèrent à celle du Pentagone et de l'armée. Ces derniers, arguant «*it takes the full strength of a tiger to kill a rabbit*»⁵³, eurent le dernier mot. La crédibilité des États-Unis était en jeu. Un déploiement militaire massif fut mis en oeuvre. Le Viêt-Nam fut dévasté, la guerre perdue... Un changement de stratégie s'imposait.

⁵³ Sara Miles, loc.cit. p.22.

CHAPITRE II

LA THÉORIE DU CONFLIT DE FAIBLE INTENSITÉ

Dans le chapitre précédent, il a été question des origines de la théorie du LIC depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à l'avènement de la théorie de contre-insurrection. De l'étude de cette dernière théorie (la COIN), l'ancêtre du LIC, nous avons pu dégager les fondements et le contenu. De plus, nous avons abordé les raisons de son échec au Viêt-Nam, test ultime de cette théorie, i.e. l'opposition de deux approches théoriques divergentes. Dans le présent chapitre, nous essayerons de tirer les grandes lignes de la théorie du LIC pour en distinguer la nature, l'originalité et le contenu.

2.1 L'après Viêt-Nam et la pensée stratégique et militaire étatsunienne

Après l'humiliante défaite au Viêt-Nam, la doctrine de la COIN est mise au rancart, considérée comme non fonctionnelle. Il faudra attendre la nouvelle vague de révolutions des années 70-80 dans le Tiers-Monde pour que l'establishment militaire s'interroge sur les véritables causes de l'échec au Viêt-Nam:

«After Vietnam there was no presidential pressure to focus the Pentagon's attention on counterinsurgency. Without a strategic rationale, the Army relegated counterinsurgency to its periphery, the flame barely kept burning by a handful of concerned experts, most with Vietnam experience»⁵⁴.

Alors, les mouvements de contestation venant des pays du Sud, soutenus par un important mouvement organisé de solidarité internationale, se font de plus en plus imposants, obligeant les pays industrialisés à composer politiquement et économiquement avec eux. On semble assister à la montée en puissance des pays du Sud unis contre les intérêts de l'Occident et unis pour la formulation d'une critique de l'ordre économique en place (i.e. le projet d'instauration d'un Nouvel ordre économique international (NOEI), les chocs pétroliers où les pays membres

⁵⁴ Steven Metz, Counterinsurgency: Strategy and the Phoenix of American Capability, SSI, USWAC, 1995, <http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs95/counter/countrp2.htm>.

de l'OPEP décident collectivement d'augmenter les prix du pétrole, la naissance du mouvement écologique, commission Brandt, etc.).

Cette lutte contre les intérêts occidentaux, symbolisée surtout par la guerre du Viêt-Nam qui en était le point culminant, au lieu de dénoncer une invasion communiste, démontra quotidiennement dans les médias du monde entier qu'une «armée aux pieds nus» pouvait défier la plus grande puissance mondiale. Ce tour de force montra, du même coup, la supériorité de la guérilla sur une armée dotée de moyens de loin supérieurs. Entre temps, les trois anciennes colonies portugaises d'Afrique, leur indépendance nouvellement acquise, connaissent des régimes marxistes-léninistes. La révolution portugaise bat son plein. Le chah d'Iran est renversé par un mouvement nationaliste islamiste. Des mouvements révolutionnaires prennent le pouvoir au Zimbabwe, au Nicaragua et ailleurs. La lutte armée gagne du terrain au Salvador, etc. Bref, tous ces régimes qui, auparavant, étaient soutenus par les États-Unis, tombent dans bien des cas sous l'impulsion communiste.

Face à cette situation, confronté à l'insatisfaction et la contestation croissantes de différents cercles de la droite étatsunienne, du Pentagone et de la CIA, le gouvernement Reagan renoue graduellement avec la théorie anti-révolutionnaire. Déjà depuis la fin du mandat Carter, les défenseurs du LIC ont fait leur oeuvre et gagné de plus en plus d'adeptes au sein de l'establishment de la sécurité nationale. Avec l'élection de Reagan, son administration leur accorde de plus en plus de pouvoir pour mettre en pratique leur théorie. De nombreux symposiums, forums et conférences sur LIC ont lieu. Des réformes institutionnelles s'enclenchent. Un *Assistant Secretary of Defense for Low-Intensity Conflict and Special Operations (ASDSOLIC)* est nommé. Un comité du LIC est créé au sein du *National Security Council* à la demande du Sénat. Le *Joint Low-Intensity Conflict Project*, un comité d'étude doctrinal dirigé par le *US Chief of Staff*, est mis sur pied. Les capacités d'actions clandestines (*covert action*) de la CIA connaissent une augmentation. Le secrétaire à la défense Weinberger ordonne une revitalisation des Forces d'opérations spéciales (*Special Operations Forces (SOF)*), dont l'usage avait été diminué depuis la débâcle du Viêt-Nam. Le *Center For Low-Intensity Conflict* ouvre en Virginie à Langley Air Force Base (ce centre n'existe plus aujourd'hui). Des cours de plus en plus structurés et élaborés sur la guerre anti-révolutionnaire sont offerts dans les académies militaires spécialisées (au *Special Warfare Center*, au *School of the Americas*, au *Air Force's Special Operations School*). Différentes recherches sont menées et une abondante littérature sur LIC, source de nombreux débats, voit le jour. Des articles d'importance qui contribuèrent grandement à l'élaboration de la

doctrine du LIC, apparaissent dans *Military Review* et *Parameters*⁵⁵. L'Armée E.-U. accouche en 1981 du *Field Manual (FM) 100-20: Low Intensity Conflict*. Alors, pour la première fois dans la littérature de l'Armée, la stratégie du LIC est intégrée aux opérations militaires. D'autres instances de défense et groupes spécialisés publient à leur tour de la littérature sur le sujet (le *U.S. Army Training and Doctrine Command*, le département de la défense, le *Special Warfare Advisory Group*, etc.). Émerge peu à peu la théorie du LIC.

2.2 La vision de l'administration Reagan

Les fondements du LIC reposent en partie sur les programmes de la théorie de la contre-insurrection de l'équipe Kennedy (i.e. l'emploi des moyens économiques, politiques, psychologiques et militaires pour contrer les insurrections). Toutefois, l'administration Reagan, tout en offrant une synthèse des expériences passées en reprenant le flambeau là où l'avait laissé le gouvernement Kennedy, raffinerait et poussera plus loin les fondements de la théorie de la contre-insurrection en intégrant le tout dans un nouveau cadre idéologique cohérent qui s'avère capable de cimenter le soutien institutionnel essentiel à une application efficace de la doctrine sur le terrain. Les stratégies antérieures d'endiguement et de contre-insurrection avaient pour but de **contenir** géographiquement l'URSS et ses satellites. Plus ambitieuse, la stratégie du LIC vise le rétablissement de l'hégémonie étatsunienne et le **recouvrement du territoire apparemment perdu aux mains des Soviétiques**. L'administration Reagan réussit à rétablir l'interventionnisme comme outil primordial de la politique étrangère étatsunienne tout en étant confrontée à une opinion domestique réfractaire, affectée par le «syndrome vietnamien». La théorie du LIC permet une résolution subtile de ce dilemme car elle se présente comme une option modérée dans un monde décrit «hostile» et «dangereux», et implique de faire une guerre non définie comme telle (i.e. pas de conscription, peu de troupes déployées, etc.).

L'administration Reagan innovera aussi en ralliant les deux positions traditionnellement adverses quant aux origines de la révolution: l'une insistant plutôt sur ses causes internes (les inégalités sociales et économiques, pauvreté, absence de structures démocratiques, etc.), l'autre sur ses causes externes (le communisme soviétique). À l'époque de Kennedy, l'inclusion de ces deux aspects avait été tentée en combinant les réformes de l'Alliance pour le Progrès avec une approche plus agressive sur le plan militaire, mais cette tentative manqua de cohérence idéologique sur le terrain. L'équipe Reagan et les théoriciens du LIC reprendront l'idée de la double causalité (interne et externe) des révolutions de

⁵⁵ Respectivement le périodique officiel de l'Armée E.-U. et celui de l'*US War College*.

façon plus cohérente dans sa stratégie de sécurité nationale⁵⁶. Et, elle clamera avoir trouvé en LIC une méthodologie pouvant concilier ces deux aspects en élargissant l'éventail des moyens d'intervention possible et en offrant une «alternative» politique aux peuples visés (i.e. la «révolution démocratique»). LIC devient ainsi un «cadre d'analyse» (*framework*) bipartite d'appréhension des conflits du Tiers-Monde, d'où le nom de «doctrine Reagan».

2.3 Une guerre totale

Pour répondre à l'objectif de refoulement du communisme, les théoriciens du LIC optent, comme le firent ceux de la COIN, pour une approche en rupture radicale avec la pensée militaire conventionnelle inspirée d'une vision clausewitzienne (i.e. où la victoire consiste en l'anéantissement militaire de l'adversaire). L'approche conventionnelle a longtemps dominé la pensée stratégique militaire étatsunienne⁵⁷. Ainsi, LIC consiste dans une «guerre totale» (i.e. «*total war at the grass-root level, i.e. that encompasses the total environment – a fusion of economic, political, and military intelligence*»⁵⁸). Il s'agit d'une guerre menée sur différents fronts et requérant l'emploi d'une combinaison de moyens de coercition économique, politique, diplomatique, psychologique, humanitaire, militaire et paramilitaire, etc. ayant pour cible tout type de mouvements populaires (par «guerre totale», il n'est pas entendu guerre illimitée ou de haute intensité). Le recours à des moyens militaires est vu insuffisant, les racines et la nature de ce type de conflit étant perçues comme non militaires, mais plutôt politiques⁵⁹.

2.4 Deux palliers d'intervention: civil et militaire

Conséquemment, LIC se définit comme une «guerre politico-militaire» (*political-military warfare*)⁶⁰ nécessitant deux paliers d'intervention: militaire et civil. **Au plan**

⁵⁶ Les conflits de faible intensité seront décrits comme étant causés par «*instability and lack of political and economic development in the Third World which provides a fertile ground for groups and nations wishing to exploit unrest for their own purpose*» (Steven Metz, Counterinsurgency: Strategy and the Phoenix of American Capability).

⁵⁷ Depuis le Président Kennedy, les administrations successives à Washington semblent avoir échoué dans l'élaboration d'une stratégie efficace et concertée, confrontées à la résistance de l'establishment militaire (où dominait l'approche conventionnelle) ou gouvernemental (résistances bureaucratiques, du Congrès, etc.).

⁵⁸ D'après le Colonel John Waghelstein, un des théoriciens du LIC (Tom Barry et Deb Preusch, The Soft War, The Uses and Abuses of U.S. Economic Aid in Central America, New York, Grove Press, 1988, p.79).

⁵⁹ Michael T. Klare et Peter Kornbluh, op. cit., p.6.

⁶⁰ Tom Barry, op. cit., p.3.

militaire, comme dans toute guerre, le déploiement et la démonstration de la force occupent une place de premier plan dans un conflit de faible intensité. Toutefois, contrairement aux approches conventionnelles (i.e. Clausewitz), toute possibilité d'une utilisation élargie et prolongée de la force militaire étatsunienne étant écartée (leçon du Viêt-Nam), LIC repose sur l'emploi de trois types de force militaire: **1)** des formations politiques à la solde des États-Unis (*surrogate forces*), i.e. des régimes clients ou des forces anti-communistes; **2)** des forces E.-U. entraînées pour des fins d'opérations non-conventionnelles et un déploiement rapide (*U.S. Special Operations Forces*); **3)** une démonstration de force militaire conventionnelle E.-U. (*show of force*) par le biais de manoeuvres militaires variées. **Au plan civil**, une coordination de l'aide militaire et économique (dont l'aide humanitaire) pour les fins du LIC s'effectue sur trois fronts: **1)** entre les militaires, la CIA et l'AID; **2)** au département de la défense qui fournit de l'assistance non-militaire; **3)** avec l'utilisation de ressources du secteur privé⁶¹. Ainsi, il existe peu de distinction entre la sphère militaire et la sphère civile, entre les rôles de différentes agences gouvernementales (CIA, AID, etc.).

L'emploi de *surrogate forces* n'est pas une pratique nouvelle en politique étatsunienne. Ce fut le cas au Laos, au Viêt-Nam et ailleurs. Néanmoins, l'administration Reagan réussit à l'intégrer dans sa politique nationale en vendant au peuple étatsunien l'idée du refoulement du camp soviétique comme de l'expansion de la démocratie. De plus, selon la vision des théoriciens du LIC, l'URSS étant une fervente adepte des *surrogate forces* et comptant sur des forces de guérilla anti-gouvernementales et des gouvernements de gauche pour la réalisation de sa stratégie expansionniste, il apparaît justifié aux États-Unis de faire un usage accru d'un tel type de force. Or, cette politique implique de soutenir des groupes ou gouvernements aux pratiques démocratiques souvent douteuses (ex.: Marcos aux Philippines, les tenants du régime d'apartheid en Afrique du Sud, l'armée guatémaltèque, etc.). Et, à maintes reprises, cette politique fait l'objet de nombreuses oppositions au sein du Congrès et de la population étatsunienne. La thèse de Jeane Kirkpatrick (professeur à Georgetown), *Dictatorship and Double Standards*, vient résoudre ce dilemme moral. Cette thèse défend l'idée que les révolutions du Tiers-Monde sont illégitimes car étant le produit de l'expansion soviétique et étant plus répressives que les régimes dictatoriaux de droite (même si aucune étude empirique n'avalise ce point). Poussant son analyse plus loin,

⁶¹ Ex.: en 1984, le Pentagone transporta du matériel collecté par des groupes tels que le *Conservative Caucus*; matériel destiné aux programmes d'action civique du Salvador. Un des tenants du LIC, le secrétaire de l'Armée John Marsh, soulignant l'importance de l'aide du secteur privé, dira «*The twilight battle field of LIC is an enormous area in which private sector resources can be used*» (Tom Barry, *op. cit.*, p.37).

Kirkpatrick fit une distinction entre les «autocrates modérés» (mais non modérément anti-communistes et donc dignes de sympathie étatsunienne), ces groupes ou régimes pouvant évoluer vers la démocratie, et les «dictatures totalitaires de gauche» jugées totalement irréversibles. Ainsi, cette Doctrine Kirkpatrick permettra de remédier au problème moral que posait l'appui aux régimes de dictature de droite, ces régimes pouvant évoluer vers la démocratie contrairement aux régimes de gauche. Elle permettra aussi de rendre la politique de refoulement du communisme politiquement respectable et légitime puisqu'étant une contribution à l'établissement de la démocratie, transformant les guérillas anti-communistes en *freedom fighters* cherchant à renverser les régimes tyranniques communistes (*communist tyranny*):

[l]e caractère démocratique des forces de résistance justifie moralement toute aide que nous pourrions leur apporter [...]. Un gouvernement qui prend le pouvoir par la force et le garde par la force n'a légitimement pas le droit de se plaindre de ceux qui voudraient le lui arracher par la force⁶².

2.5 Un nom issu du *spectrum of conflict*

Le nom de conflit de faible intensité vient, d'après le *Joint Low-Intensity Conflict Project Final Report (JLICP)*⁶³, de la place qu'il occupe dans le *intensity spectrum of conflict*, un concept du Pentagone. Le *spectrum of conflict* est une division théorique des conflits armés en «faible» (*low*), «moyenne» (*medium*) et «haute» (*high*) intensité selon le degré de la force utilisée et la violence des conflits. Lorsqu'il s'agit de guerres de guérilla ou d'autres conflits limités impliquant des unités irrégulières, on parle de conflits de faible intensité (même s'ils sont des plus dévastateurs). Les guerres régionales mettant en cause des armements modernes (ex.: le conflit entre l'Iran et l'Irak) sont considérées de moyenne intensité. Un conflit non-nucléaire d'envergure internationale (ex.: la première et la deuxième guerre mondiale) ou un conflit nucléaire est qualifié de haute intensité. Et enfin, la paix consiste en un état perpétuel de compétition culturelle, politique et économique⁶⁴.

⁶² Jeane Kirkpatrick cité par Alain Rouquié, *op. cit.*, p.260.

⁶³ Le *Joint Low-Intensity Conflict Project Final Report*, bible du LIC, a été publié en 1986 par le *Joint Low-Intensity Conflict Project (J.L.I.C.P) of the US Army Training and Doctrine Command* de Fort Monroe en Virginie, sur les principes, les applications du LIC dans le Tiers-Monde et le rôle de l'armée. Ce document n'est pas accessible au public. Nous ne disposons que d'éléments issus du *JLICP Report* provenant d'autres ouvrages.

⁶⁴ Le *spectrum of conflict* tel que décrit dans le *Military Review* de 1986 (Tom Barry, *op. cit.*, p.2).

2.6 Une ample définition de la sécurité nationale

Par ailleurs, LIC se caractérise par son ample définition de la sécurité nationale étatsunienne (*U.S. national security*), la menace pesant sur les États-Unis étant conçue multidimensionnelle. Ainsi, le terme de LIC englobe tout un ensemble disparate de conflits, de menaces et de moyens de «solution», allant de la lutte contre la drogue à l'invasion de la Grenade, en passant par les bombardements aériens de la Libye. Dans cette optique, la sécurité nationale est définie en termes tant idéologiques (l'administration Reagan voit le pays comme un gardien mondial de la démocratie⁶⁵) que géopolitiques (ce qui menace les frontières étatsuniennes et les lieux stratégiques du globe). Cette vision de la sécurité nationale entretient l'ambiguïté du terme du LIC. Tel que le soulignent Michael Klare et Peter Kornbluh dans un des plus importants ouvrages sur le sujet, et les tenants du LIC eux-mêmes, la définition du LIC est délibérément ambiguë et large. À cet égard, William J. Olson, directeur de la section LIC au département de la défense dans les années 80, précise que cette ambiguïté de sens a ses avantages:

«No other term is more ambiguous and in many ways more useless in understanding the phenomena. It might be described as a garbage can concept; over the years since Vietnam, every type of unconventional or irregular conflict that no one wanted to deal with was dumped into this catch-all container... However inadequate the term may be, it does offer a convenient category for dealing with a variety of phenomena short of conventional war that must be dealt with...»⁶⁶.

En dépit de la reconnaissance de la nature diffuse du phénomène du LIC, pour sortir de l'impasse des débats sur sa définition, le Pentagone adopte une définition officielle. Selon le *JLICP Final Report*, cette définition est la suivante:

«Low-Intensity Conflict is a limited politico-military struggle to achieve political, social, economic, or psychological objectives. It is often protracted and ranges from diplomatic, economic, and

⁶⁵ Le Président Reagan présentera cette large définition de la sécurité nationale étatsunienne comme suit: «*We must not break faith with those who are risking their lives on every continent... to defy Soviet-supported aggression. Support for freedom fighters is self-defense*». De son côté, le Secrétaire Weinberger répondit, lorsqu'on lui demanda laquelle des régions du globe devrait figurer au premier rang des préoccupations de l'administration Reagan: «all of them» (*Ibid*, p.3).

⁶⁶ Richard H. Jr. Shultz et Robert L. Jr. Pfaltzgraff, *et al.*, Guerrilla Warfare and Counterinsurgency, U.S.-Soviet in the Third World, Toronto, Lexington Books, 1989, p.17.

psychological pressures through terrorism and insurgency. Low-Intensity Conflict is generally confined to a geographic area and is often characterized by constraints on the weaponry, tactics, and the level of violence»⁶⁷.

2.7 Une guerre fondamentalement idéologique

Étant donné la nature politico-militaire du LIC, ses promoteurs parlent de ce type de guerre comme d'une guerre fondamentalement idéologique, comparant le communisme au cancer. Selon la logique de cette analogie médico-politique, il ne peut y avoir de négociation avec le cancer (contrairement à la COIN, LIC exclut toute forme de négociation). Les tenants du LIC voient les symptômes de l'infection communiste partout: au sein des organisations syndicales, de la dissension politique, des organisations paysannes, de la théologie de libération en Amérique latine, des mouvements de guérilla, etc. Aussi, LIC excluant toute négociation, la stratégie étatsunienne doit, selon les théoriciens du LIC, réussir à neutraliser l'opinion publique étatsunienne ou étrangère afin d'obtenir le soutien populaire nécessaire à l'application des stratégies contre-insurrectionnelle ou pro-insurrectionnelle du LIC. Il s'agit, dans le cas de la contre-insurrection, de gagner la sympathie des Étatsuniens pour le régime luttant contre un mouvement d'insurgés. Et, dans le cas de la pro-insurrection, il s'agit d'exploiter les dissensions politiques existant au sein de la société visée. Comme le fait ressortir le *JLICP Final Report*:

«The struggle between the insurgent and the incumbent is over political legitimacy - who should govern and how they should govern [...] [o]ne of the principal elements in this struggle is the effort to mobilize popular support. Whoever succeeds at this will ultimately prevail»⁶⁸

Conséquemment, la victoire de cette bataille idéologique est au coeur de la stratégie du LIC et elle est avant tout une bataille au plan domestique: «*If we can win this war of ideas, we can win everywhere else*»⁶⁹. Cette «*war on minds*» repose essentiellement sur la croyance que pour remporter une guerre de faible intensité, on doit procéder à l'altération de la perception du monde, de la guerre, de la paix qu'ont le peuple étatsunien et les résidents des pays du Tiers-Monde. LIC a donc pour cible première le peuple étatsunien. L'assentiment des Étatsuniens et leur

⁶⁷ *Ibid.*, p. 125.

⁶⁸ Cité par Michael T. Klare et Peter Kornbluh, *op. cit.*, p.75-76.

⁶⁹ J.Michael Kelly, Assistant Deputy Secretary of U.S. Air Force cité par Tom Barry, *op. cit.*, p.14.

compréhension des enjeux (tels que théorisés par les tenants du LIC) sont essentiels à l'établissement et au bon fonctionnement de la doctrine: «*I think the most critical special operations mission we have today is to persuade the American people that the communists are out to get us*»⁷⁰. Selon l'armée E.-U. et les théoriciens du LIC, LIC transcende les concepts normaux de la paix et de la guerre⁷¹. Ainsi, selon cette logique, il est impératif de modifier «*the American way of war*» et de faire accepter au peuple étatsunien l'étroitesse de la frontière existant entre la paix et la guerre. Le peuple étatsunien doit changer sa vision selon laquelle «*peace is a norm and that war and violence are abnormal*»⁷². Cette nouvelle définition du monde est décrite, par les promoteurs du LIC, d'état de «paix violente»⁷³.

Ainsi, les tenants du LIC s'attarderont à redéfinir l'ennemi, la menace, la guerre... dans le but de «guérir» le peuple étatsunien du «syndrome vietnamien», de rallumer la flamme interventionniste et d'instaurer l'idée d'une guerre nucléaire gagnable fondée sur la prémisse selon laquelle l'URSS est un adversaire permanent devant être détruit par n'importe quel moyen (*any means*)⁷⁴. À cet effet, d'après Sara Miles, le discours prédominant de l'équipe Reagan et des tenants du LIC regorgera de toute une panoplie de termes développés pour les fins du façonnement de la pensée afin de masquer la vraie guerre; des termes tels que «aide humanitaire» (ex.: l'assistance en denrées, vêtements et matériel aux *contras* et leurs familles réfugiés au Honduras), «élections libres», «terrorisme», etc.

Ce type de guerre des idées, non conventionnelle et non déclarée, requiert l'utilisation de moyens d'intervention non meurtriers (*non-lethal*) ou politiques spécifiques (dont font partie les opérations psychologiques (Psyops)) tels que l'aide humanitaire, l'assistance économique et la propagande. Ces moyens ciblent le public étatsunien et étranger, et peuvent être appliqués de façon secrète (*covert action*) ou ouverte (*overt action*). De plus, cette guerre doit se remporter sur trois fronts: sur le terrain, dans les médias et à Washington, au sein de l'administration. En matière de propagande, un *Office of Public Diplomacy* sera établi au sein du département d'État pour la dissémination d'idées aux États-Unis. À l'étranger, tel qu'en Amérique centrale, le *National Endowment for Democracy* (NED) et une organisation ramifiée appelée *Prodemca* fourniront des fonds à différentes

⁷⁰ Le Colonel Oliver North cité par Sara Miles, *op. cit.*, p.40.

⁷¹ Sam C. Sarkesian, un des théoriciens du LIC (Tom Barry et Deb Preusch, *The Soft War*, p.80).

⁷² Jeane Kirkpatrick, une tenante du LIC (*Ibid.*, p.80).

⁷³ *Ibid.*, p.80.

⁷⁴ Sam C. Sarkesian soulignera: «*[r]evolution and counterrevolution develop their own morality and ethic that justify any means to achieve success. Survival is the ultimate morality*» (Michael T. Klare et Peter Kornbluh, *op. cit.*, p.78-79).

organisations pour des fins de propagande⁷⁵. De plus, une aide accrue sera concédée au *American Institute for Free Labor Development (AIFLD)*, aux Corps de la Paix et aux programmes de l'USIA de l'Amérique centrale en vue d'une augmentation de leur contribution à l'effort de guerre des idées.

2.8 Redéfinition de la victoire et de l'ennemi

Tout en redéfinissant le champ de bataille, cette nouvelle doctrine redéfinit la notion même de victoire (i.e. même si la victoire des États-Unis n'est pas totale, on veille à ce qu'assez de dommages physiques et politiques soient causés pour empêcher les révolutionnaires de gagner, i.e. d'atteindre leurs objectifs politiques). Tout en remettant en cause la pensée militaire traditionnelle, LIC remet en question les oppositions conventionnelles formulées par le peuple étatsunien (par exemple: la croyance ferme en une résolution politique des conflits (i.e. «*talks not troops*»)); les soumettant à la contrainte pernicieuse du double langage oscillant entre l'invasion et la négociation, tout en étant conçu précisément pour éviter tant de «*giving in*» que de «*going in*». En enfermant ainsi le débat dans cette fausse dichotomie, on présente LIC comme une alternative modérée, souligne Sara Miles; ce qui permet de «vendre» la vraie guerre au public étatsunien comme étant une troisième option: «*A compromise between the extremes of invasion or surrender*»⁷⁶.

Pour l'équipe Reagan et les tenants du LIC, l'ennemi est désormais une idée; surtout les idées des peuples du Tiers-Monde, la deuxième cible du LIC:

«The real foe is an idea, not guerilla bands or clandestine political organizations. It is an idea that brings people together to form these groups in the first place. Ideas motivate these people to sacrifice, and with them the revolutionists fight»⁷⁷.

Il s'agit ici de contrôler les esprits (i.e. «*Controlling minds is more important than controlling territory*»⁷⁸), **mais dans le but de détruire un rêve**, peu importe la force de l'adversaire, de détruire jusqu'à l'idée même d'une possibilité de changement, leur leitmotiv étant «*when you've got them by the balls, their hearts and minds will follow*» (qui n'équivaut pas le concept de «*winning hearts and minds*»). Ainsi, la résistance devient impossible. On s'attaque d'abord aux gains des adversaires afin

⁷⁵ Tom Barry, *op. cit.*, p.15.

⁷⁶ Sara Miles, *loc. cit.*, p.46.

⁷⁷ Richard H. Jr. Shultz et Robert L. Jr. Pfaltzgraff, *et al.*, *op. cit.*, p.19.

⁷⁸ Tom Barry et Deb Preusch, *The Soft War*, p.78.

que ces gains se retournent contre eux, comme ce fut le cas au Nicaragua, au Salvador, au Mozambique, en Angola, etc. En jonglant avec l'ambiguïté de sens et en jouant sur la nature diffuse du phénomène, la doctrine du LIC vise la manipulation de l'opinion étatsunienne et étrangère afin de créer la confusion concernant ses visées réelles et la vraie guerre en cours, l'accession à la victoire résidant dans l'habileté à influencer le cours des événements dans une situation ciblée tant chez soi qu'à l'étranger (ex.: changement d'attitude chez un groupe visé). À ce sujet, les Généraux Donald Morelli et Michael Ferguson de l'Armée É.-U. écriront:

«Low-Intensity conflict is neither simple nor short-term, ... it is a complex, multilevel, and multidimensional problem which has its roots in change... The initiative rests with those who can influence or exploit the process of change»⁷⁹.

On fabrique ainsi le consentement du peuple étatsunien et on maintient le statu quo sans lesquels LIC ne pourrait pas exister. On maintient ce statu quo en évitant de déranger l'opinion publique réticente face à un engagement militaire prolongé des États-Unis et préoccupée par les risques de conflit de haute intensité à l'ère nucléaire. LIC repose donc ainsi sur le secret (on cache les faits au public, ex.: Irangate). LIC est par conséquent une stratégie conçue pour mener des guerres sans le soutien populaire. Selon le Colonel Richard Brawn:

«Low intensity conflict is a pseudonym for a war without full political support -a war without the needed political will... The polarized and hardened political views which initiate the conflict will require many, many years to bring to convergence or require the wholesale slaughter of the opposition»⁸⁰.

D'où la nécessité de contrôler les médias: «[i]f you get the news people into this, you lose support of public opinion»⁸¹, dira Shultz, le secrétaire d'État d'alors. À cet égard, le *JLICP Final Report* contient un chapitre entier sur les méthodes de façonnement du consensus social intitulé: *The Need to Use Media Coverage and the Free Press to Further United States Operational Objectives*. De son côté, Hollywood et ses symboles (dont, entre autres, Rambo, les M.I.As, les films de Chuck Norris, les livres de Tom Clancy), alimentent l'imaginaire étatsunien sur cette nouvelle forme de conflit.

⁷⁹ Cités par Sara Miles, *loc. cit.*, p.19.

⁸⁰ Tom Barry, *op. cit.*, p.16.

⁸¹ Michael T. Klare et Peter Kornbluh, *op.cit.*

Souvent, la fiction rejoint la réalité, le gouvernement Reagan menant des actions emblématiques (ex.: l'invasion prétexte de l'île de la Grenade).

2.9 Les catégories d'opérations

LIC comprend six catégories d'opérations d'après le *Field Manual (FM) 100-20: Low Intensity Conflict* et le *JLICP Final Report*:

- 1) le **soutien contre-insurrectionnel** (*operations involving Foreign Internal Defense (FID)*): de l'assistance aux gouvernements amis menacés d'insurrection (i.e.: «*those actions taken by civilian and military agencies of the United States in any program taken by another government to preclude or defeat insurgency*»⁸²). Ce soutien peut prendre la forme d'opérations d'action civique, d'opérations psychologiques, de services de renseignements (*intelligence operations*), d'opérations de combat, d'exercices conjoints, d'opérations civiles-militaires (incluant les affaires civiles (*civil affairs*)), de soutien logistique, etc.
- 2) le **soutien pro-insurrectionnel**: de l'aide aux mouvements insurrectionnels anti-communistes du Tiers-Monde (ex.: la *contra*, la Renamo, l'UNITA, etc.).
- 3) la **lutte contre le terrorisme**: l'emploi de mesures défensives ou offensives afin de prévenir ou contrer le «terrorisme international».
- 4) *peacekeeping operations*: l'usage des forces militaires étatsuniennes (souvent sous l'égide de l'ONU) dans le cadre de missions de maintien de la paix (ex.: pour garantir un cessez-le-feu, la mission de l'ONU à Chypre, la force d'observation étatsunienne postée au Sinaï, etc.⁸³).
- 5) *peacetime contingency operations*: d'après la doctrine de l'Armée E.-U., ce terme signifie: «*[p]olitically sensitive military operations... characterized by the short-term rapid projection or employment of forces in conditions short of conventional war*»⁸⁴. Les *peacetime contingency operations* consistent en des opérations militaires de courte durée, des missions de sauvetage, des opérations de démonstration de la force (ex.: les manoeuvres militaires conjointes E.U./Honduras en sol hondurien à la frontière du Nicaragua), des raids punitifs (ex.: les bombardements aériens de la Libye et l'invasion de la Grenade) et du *peacemaking* (ex.: le déploiement des *marines* à Beyrouth). Ce dernier type d'opérations est défini comme suit: «*they*

⁸² TRADOC Pam. 525-44, p.13 (cité par *Ibid.*, p.56) et Department of the Army, US Field Manual (FM) 100-20: Low Intensity Conflict, Washington D.C., Headquarters Department of The Army, 1981, chapitre 2, p. 2-18.

⁸³ Michael T. Klare et Peter Kornbluh, op.cit., p.74.

⁸⁴ FM 100-20, chapitre 5, p.5-1.

involve the use of military forces in an internal security capacity, usually within the confines of a single country»⁸⁵.

- 6) lutte anti-drogue:** l'usage des ressources militaires pour combattre le trafic illégal de la drogue (ex.: *Operation Hat Trick* dans les Caraïbes, une opération multi-agence d'interception de la drogue; *Operation Blast Furnace* en Bolivie, une mission de *search-and-destroy* des plantations de cocaïne, etc.).

2.10 Conclusion

Somme toute, la théorie du LIC prend le relais de la théorie du COIN et agit plus en profondeur. Elle devient une guerre totale à ras le sol, fusionnant l'économique, le politique et le militaire, et ciblant l'environnement dans sa totalité. LIC est une confrontation entre les processus révolutionnaire et contre-révolutionnaire, qualifiée de guerre politico-militaire; une guerre qui tire sa substance des stratégies et causes révolutionnaires et contre-révolutionnaires. LIC se remporte sur le front des idées et exige une intervention politique systématique au plan domestique (i.e. des campagnes politiques). Une telle intervention a pour fin de convaincre le peuple étatsunien que la révolution et la contre-révolution ont leur propre système moral et éthique qui, selon les théoriciens du LIC, justifie tous les moyens.

Par conséquent, la théorie du LIC comprend un large éventail d'opérations militaires et non-militaires. Leur usage est façonné par la contrainte du «syndrome vietnamien». Les forces militaires étatsuniennes doivent être entraînées à s'ajuster rapidement d'une opération à l'autre, d'un environnement à l'autre. En sol étranger (leçon du Viêt-Nam), les troupes étatsuniennes doivent vaincre rapidement grâce à une force et un pouvoir de frappe supérieurs. Tout engagement militaire direct doit être évité, sauf si «*unless [it] opts for the approach that delivers overwhelming combat power in a swift and violent manner»⁸⁶*. LIC se rapporte dès lors, plus souvent qu'autrement, au soutien d'un tiers parti: soit, dans certains cas, celui d'un État (tel qu'Israël, le Honduras ou la Corée du Sud) s'engageant à servir de base d'entraînement et de fournisseur d'équipement pour les fins du LIC; soit celui d'une force contre-révolutionnaire (ex.: *contra*). Conséquemment, LIC exige une gestion inter-agence inusitée et jamais égalée.

⁸⁵ *Ibid*, chapitre 5, p.5-7.

⁸⁶ Capt. Ralph Peters, «Kinds of War», *Military Review*, (octobre 1986), p..20-23

En adhérant à l'idée que tous les moyens sont bons et justifiés («any means», dira Sam C. Sarkesian, un des plus importants théoriciens du LIC), LIC compromettaient les objectifs proclamés de sa raison d'être (démocratie et liberté). La théorie du LIC, tout en disant promouvoir la démocratie, implique un partenariat fort et fiable avec les militaires locaux ou avec des forces paramilitaires aux pratiques souvent douteuses. LIC frappe au coeur même du processus de développement du pays ciblé: infrastructures détruites (ex.: Nicaragua), désorganisation (par la suspicion), polarisation de la société (en délégitimant un gouvernement), pauvreté en acculant à la faillite des régimes révolutionnaires avec des mesures d'austérité économique (Mozambique), ... En souscrivant à la prémisse selon laquelle tout mouvement révolutionnaire était sous la coupe de l'URSS, la théorie du LIC se fondait sur une vision apolitique et ahistorique (tous les mouvements révolutionnaires ne pouvaient être le seul fait de l'URSS). De la sorte, LIC visait la destruction d'une idée peu importe l'adversaire, sans discernement.

En résumé, la théorie du LIC est une théorie «fourre-tout». Elle décrit une situation, un environnement, un type de conflit, une théorie anti-révolutionnaire et des opérations. Nous en verrons une application au Honduras dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

LA THÉORIE DU CONFLIT DE FAIBLE INTENSITÉ: LE CAS DU HONDURAS

Dans le chapitre II, nous avons replacé dans son contexte l'émergence de la théorie du LIC; nous avons fait ressortir en quoi les leçons de l'échec étatsunien au Viêt-Nam ont servi la théorie du LIC. De même, nous avons présenté le but du LIC (refouler le communisme du Tiers-Monde), ses moyens conventionnels et non-conventionnels, sa nature de guerre totale et ses types d'opérations. Dans le présent chapitre, nous verrons sa mise en application au Honduras des années 80. Pierre angulaire du LIC en Amérique centrale, le Honduras subit une restructuration historique pour affronter la «menace» interne et externe du communisme.

3.1 La théorie du conflit de faible intensité en Amérique centrale

Dans cette «guerre»⁸⁷, l'Amérique centrale et le Honduras serviront de plus important banc d'essai du LIC et de prototype de réponse aux conflits du Tiers-Monde (comme l'Asie du Sud-Est pour le cas de la contre-insurrection). C'est ainsi qu'au lendemain de la victoire sandiniste et avec l'apparition d'affrontements en territoire salvadorien et guatémaltèque, pour l'administration républicaine leur «arrière-cour» s'embrase. Selon les *policy makers* et *war planners*, un danger imminent guette les États-Unis et le «monde libre». Le Président Reagan dira: «La sécurité de toute l'Amérique est en jeu en Amérique centrale»⁸⁸. Se basant toujours sur la même prémisse épistémologique et normative (i.e. selon laquelle l'Amérique centrale était victime d'une agression soviético-cubaine et que tout type de conflit dans l'isthme relevait de l'expansion soviétique par Cuba, puis par Nicaragua interposé), Washington mit en pratique la théorie du LIC dans le but d'éradiquer les mouvements insurrectionnels de la région. La théorie des dominos refit surface; si le Salvador tombe après le Nicaragua, toute l'Amérique centrale suivra; d'où la nécessité de stopper la diffusion de la révolution dans l'isthme. Ensuite, la

⁸⁷ «*We are at war today. It is not a war in the conventional sense. It is an irregular conflict which may be the most insidious war this nation will face in the foreseeable future*» (Le Colonel David Caldon du *U.S. Southern Command* cité par Sara Miles, *loc. cit.*, p.26).

⁸⁸ Alain Rouquié, *op. cit.*, p.221.

crédibilité des États-Unis dans le monde se trouve en jeu; si les États-Unis montrent une incapacité à freiner la propagation du communisme dans leur sphère d'influence⁸⁹, ils perdront toute crédibilité. Enfin, on veut donner l'exemple; l'administration Reagan croit à «l'effet de démonstration» et croit qu'en faisant preuve de fermeté, ultérieurement une plus grande participation du pays sera évitée, annulant ainsi toute vietnamisation de l'Amérique centrale.

Dans sa croisade politique, le gouvernement Reagan tentera de rallier l'opinion nationale et internationale à sa position en mettant l'accent sur deux thèmes rhétoriques: l'existence indéniable d'une ingérence soviétique en Amérique centrale (ex.: l'existence d'un trafic d'armes, sorte de «piste Hô Chi Minh», entre Soviétiques et guérilleros) et l'importance géostratégique de cette région pour la sécurité du monde (ex.: la consolidation d'une tête de pont communiste dans cette région pourrait compromettre l'accès des États-Unis aux routes maritimes d'approvisionnement en matières stratégiques et conséquemment menacer le ravitaillement des alliés de l'OTAN, dépendant largement des États-Unis). Or, pour certains critiques de la politique reaganienne, les États-Unis ont attribué à la politique de Moscou une cohérence qu'elle n'a jamais eue⁹⁰. Ces critiques ont qualifié la doctrine Reagan de «triomphe de l'idéologie sur la réalité»⁹¹, Noam Chomsky (professeur au MIT) parlera de «théologie reaganienne, où les faits ne comptent pas»⁹².

3.2 Le Honduras: pierre angulaire de la stratégie étatsunienne d'intervention dans l'isthme

Toute l'Amérique centrale est mise à contribution dans cette guerre non-déclarée (y compris le Costa Rica avec la militarisation de sa police). Washington fera alors du Honduras, pays charnière de par sa situation géographique et considéré «oasis de paix», la pierre angulaire de sa stratégie d'intervention dans l'isthme. Le secrétaire d'État pour les affaires inter-américaines Viron Vacky en soulignera l'importance géostratégique dans un rapport au Congrès en 1979:

⁸⁹ Tel que l'énonçait Z. Brzezinski dans *Le Monde* en 1981, «l'Amérique latine et centrale sont un peu l'Europe de l'Est des E.-U.» (*Ibid*, p.197-198).

⁹⁰ Luers William, «The Soviets and Latin America: A three decade US policy triangle», *The Washington Quarterly*, (winter 1984), pp.5-8.

⁹¹ Alain Rouquié, *op. cit.*, p.259.

⁹² Noam Chomsky cité par *Ibid*, p.259

«Honduras' geographical position gives it a key role in preventing regional conflicts and potential infiltrations»⁹³.

Cette conversion du Honduras en relais des États-Unis dans la lutte anti-révolutionnaire, pays déjà largement dépendant économiquement de ce voisin du Nord⁹⁴, entraînera une transformation structurelle du pays et l'établissement d'une concertation (qualifiée par certains analystes de triumvirat⁹⁵) entre l'ambassadeur étatsunien, l'armée hondurienne (l'institution la plus influente) et le gouvernement civil. Cette concertation mettra aussi sous verrous tous les aspects de la vie politique, économique et sociale du pays afin de garantir la bonne application du LIC en Amérique centrale⁹⁶. On structure le pays pour faire face à la menace externe et interne du communisme afin de répondre aux objectifs stratégiques étatsuniens suivants: l'endiguement des insurrections de la région, la promotion de la stabilité régionale, l'établissement et la promotion de gouvernements démocratiques et l'encouragement de la croissance économique et du développement⁹⁷.

3.3 Les structures pour endiguer l'«ennemi extérieur»

Au plan externe, du jour au lendemain, le Honduras est promu au rang des dix premiers récipiendaires d'aide économique et militaire des États-Unis (dont l'armée hondurienne est un des grands bénéficiaires⁹⁸), second en Amérique latine après le

⁹³ Cité par Tom Barry et Kent Norsworthy, Inside Honduras, Albuquerque, The Interhemispheric Education Resource Center, 1994, p.158.

⁹⁴ Facteur dominant dans la vie économique et politique hondurienne depuis l'établissement des compagnies bananières durant les années 1890, les E.-U. sont un des principaux partenaires commerciaux du Honduras, fournissant 40% de ses importations et achetant plus de la moitié de ses exportations. De plus, 90% des investissements étrangers proviennent des E.-U. (Ibid., p.163).

⁹⁵ D'après Alison Acker, Honduras: The Making of a Banana Republic, Boston, South End Press, 1988, p.114-115 et Philip L. Shepherd, «The Case of the Invisible Aid», NACLA Report on the Americas, Vol. 22, n°1 (janvier-février 1988), p.34-35.

⁹⁶ À titre d'exemple, des accords signés par Gustavo Alvarez (chef de l'armée) et Roberto Suazo Córdova (Président) en 1982 à Washington, permettent un changement majeur dans la quantité et le type d'aide attribuée par les États-Unis au Honduras. Cette aide se compose désormais surtout de: MAP (Military Assistance Programmes (grants)); FMS (Foreign Military Sales (loans)); IMET (International Military Education and Training); ESF (Economic Support Funds, security supporting assistance for "strategic economies" and often treated as military aid); DA (Development Assistance distributed through AID) et PL 480 (Food for Peace). (Richard Lapper et James Painter, Honduras: State for Sale, London, Latin American Bureau, 1985, p.87-88).

⁹⁷ Russel J. Hall, Joint Task Force-Bravo: A Case Study in Military Operations Other Than War, Carlisle Barracks PA., US Army War College, 1998, p.2.

⁹⁸ Les subventions (*grants*) accordées par le gouvernement étatsunien à l'armée hondurienne passèrent de \$3.9 millions en 1980 à \$77.4 millions en 1984 (Adam Isacson et Susan Peacock, «A

Salvador⁹⁹. De plus, comptant pour 80% de toute l'aide reçue, l'«aide pour la sécurité» (*security assistance*) prime désormais sur l'aide au développement¹⁰⁰. Le résultat est tel qu'on assiste à la militarisation massive du Honduras, une militarisation largement financée et encouragée par les États-Unis. Grâce à la générosité de l'aide matérielle et financière et grâce à la formation et l'entraînement militaires étatsuniens¹⁰¹, l'armée hondurienne (plus ou moins fonctionnelle en tant que corps professionnel jusqu'en 1954¹⁰²) voit son volume tripler et son efficacité et ses infrastructures s'améliorer considérablement. La rapide bonification des infrastructures militaires honduriennes fut possible grâce à un amendement en 1982 à l'accord militaire bilatéral de 1954 entre le Honduras et les États-Unis. Cet amendement signé à la demande du Général Gustavo Alvarez (alors commandant en chef de l'armée hondurienne) permet aux États-Unis de moderniser trois aéroports ou tout autre aéroport par la suite. Trois ans plus tard, dix bases militaires aériennes sont construites. La plupart de ces constructions militaires ont eu lieu sans l'approbation du Congrès. De plus, en 1984, est complétée la construction de deux stations radar, d'un nouvel hôpital militaire, de routes et de centres de communication.

Ces bases militaires fortement équipées en arsenal de toute sorte servent, fait sans précédent dans l'histoire de l'Amérique latine, de lieu privilégié pour l'exercice de nombreuses manœuvres militaires conjointes E.-U.-Honduras, patronnées par les États-Unis. Plus de 80 000 soldats étatsuniens participent à différents exercices

Chance to aid demilitarization in Honduras», International Policy Report of the Center for International Policy (septembre 1997, <http://www.ciponline.org/9709ipr.htm>).

⁹⁹ Tom Barry et Kent Norsworthy, Inside Honduras, p.177.

¹⁰⁰ Medea Benjamin, «Honduras The Real Loser in U.S. War Games», Institute for Food and Development Policy, 1987, p.2. La *security assistance*, un des moyens du LIC, est définie par les lois étatsuniennes comme servant «*where the U.S. has special security or foreign policy objectives*» (Philip L. Shepherd, loc. cit., p.33). Cette aide à la sécurité se répartira dans trois programmes: le Foreign Military Financing (FMF), le Military Assistance Program (MAP) et le International Military Training (IMET). Au sujet de LIC et de la *security assistance* voir Glynn, Fancis M. Security Assistance and Low Intensity Conflict: A Challenge to Excellence. Langley Air Force Base, VA, Army-Air Force Center for Low Intensity Conflict, 1987.

¹⁰¹ Le Honduras se classera parmi les premiers pays latino-américains à recevoir une formation militaire des États-Unis à l'École des Amériques ou à travers les *Mobile Training Teams (MTTs)* des forces spéciales étatsuniennes.

¹⁰² En 1954, grâce au soutien du département de la défense, l'armée hondurienne alors servant de gendarme aux compagnies bananières étatsuniennes, devient une institution professionnelle autonome et habilitée à la lutte anti-communiste. La même année, la CIA entraîna au Honduras des troupes guatémaltèques qui ont servi au renversement du gouvernement communiste de Jacobo Arbenz au Guatemala (Tom Barry et Kent Norsworthy, Honduras: A Country Guide, Albuquerque, The Inter-hemispheric Education Resource Center, 1990, p.33).

d'entraînement entre 1980 et 1987¹⁰³. À propos de ces manoeuvres, une étude menée par le *National Action and Research on the Military Industrial Complex (NARMIC)* révélera:

«The exercices in Honduras differ from US military manoeuvres in other parts of the world in that they involve construction which has permanently improved Honduran military facilities; they have left huge quantities of military equipment behind; they have paralleled the growth of the CIA-sponsored covert war against the Sandinistas; and some of the US built facilities and US equipment has been used for the covert war»¹⁰⁴.

Ces bases, supposément honduriennes¹⁰⁵, servent aux militaires étatsuniens mobilisés un peu partout au pays. Entre 800 et 1200 militaires étatsuniens se trouvent en permanence à la seule base de Palmerola en sol hondurien¹⁰⁶ (portant maintenant le nom de Enrique Soto Cano). Ils font tous partie du *Joint Task Force-Bravo (JTF-B)*, force spéciale parmi les huit composantes du *U.S. Southern Command* et la quatrième d'une série de *joint task forces*¹⁰⁷ déployées au Honduras de 1965 à 1982. Cette force spéciale coordonne tous les exercices militaires conjoints et les opérations d'action civique (nous aborderons plus loin ces opérations).

En plus de l'amélioration de ses infrastructures, l'armée hondurienne voit son habileté anti-révolutionnaire progresser avec la formulation en 1983 par le département de la défense du *Honduran Force Modernization Plan*. Ce plan a pour but d'accroître et de renforcer la mobilité des forces armées honduriennes en misant sur le développement de l'efficacité contre-insurrectionnelle et sur le renforcement des capacités de patrouille à la frontière salvadorienne. Ainsi, afin de contrôler l'ennemi extérieur commun, i.e. le communisme, les États-Unis en accord avec les instances gouvernementales et militaires du Honduras, font de ce pays une enclave militaire étatsunienne. Selon la version officielle, l'encouragement d'un tel *military build-up* avait pour but premier de moderniser les capacités de défense de l'armée

¹⁰³ Medea Benjamin, *loc. cit.*, p.2. Note: Les fonds alloués pour ces manoeuvres étaient directement administrés dans des comptes spéciaux par le *US Joint Chiefs of Staff* et le Pentagone.

¹⁰⁴ cité par Richard Lapper et James Painter, *op. cit.*, p.90.

¹⁰⁵ Un accord de bonne foi (*handshake*) établi en 1982 entre les E.-U. et le Honduras permet aux E.-U. de construire des bases militaires demeurant la propriété du Honduras, mais qui seraient gérées par les E.U.. Cet accord, annexe à l'accord d'assistance militaire signé entre les deux pays en 1954, peut être abrogé sans préavis.

¹⁰⁶ Medea Benjamin, *loc. cit.*, p.2.

hondurienne en vue de la rendre apte à protéger le territoire hondurien d'une éventuelle invasion nicaraguayenne. Cette explication est à maintes reprises démentie par le personnel hondurien et étatsunien sur le terrain qui affirment qu'une telle invasion est peu probable. Néanmoins, c'est sur cette base que l'administration Reagan justifie son programme militaire pour le Honduras. Certains opposants¹⁰⁸ à la politique de Washington au Honduras parlent alors d'occupation militaire étatsunienne, d'autres de «République du Pentagone» ou «USS Honduras».

3.4 Les structures pour endiguer l'«ennemi intérieur»

Afin d'endiguer l'«ennemi intérieur», Washington enjoint prestement les militaires honduriens d'adhérer à la doctrine de sécurité nationale¹⁰⁹ et l'armée hondurienne s'engage dans une guerre dite «préventive» contre son propre peuple, instaurant tout un système de contrôle civil. Tout un appareil institutionnel émerge alors sous la supervision de l'armée, de l'ambassade étatsunienne ou de l'AID afin d'assurer l'atteinte des objectifs politiques, diplomatiques, militaires, psychologiques et économiques étatsuniens¹¹⁰. Nombreux sont les exemples de collusion entre l'ambassadeur étatsunien John D. Negroponte et l'armée hondurienne concernant la sécurité interne et externe du pays. Parmi ceux-ci, un article du *Newsweek* de novembre 1982 fait état du rôle de premier plan joué par l'ambassadeur dans l'encadrement et la coordination des actions de la *contra* conjointement avec l'accord et la participation de l'armée hondurienne. On y révèle que Negroponte était en charge de la coordination et de la direction de la *contra*¹¹¹. Et, pour faciliter cette complicité, selon plusieurs analystes militaires et de gauche, l'ambassade étatsunienne, alors parmi les plus importantes dans le monde avec

¹⁰⁷ Ces *task forces* sont des contingents militaires composés de membres de chacun des corps militaires étatsuniens (i.e. l'armée, l'aviation, la marine).

¹⁰⁸ Tels que le CODEH (Comité des droits humains du Honduras).

¹⁰⁹ D'après Adam Isacson et Susan Peacock, *loc. cit.*, p.2. La **doctrine de sécurité nationale** est une doctrine née à l'École supérieure de guerre des États-Unis en 1949 et diffusée dans les milieux militaires latino-américains par le biais de cours de «formation professionnelle» et «d'actualisation» donnés à l'École des Amériques (Zone du canal de Panama), à l'École de guerre du Brésil et à celle des carabiniers (Chili et Argentine), prônant, entre autres, l'éradication de l'«ennemi intérieur», afin de prévenir ou d'enrayer la propagation du communisme mondial. Cette doctrine fut implantée au Honduras par le Général Alvarez au début des années 80.

¹¹⁰ D'après Alison Acker, *op. cit.*, p.115-116 et Russel J. Hall, *op. cit.*, p.6.

¹¹¹ L'article est cité dans Richard Lapper et James Painter, *op. cit.*, p.84-85. Par ailleurs, les militaires honduriens participeront à des exercices conjoints avec la *contra* et les militaires étatsuniens postés en sol hondurien.

plus de 1300 employés¹¹², se restructure. Selon la thèse d'un militaire étatsunien, Russel J. Hall, les responsables des questions politiques, économiques et de défense des *Attaché Offices* voient leur rôle s'élargir afin d'être en mesure d'analyser et d'interpréter tous les développements politiques, économiques et militaires du pays et un *Special Liaison Office* chargé de l'encadrement et de la coordination des actions de la *contra* est créé¹¹³.

De son côté, l'AID, qualifiée par certains observateurs de «*shadow government*»¹¹⁴, gère divers programmes allant des politiques fiscales et monétaires nationales aux projets de développement. Elle établit des bureaux parallèles à ceux des ministères honduriens et veille à l'atteinte des objectifs visés par la doctrine du LIC («*aid to Honduras has become the continuation of warfare by other means*»¹¹⁵). L'aide au Honduras (dont le programme d'assistance économique de 195 millions en 1987 était le deuxième plus important en Amérique latine¹¹⁶), vise surtout des objectifs politiques à court terme plutôt que des objectifs de développement; faisant de l'économie du pays, une économie de guerre. À titre illustratif, l'AID et le département de la défense renforcent les capacités d'affaires civiles (*civil affairs*)¹¹⁷ des militaires honduriens encourageant leur participation à des programmes d'action civique, programmes dits contribuant au développement national. Le matériel pour ces programmes d'action civique est fourni par l'AID et des organisations privées¹¹⁸. De plus, l'AID oeuvre au rétablissement du Comité national permanent d'urgence du Honduras (COPEN), un comité originairement mis sur pied par l'armée hondurienne qui coordonne l'assistance d'urgence et les programmes d'action civique. En plus de ce soutien au COPEN, l'AID donnera une «aide d'urgence» (*disaster assistance*) aux militaires honduriens pour des projets à la

¹¹² Tom Barry et Kent Norsworthy, *Inside Honduras*, p.159. Fait à noter: en 1987, l'ambassade étatsunienne brûlera sous l'attaque de Honduriens qui y mirent le feu..

¹¹³ Russel J. Hall, *op. cit.*, p.6.

¹¹⁴ Philip Shepherd, *loc. cit.*, p.37.

¹¹⁵ *Ibid*, p.31-38.

¹¹⁶ Russel J. Hall, *op. cit.*, p.7.

¹¹⁷ i.e.: des activités entreprises par un commandement militaire qui implique la relation des forces militaires avec les autorités civils et la population locale. Ces activités sont exécutées par les militaires, mais sont normalement dévolues aux civils. Les affaires civiles sont distinctes de l'action civique. Comme déjà mentionné, l'action civique consiste dans l'emploi des forces armées locales ou étatsuniennes ou conjointes dans des projets communautaires les rapprochant de la population afin de les influencer (ex.: alphabétisation, vaccination, construction de routes, etc.). Ces projets servent à l'entraînement des militaires et à l'amélioration de leur image auprès des populations visées.

¹¹⁸ Aussi, d'après Philip Shepherd, «*AID constantly monitors "progress", cutting off funds when U.S.-imposed targets are not met, threatening, proding and generally harassing the Hondurans, a process known as "policy dialogue" in AID jargon* » (*loc. cit.*, p.37).

frontière nicaraguayenne. Ce soutien financier étatsunien permit au COPEN et aux affaires civiles de l'armée (deux instances ayant reçu une formation à la *U.S. Army's 361st Brigade of Military Civic Action*) d'instaurer un réseau de comités de défense civile à l'échelle du pays sous contrôle militaire¹¹⁹. On constate donc, comme l'affirme un des tenants du LIC, que cette aide humanitaire qu'est l'aide d'urgence, sert aux fins du LIC:

«Humanitarian aid in a low-intensity conflict is as defense-oriented as the providing of training and technology. It is in no way soft»¹²⁰.

Ce qui nous amène à parler d'un autre élément de la politique étatsunienne en matière d'aide humanitaire au Honduras: les programmes d'action civique, une des composantes de la théorie du LIC. LIC reposant sur l'emploi combiné de moyens économiques, psychologiques, politiques et militaires, l'action civique sous LIC se fonde sur l'intégration de cette dernière tactique au développement économique. Cette intégration appelée, «*security development*» dans le jargon doctrinal, se présente comme suit:

«It is an economy of force investment that gets to the heart of some of the main causes of low intensity conflict and paves the way for a durable partnership between civilian and military counterparts in those nations wise enough to exploit the opportunity...»¹²¹.

Ces opérations d'action civique au Honduras furent de deux types: celles menées par le *Joint Task Force-Bravo* et celles menées conjointement par les militaires étatsuniens et l'armée hondurienne. La construction de routes, d'écoles, de dispensaires médicaux et l'assistance médicale sont parmi les principaux projets d'action civique ayant vu le jour dans ce pays. Ils résultèrent d'une coordination inter-agence entre le département d'État, le département de la défense, l'AID et le commandement militaire en place tel que le prescrit la doctrine du LIC¹²². Ils auraient servi à gagner le «coeur et l'esprit» des Honduriens et à améliorer l'image des militaires honduriens et étatsuniens auprès de la population. D'après le Capitaine Brian Mahoney, chef du programme d'action civique à Palmerola, ces projets n'ont jamais eu comme objectif, une aide humanitaire: «*Our programs are for*

¹¹⁹ Tom Barry et Kent Norsworthy, *Inside Honduras*, p.184-185.

¹²⁰ Sara Miles, *op. cit.*, p.43.

¹²¹ Robert S. Perry du Southcom cité par Tom Barry, *Low Intensity Conflict*, p.48

¹²² FM 100-20, chapitre 2, p.2-23.

*enhancing U.S. security. There is no humanitarian thrust. We just want people to have a higher opinion of us»*¹²³.

Parmi ces différentes nouvelles instances mises en place pour les fins de cette «guerre préventive» interne et relevant de l'armée hondurienne, de l'ambassade étatsunienne ou de l'AID, on retrouve: les Cobras (un bataillon d'élite spécialisé dans la lutte anti-révolutionnaire); la FUSEP (*Fuerza de Seguridad Pública*, une sorte de police entraînée par les États-Unis) et le DNI (département national d'investigation, police secrète) sous le contrôle de l'armée et bénéficiant de la formation étatsunienne; le Conseil de sécurité nationale (CSN) à l'image de celui des E.-U.; la loi anti-terroriste (permettant d'emprisonner tout individu considéré subversif); des comités de défense civile; un centre d'information urgente (centre de dénonciation); l'APROH (Association pour le progrès du Honduras), une association regroupant des civils et des militaires faisant la promotion de la doctrine de sécurité nationale; le plus important programme de Corps de la Paix au monde à l'époque¹²⁴ (Plus de 300 volontaires pour la seule année de 1987 opérant sous le contrôle de l'ambassade étatsunienne¹²⁵); etc. De plus, dans le but de prévenir ou de réprimer tout mouvement perçu comme communiste, le Bataillon 3/16 (une unité militaire spécialisée en contre-intelligence, appelée «escadron de la mort» par de nombreux groupes d'opposition honduriens, responsable de nombreux assassinats, disparitions et violations des droits humains¹²⁶), est mis sur pied par le Général Gustavo Alvarez. Ce personnage notoire, gradué de l'École des Amériques (Panama)¹²⁷, bénéficia dans sa démarche de l'appui et de l'encadrement de la CIA¹²⁸ qui veille à l'entraînement et à la formation des membres de ce

¹²³ Cité par Tom Barry, *Low Intensity Conflict*, p.55.

¹²⁴ Russel J. Hall, *op. cit.*, p.7

¹²⁵ American Embassy, *Handbook on Honduras: Democracy, Defense, Development, Diplomacy*, Tegucigalpa, Honduras, American Embassy, 1987, p.2.

¹²⁶ Tel que le rapportait un ex-membre du Bataillon 3/16 lui-même, Floriencio Caballero (Adam Isacson et Susan Peacock, *loc. cit.*, p.4). Aussi, il semblerait que Washington décida d'ignorer les informations venant de son ambassadeur Jack Binns, en poste de 1980-1981 avant l'arrivée de John Negroponte, selon lesquelles l'Armée hondurienne perpétrait des violations de droits humains. Le département d'État aurait même signalé son mécontentement à plusieurs reprises à Binns quant à ses déclarations (Adam Isacson et Susan Peacock, *loc. cit.*, p.5).

¹²⁷ Alvarez fut par ailleurs gradué de l'Académie militaire nationale argentine, du Collège supérieur de guerre du Pérou et du *Office of Public Safety* (fermé par le Congrès dans les années 70 à la suite d'accusations concernant la brutalité du contenu des cours donnés).

¹²⁸ La CIA et le gouvernement actuel de Clinton reconnaissent le rôle qu'a joué alors la CIA dans l'encadrement et l'entraînement des membres du Bataillon 3/16, mais tous deux nient le fait que l'agence ait incité ses membres à la torture et l'assassinat et enseigné la torture et l'assassinat (Adam Isacson et Susan Peacock, *loc. cit.*, p3-4). Ce sujet a récemment fait les manchettes des journaux étatsuniens. De même, sous l'insistance du Sénat, la *Inspector-General* de la CIA a mené une enquête

bataillon aux méthodes et techniques d'interrogatoire et d'opérations psychologiques (incluant des exercices pratiques avec des prisonniers honduriens)¹²⁹.

Ainsi, on prépare le terrain du conflit à partir du Honduras. Il sera l'hôte de trois armées étrangères et ce malgré la loi hondurienne (la Constitution hondurienne ne permet pas une présence étrangère permanente au pays): les *contras* (15 000 *contras* s'entraîneront au Honduras¹³⁰), l'armée salvadorienne et l'armée étatsunienne. En échange de bons services, le Honduras recevra en tout entre 1980-1989 plus de \$ 2 milliards d'aide étatsunienne¹³¹. Malgré ces milliards, selon certains critiques de la politique de Reagan dont Alison Acker, le Honduras est le grand perdant de cette restructuration interne et externe. On le constate, nous dit-elle, au plan des droits humains (le Honduras sera le premier pays accusé et condamné par la Cour inter-américaine des droits humains en Amérique Latine dans les années 80); de la démocratie (avec la subordination du pouvoir civil au pouvoir militaire); de sa neutralité par rapport aux conflits de la région; de sa souveraineté (compromise par la présence étatsunienne, nicaraguayenne et salvadorienne); de son économie qui se détériore au cours de la décennie des années 80 (tout en suivant les «suggestions» du FMI d'application de mesures d'austérité et les prescriptions de l'administration Reagan de créer de meilleures conditions pour l'investissement et de couper dans les programmes sociaux, le président Azcona dira: «[w]e are attempting to operate a war economy when we are bankrupt»¹³²). Ironiquement, nous dit Philip Shepherd (un spécialiste de la situation économique du Honduras), les objectifs stratégiques proclamés par Washington ne furent pas atteints au Honduras:

«The militarization of Honduras has become an end in itself, unrelated to any sensible U.S. foreign policy objectives. It has become a means not to peace, stability and development, but to the very conditions it was presumably designed to avoid: uncertainty,

sur les activités de la CIA et des militaires honduriens durant la période des années 80. Le rapport de cette enquête devait être divulgué en 1997. Il a été déclassifié en 1998. Ce rapport de la CIA reconnaît que les militaires honduriens ont commis des centaines de violations de droits humains (voir Susan Peacock, Press Release du National Security Archive, <http://www.seas.gwu.edu/nsarchive/news/199981023.htm>)

¹²⁹ Adam Isacson et Susan Peacock, *loc. cit.*, p.2-4.

¹³⁰ Marco Valeriani, L'intervention militaire américaine au Honduras: Une analyse d'éthique chrétienne, Montréal, Groupe de Travail sur le Honduras, 1991, p.6.

¹³¹ John Otis, «Changing the face of Honduras: Opportunities seen from ruin of Mitch», Houston Chronicle, (8 novembre 1998), p.30

¹³² Cité par Alison Acker, *op. cit.*, p.128.

insecurity, instability, violence, repression and a loss of freedom and well-being»¹³³.

Ces structures établies pour les fins du LIC resteront en place tout au long des années 80 jusqu'au début des années 90 et les préceptes de la théorie du LIC seront enseignés aux militaires latino-américains à l'École des Amériques jusqu'en 1991 (située depuis 1985 à Fort Benning en Géorgie). Puis, la conjoncture change. On assiste à l'échec du modèle sandiniste au Nicaragua, à la fin de la guerre au Salvador et à l'entrée du FMLN sur la scène politique en tant que parti, aux pourparlers de paix au Guatemala entre la guérilla et le gouvernement, à l'affaiblissement cubain, et, selon Washington, à l'établissement de régimes dits démocratiquement élus (le président George Bush dira en mars 1990: «Nous sommes très proches d'un hémisphère complètement démocratique»¹³⁴). Tous ces événements et bien d'autres confirment graduellement aux yeux de Washington que le danger communiste s'est évanoui et avec lui l'assistance aux gouvernements ou aux mouvements d'opposition en Amérique centrale et ailleurs dans le monde. Pour l'administration Clinton, à l'aube de son premier mandat (1993), les États-Unis doivent désormais affronter une nouvelle réalité et le moment semble propice à une réévaluation et à une redéfinition des priorités tant face à l'isthme que face au reste du monde.

Jusqu'en 1991, d'après Michael T. Klare, les stratèges étatsuniens se soucient presque exclusivement de la menace venant des pays «hostiles» du Tiers-Monde, dits «régimes parias» (*rogue regimes*)¹³⁵. En effet, dès la chute du mur de Berlin en 1989, les stratèges et spécialistes militaires étatsuniens s'affairent à redéfinir la menace, rôle dévolu autrefois à l'Union Soviétique. Le général Collin Powell, *Chairman of the Joint Chiefs of Staff* durant le mandat de Bush et le début de celui de Clinton, s'attelle à la tâche en créant une équipe chargée de la planification politique et stratégique au sein du Pentagone. Ce groupe en vient à identifier la «menace régionale» venant de pays du Sud potentiellement hostiles à l'Occident et dotés de forces armées importantes tels que l'Iran, l'Irak, la Corée du Nord, la Syrie, etc. Une nouvelle approche est née: la «stratégie de défense régionale». Et, au printemps 1990, elle sera approuvée par le Pentagone et l'administration Bush. C'est le jour de l'invasion du Koweït par l'Irak que le président Bush en fait part au

¹³³ Philip L. Shepherd, cité par *Idid*, p.130.

¹³⁴ Piero Gleijeses, «Reflexiones sobre la Victoria de los Estados Unidos en Centroamerica», *Pensamiento Iberoamericano*, Revista de Economía Política, n°19, 1991, p.269.

¹³⁵ Michael T. Klare, «La nouvelle stratégie militaire des États-Unis», *Le Monde diplomatique*, novembre 1997, p.4.

peuple étatsunien en annonçant: «[w]ith the reduction of the Soviet threat, the U.S. military will be increasingly shaped by the needs of regional contingencies»¹³⁶.

À partir de 1993, cette politique, avec quelques modifications, servira de base aux stratégies de sécurité et de défense de l'administration Clinton. La menace régionale des «régimes parias» ne sera plus le seul scénario envisagé par Washington. Elle demeure toutefois au coeur de ses préoccupations stratégiques dans le sens de la théorie des deux conflits régionaux majeurs (*two major regional conflicts*), théorie adoptée par l'équipe Clinton. Elle stipule que les États-Unis soient prêts à mener simultanément deux conflits régionaux d'une dimension comparable à la guerre du Golfe. Pour les autres éventualités, on envisage la théorie d'un concurrent de puissance comparable (*peer competitor*) pouvant menacer les États-Unis, tel que la Chine ou la Russie. Ainsi, la menace ne viendrait plus exclusivement du Sud. Pour le profane, le contexte théorique peut paraître confus, les différents milieux intellectuels envisageant et théorisant sur une telle variété de possibilités, qu'il peut être difficile de s'y retrouver. Une tendance semble pourtant se dessiner. Washington semble vouloir maintenir l'ordre selon un continuum local, national et international, les scénarios étant multiples et inconnus.

¹³⁶ Richard Cheney, Annual Report to the President and Congress, Washington D.C., U.S. GPO, 1991, p.131. (cité par David Pendery, «The Evolution of U.S. Military Doctrine and Security Policy: From The Cold War to Current Perspective», The International Relations Journal, San Francisco State University, 1995, <http://psirus.sfsu.edu/IntRel/IRJournal/wi95/w95evolution.htm>).

CHAPITRE IV

LA THÉORIE DES OPÉRATIONS AUTRES QUE LA GUERRE

Dans le chapitre précédent, nous avons examiné la mise en application de la théorie du LIC au Honduras. Cela nous a permis d'établir l'importance géostratégique du Honduras dans la stratégie étatsunienne et de faire ressortir les aspects les plus percutants de la mise en oeuvre de cette théorie dans ce pays durant la décennie des années 80.

Dans ce chapitre, nous verrons que, depuis 1993, se serait imposée une nouvelle théorie: la théorie des opérations autres que la guerre (OOTW). Afin d'élucider cette question, nous présenterons, dans un premier temps, la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale du premier mandat de l'administration Clinton pour, dans un deuxième temps, dégager en quoi la théorie des OOTW s'y inscrit. Nous nous sommes attardé aux stratégies émises en début de mandat, la théorie des OOTW étant apparue à cette époque. Ensuite, nous aborderons les débats entourant cette théorie des OOTW pour en établir la nature, les buts, les fondements et les types d'opérations. Enfin, nous nous proposons de mettre en relief similarités et distinctions entre la théorie du LIC et la théorie des OOTW pour être en mesure de répondre à notre question de recherche: y a-t-il continuité ou rupture entre les deux théories?

4.1 Le contexte post-guerre froide

La fin de la guerre froide a bouleversé les priorités stratégiques étatsuniennes, la nature de la menace ayant changé. Pour l'administration Clinton, les États-Unis sont entrés depuis 1993 dans une ère stratégique nouvelle, une ère de tendances contradictoires. En effet, pour l'équipe Clinton et de nombreux *policy makers* et *war planners*, compte tenu de la disparition de la «menace soviétique» tant au plan militaire qu'idéologique, les États-Unis font face, à l'approche du 21e siècle, à un environnement de sécurité considéré à la fois «dynamique et incertain»¹³⁷. Pour

¹³⁷ On retrouve cette analyse dans plusieurs documents gouvernementaux et militaires officiels (entre autres: William J. Clinton, A National Security Strategy of Engagement and Enlargement, Washington D.C., GPO, 1996; et William J. Clinton, A National Security Strategy for A New

eux, cet environnement **regorge d'opportunités stratégiques politiques et économiques mais reste menaçant, marqué par la montée croissante d'une incertitude** à plusieurs visages («*This is a period of great promise but also of great uncertainty*»¹³⁸).

Ces experts parlent d'**incertitude géopolitique**, nombreux étant les pays du globe affligés de crises ou de conflits depuis la fin de la guerre froide telles que l'ex-Yougoslavie, le Mexique, l'Irak, la Turquie, etc. et nombreuses étant les menaces, anciennes et nouvelles, telles que la prolifération des armes de destruction massive, les conflits ethniques et religieux, le terrorisme, le trafic de la drogue, les catastrophes environnementales, etc. Ils font aussi allusion à l'**incertitude économique**. L'économie du pays est une des priorités de l'administration Clinton à l'aube de son premier mandat, ce qui fera dire à son secrétaire à la défense d'alors, Les Aspin: «*Economic dangers to national security, which could result if the United States fails to restore a strong, competitive and growing economy*»¹³⁹. Et, ils traitent de l'**incertitude technique**. En cette ère de l'information et de la technologie, il y a danger de «guerre de l'information» (*Information Warfare (IW)*¹⁴⁰), de sabotage, de manipulation des médias, etc. Bref, pour ces experts, la situation internationale semble lourde de menaces.

Cette double lecture de la situation planétaire («dynamique et incertaine») teintera la vision stratégique de l'administration Clinton qui sera à bien des égards dichotomique, voire contradictoire. D'entrée de jeu, l'équipe Clinton émettra deux évaluations opposées du contexte mondial. Elle affirme, d'une part, qu'aucune menace ne porte ombrage aux intérêts et à la sécurité étatsunienne («*[t]here is now*

Century, Washington D.C., GPO, 1997; et William S. Cohen, Annual Report to the President and Congress, Washington D.C., GPO, 1998, chap.1; etc.).

¹³⁸ William J. Clinton, A National Security Strategy of Engagement and Enlargement, Washington D.C., GPO, 1996, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹³⁹ Les Aspin, Annual Report to the President and Congress, Washington, D.C., GPO, 1994, p.3.

¹⁴⁰ Par **guerre de l'information**, il est entendu: «*In many circles within the US defense and broader international security community, however, the term information warfare is increasingly being used to encompass a broader set of information-age "warfare" concepts. These emerging new warfare concepts are directly tied to the prospect that the ongoing rapid evolution of cyberspace - the global information infrastructure - could bring both new opportunities and new vulnerabilities*» (voir à ce sujet Roger C. Molander, Andrew S. Riddile, and Peter A. Wilson, «Strategic Information Warfare: A New Face of War», Parameters (automne 1996), pp.81-92). L'administration Clinton est grandement préoccupée par ce qu'elle envisage et conçoit comme la guerre possible de l'avenir, i.e. la «guerre de l'information». Aussi en 1995, le secrétaire à la défense d'alors, William Perry, forma le *Information Warfare Executive Board* afin de faciliter «*the development and achievement of national information warfare goals*» (cité par Ibid., p.81).

no credible near-term threat to America's existence»¹⁴¹, proclamera le conseiller présidentiel en matière de sécurité d'alors, Anthony Lake; «*Today the US faces no immediate threat to its national survival*», annoncera le président Clinton¹⁴²). D'autre part, elle souligne qu'un mouvement de menaces diverses et complexes, difficiles à cerner, à prévenir et à résoudre, est en émergence et risque de compromettre la stabilité mondiale, la démocratie de marché et par conséquent la position des États-Unis et de leurs alliés («*Just as surely as fascism and communism once did, so, too, are our freedom, democracy, security and prosperity now threatened by regional aggressors and the spread of weapons of mass destruction, ethnic and, religious and national rivalries, [...]*»¹⁴³).

Ainsi, le paysage stratégique étant différent et les menaces nombreuses, pour de nombreux spécialistes, conseillers et dirigeants étatsuniens, les théories façonnées pour les conflits d'hier ont perdu de leur pertinence. Une nouvelle politique de sécurité nationale et une nouvelle politique de défense sont désormais requises. L'Armée E.-U. doit également se repositionner **tant physiquement qu'intellectuellement** et se doter d'une nouvelle doctrine; d'autant plus que pour de nombreux stratèges, la nature de la guerre est en train de changer avec l'explosion des technologies de l'information («*We are in the midst of a dramatic change in the relationship between technology and the nature of warfare*»¹⁴⁴). C'est ainsi qu'apparaissent, avec l'arrivée de Clinton à la présidence, une nouvelle stratégie de sécurité nationale et une nouvelle stratégie militaire nationale. Alors se succéderont différents rapports (*Bottom-Up Review (BUR)*, *Nuclear Posture Review (NPR)*, *Revolution in Military Affairs (RMA)*¹⁴⁵, *Quadrennial Defence Review (QDR)*, etc.) témoignant du processus de révision doctrinale en cours au sein des instances gouvernementales et militaires, voire de «révolution»¹⁴⁶. De son côté, l'Armée

¹⁴¹ Anthony Lake, septembre 1993 (cité par W. Frick Curry, *Altered States: Post-Cold War U.S. security interests in Central America*, CIP Report, 1995, <http://www.ciponline.org/altered.txt>).

¹⁴² William J. Clinton, *op. cit.*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁴³ *Ibid.*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁴⁴ Le Général William Odom (cité par David Jablonsky, «US Military Doctrine and the Revolution in Military Affairs», *Parameters*, (automne 1994), <http://carlisle-www.army.mil/usawc/Parameters/1994/jablonsk.htm>). Sur la nature changeante de la guerre, le Secrétaire à la défense d'alors, William Perry, dira: «*We live in an age that is driven by information. Technological breakthroughs... are changing the face of war and how we prepare for war*» (cité par Roger C. Molander, Andrew S. Riddile, and Peter A. Wilson, *loc. cit.* p.81).

¹⁴⁵ Voir à ce sujet James R. Blacker, *Understanding the Revolution in Military Affairs: A Guide to America's 21st Century Defense*, Washington D.C., Progressive Policy Institute, 1997.

¹⁴⁶ La *revolution in the military affairs (RMA)*, est un thème central de toute la littérature stratégique et militaire étatsunienne depuis plusieurs années. Ce concept fait référence à l'impact des technologies sur les capacités de défense étatsuniennes; i.e «*[h]ighlights the evolution of weapons, military organizations, and operational concept among advanced powers -it focuses on the changes*

élabore une nouvelle doctrine pour la conduite des opérations de «guerre» et des «opérations autres que la guerre» afin de répondre aux objectifs stratégiques de l'administration Clinton. C'est dans le cadre de cette doctrine qu'est introduit le concept des «opérations autres que la guerre» (*Operations Other Than War (OOTW)*), concept qui succédera à celui du conflit de faible intensité.

Cette théorie des opérations autres que la guerre est le nouveau cadre conceptuel utilisé actuellement au sein des instances militaires afin d'appréhender une variété de phénomènes ne concernant plus uniquement les insurrections dites d'inspiration marxiste-léniniste du Tiers-Monde. Pour de nombreux analystes, dont Steven Metz (spécialiste de la théorie des OOTW au *Strategic Studies Institute US War College*), du fait des bouleversements du contexte stratégique international, les insurrections d'aujourd'hui sont en «mutation», et de nouvelles formes seraient en émergence (ex.: l'insurrection commerciale, l'insurrection visant les organisations internationales, l'insurrection urbaine, etc.). Ces nouvelles formes d'insurrection exigent une révision de la stratégie et de la théorie anti-révolutionnaire. À ce sujet, le secrétaire à la défense d'alors, William J. Perry, dira en 1996:

«During the Cold War, we faced the threat of the Soviet Union using Third World nations as proxies in the Cold War confrontation; today, we face the dangers arising from an explosion of local and regional conflicts, unrelated to Cold War ideology, but rooted in deep-seated ethnic and religious hatreds and frequently resulting in horrible suffering»¹⁴⁷.

Compte tenu de cette «mutation» du phénomène de l'insurrection et en raison de la désuétude des prémisses épistémologiques et normatives de guerre froide, une rethéorisation de ces phénomènes et de la théorie anti-révolutionnaire est en cours. On assiste actuellement à un élargissement conceptuel de la notion d'insurrection. La stratégie de sécurité nationale, la stratégie militaire nationale et la théorie des OOTW sont supposées refléter cette nouvelle réalité.

made possible by advancing technology » (Theodor W. Galdi, *Revolution in Military Affairs? Competing Concepts, Organizational Responses, Outsanding Issues*, CRS Report for Congress, 1995). Le terme «révolution» ne serait pas excessif selon Maurice Najman: «[i]l s'agit bien d'une réélaboration globale qui commence à déboucher sur de nouveaux concepts stratégiques et opérationnels, des organisations et des programmes de recherche-développement très concrets (nouvelles armes, nouvelles technologies de communication, etc.) déjà en phase d'expérimentation. Car chaque branche des forces armées adapte le concept à sa raison d'être: Force XXI pour l'armée de terre, Neuva Vista pour l'aviation, Sea Dragon pour les marines, etc.» (Maurice Najman, «Les Américains préparent les armes du XXIe siècle», *Le Monde diplomatique*, février 1998, p.5).

¹⁴⁷ William J. Perry, *Annual Defense Report*, Washington D.C., GPO, 1996, http://www.dtic.mil/execsec/adr96/chapt_1.html

4.2 La stratégie de sécurité nationale de l'administration Clinton

Dès son entrée au pouvoir, l'équipe Clinton fait état de sa nouvelle orientation en matière de sécurité nationale. En résumé, les États-Unis devront, après avoir réussi à endiguer la «menace globale du communisme», oeuvrer à l'«élargissement» (*enlargement*) de la communauté des «démocraties de marché» (*market democracies*) en demeurant impliqués au plan international. Cette orientation se confirme dans l'allocation d'Anthony Lake: «*Throughout the cold war, we contained a global threat to market democracies: now we should seek to enlarge their reach [...]. The successor to a doctrine of containment must be a strategy of enlargement: enlargement of the world's free community of market democracies*»¹⁴⁸. Pour novatrice que puisse paraître cette idée de l'élargissement de la communauté des démocraties, elle n'est pas nouvelle. En 1950, le fameux document de sécurité nationale NSC-68 avançait: «*[b]y practically demonstrating the integrity and vitality of our system, the free world widens*»¹⁴⁹. Quant au capitalisme, il est considéré depuis fort longtemps comme un complément essentiel de la démocratie en politique étrangère étatsunienne.

Le président Clinton présente en détail sa stratégie de sécurité nationale dans le document intitulé: *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*. Ce document révèle qu'afin de capitaliser les opportunités et d'affronter les dangers, les États-Unis devront protéger, consolider et élargir la communauté des démocraties de marché. Plus précisément, ils devront garantir et renforcer les gains de la démocratie de marché, celle-ci n'étant plus menacée, tout en circonscrivant ses ennemis réels ou potentiels grâce à leur leadership et à un «engagement sélectif» (*selective engagement*)¹⁵⁰.

«Protecting, consolidating and enlarging the community of free-market democracies through an active yet selective US engagement around the world»¹⁵¹.

¹⁴⁸ Remarques d'Anthony Lake à l'Université John Hopkins, 21 septembre 1993 (cité par Noam Chomsky, «The Clinton Vision», *Z Magazine*, (décembre 1993), <http://www.zmag.org/chomsky/articles/z9312-clinton-vision.html>). Lake était considéré comme un ancien fervent *dove* pour certains analystes. Il a démissionné de son poste d'assistant de Kissinger en 1970 en signe de protestation contre l'intervention au Viêt-Nam. Il fut conseiller du Président Clinton en matière de sécurité de 1993-1996.

¹⁴⁹ Ernest R. May, *American Cold War Strategy: Interpreting NSC-68*, New York, Bedford Books of St-Martin's Press, 1993, p.30 (cité par David Pendery, *loc. cit.*).

¹⁵⁰ i.e. choisir avec soin les interventions auxquelles prendront part les E.-U. selon leurs intérêts et les priorités de l'heure.

¹⁵¹ William J. Clinton, *op. cit.*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

«[...] while deterring and limiting a range of threats to our nation, our allies and our interests. The more that democracy and political and economic liberalization take hold in the world, particularly in countries of strategic importance to us, the safer our nation is likely to be and the more our people are likely to prosper»¹⁵².

Seule cette position d'engagement et d'élargissement permettra de consolider la victoire et les gains de guerre froide («*consolidating (the Cold War) victory requires a continuing US role and new strategies to strengthen democratic institutions [...]*»¹⁵³); de renforcer la sécurité des États-Unis devant la montée de nouveaux dangers en maintenant des forces militaires d'une capacité appropriée; de protéger les intérêts étatsuniens, alliés et amis; de décourager (*deter*) tout mouvement d'agression et, si nécessaire, de le faire échouer; d'améliorer la stabilité régionale; enfin, de prévenir l'émergence d'une puissance hégémonique régionale hostile aux intérêts étatsuniens¹⁵⁴. À cet effet, le Président Clinton proclamera: «*The world is changing rapidly... if you do not work to make change our friend, then it can become our enemy*»¹⁵⁵.

Cet engagement sélectif est défini par les intérêts nationaux, eux-mêmes déterminés par les exigences de sécurité nationale:

«...Our engagement must be selective, focusing on the challenges that are most important to our interests and focusing our resources where we can make the most difference... Those interests are ultimately defined by our security requirements. Such requirements start with our physical defense and economic well-being. They also include environmental security as well as the security of our values achieved through expansion of the community of democratic nations...»¹⁵⁶.

Ainsi, pour être en mesure de déterminer la nature et la qualité de l'intervention, trois catégories d'intérêts nationaux ont été établies dans la stratégie de sécurité nationale (NSS): **1) les intérêts vitaux**: les intérêts d'importance capitale pour la

¹⁵² *Ibid*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁵³ US Joint Chiefs of Staff, *Joint Publications (JP) 3-07: Joint Doctrine for Military Operations Other Than War*, Washington D.C., GPO, 1995, p.I-1.

¹⁵⁴ William J. Perry, *Annual Defense Report*, 1996, chapitre 1.

¹⁵⁵ President William J. Clinton, US Military Academy, may 29, 1993 (cité par Frederick M. Franks Jr. «Full-Dimensional Operations: A Doctrine for an Era of Change», *Military Review*, vol.LXXVII, n°1 (January-February 1997), <http://www-cgs.army.mil/milrev/english/janfeb97/franks.htm>).

¹⁵⁶ William J. Clinton, *op. cit.*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

survie, la sécurité et l'intégrité territoriale des États-Unis (ex.: l'accès aux ressources stratégiques, prévenir l'émergence d'une puissance régionale hostile capable de rivaliser avec les États-Unis, etc.); **2) les intérêts importants**: n'affectant pas la survie du pays, mais pouvant affecter le bien-être national et/ou altérer la stabilité internationale (ex.: le cas d'Haïti et celui de la Bosnie); **3) les intérêts humanitaires**: dans le cas de catastrophe naturelle ou humaine.

Ce double objectif d'engagement et d'élargissement se réalisera par l'atteinte de trois objectifs stratégiques sous-jacents et interreliés: **1) le renforcement de la sécurité** étatsunienne, **2) la revitalisation de l'économie domestique**, **3) la promotion de la démocratie**. Le premier objectif, le renforcement de la sécurité étatsunienne, repose sur le maintien de la suprématie militaire étatsunienne et sur le maintien de forces armées robustes, flexibles, capables d'accomplir des tâches d'une grande diversité. Parmi cette diversité de tâches, on distingue: combattre deux conflits régionaux majeurs simultanément comparables à celui du Golfe, maintenir une présence crédible à l'étranger, lutter contre la prolifération des armes nucléaires et de destruction massive, contribuer aux opérations de paix multilatérales¹⁵⁷ (une innovation controversée¹⁵⁸ d'importance en politique de sécurité étatsunienne qui a fait l'objet d'une directive présidentielle¹⁵⁹), soutenir les efforts de lutte anti-narcotrafic, combattre le terrorisme, etc. Tel que l'énonce la version révisée de la stratégie, *A National Security Strategy for A New Century*, il s'agit en bout de ligne de façonner l'environnement international (*shape*) de façon à favoriser les intérêts étatsuniens, d'être en mesure de répondre (*respond*) à tous les types de crises possibles («*respond to the full spectrum of crises*»¹⁶⁰) et de se préparer maintenant en vue d'un futur incertain en développant une capacité militaire performante dans tous les domaines (*prepare now for an uncertain futur*).

La revitalisation de l'économie domestique, deuxième objectif, est vue comme intimement liée à l'engagement étatsunien dans le monde et vice versa. La santé de l'économie domestique serait le résultat des dividendes que rapporte l'engagement

¹⁵⁷ William J. Clinton, *A National Security Strategy of Enlargement and Engagement*, 1994, p.13-14: «Peace Operations».

¹⁵⁸ Par exemple, certains militaires refusent de mener des missions sous le commandement des Nations Unies. D'autres croient que l'engagement des forces étatsuniennes dans ces missions de paix sape leur «*warfighting capabilities*».

¹⁵⁹ Voir à ce sujet William J. Clinton, *Clinton Administration's Policy on Reforming Multilateral Peace Operations (PPD 25)*, Bureau of International Organizational Affairs, U.S. Department of State, February 22, 1996, http://www.state.gov/www/issues/un_clinton_policy.html

¹⁶⁰ William J. Clinton, *A National Security Strategy for A New Century*, <http://www.fas.org/man/docs/strategy97.htm>

étatsunien dans le monde et l'engagement étatsunien dans le monde dépendrait de la santé de cette économie:

«The NSS is premised on a belief that the line between our domestic and foreign policies is disappearing - that we must revitalize our economy if we are to sustain our military forces, foreign initiatives and global influence, and that we must engage actively abroad if we are to open foreign markets and create jobs for our people»¹⁶¹.

Par conséquent, pour renforcer l'économie domestique, il s'agit de favoriser l'établissement d'un climat favorable à l'épanouissement de l'économie mondiale, d'encourager l'ouverture de nouveaux marchés à l'étranger (d'où l'importance des accords économiques), d'améliorer la compétitivité étatsunienne, etc. Cette «nouvelle» place accordée à l'économie en tant qu'impératif de sécurité nationale¹⁶² démontre, pour certains analystes tels que William G. Hyland (du *Strategic Studies Institute, US Army War College*), que les préoccupations économiques remplacent désormais les préoccupations géopolitiques¹⁶³. Cette constatation se confirme dans la stratégie de sécurité nationale («*Our economic and security interests are increasingly inseparable*»¹⁶⁴) et même dans les propos de Clinton durant sa campagne électorale: «*In this new era, our first foreign priority and our domestic priority are one and the same: reviving our economy*»¹⁶⁵. Même son de cloche venant de son négociateur commercial d'alors: «*The days when we could subordinate our economic interests to foreign policy or defense concerns are long past*»¹⁶⁶. Enfin, le troisième objectif, la promotion de la démocratie se réalisera, par exemple, en soutenant le processus d'élection libre, en favorisant une transition sans heurt vers la démocratie des pays de l'ancienne Union soviétique, etc.

¹⁶¹ William J. Clinton, [A National Security Strategy of Engagement and Enlargement](http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm), <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁶² Il est intéressant de noter **la position de l'Armée E.-U. sur cette question**: «*The final danger is the failure to see our national security interests in a way that adequately incorporates economic concerns. As the world grows smaller economically, economic concerns are no longer simply a domestic issue, but a national security issue as well*» Togo D. West Jr. and General Gordon R. Sullivan, [Statement of the Posture of the United States Army Fiscal Year 1995](#), Washington D.C., Office of the Chief of Staff, United States Army, 1994, p.15 (cité par David Pendery, *loc. cit.*).

¹⁶³ William G. Hyland, [Nature of the Post-cold War World, Report on the World in the year 2000: Reexamining National Strategy](http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs93e/nature/nature.htm), Carlisle Barracks PA, Strategic Studies Institute of the US Army War College, 1993, <http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs93e/nature/nature.htm>

¹⁶⁴ William J. Clinton, [A National Security Strategy of Engagement and Enlargement](http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm), <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁶⁵ Cité par William G. Hyland, *op. cit.*

¹⁶⁶ Cité par *Ibid.*

Cette stratégie de sécurité nationale repose sur plusieurs prémisses épistémologiques et normatives. D'abord, elle se fonde sur la thèse néo-kantienne de la «paix démocratique»¹⁶⁷, i.e. l'idée selon laquelle des États démocratiques ne sont pas enclins à entrer en guerre les uns contre les autres (cette idée n'est pas nouvelle en politique étatsunienne). De plus, dans la vision de l'administration, les États seront plus disposés à l'économie de marché et pourront être de potentiels partenaires économiques fiables tel que le formule la NSS¹⁶⁸: «*Democracies create free markets that offer economic opportunity, make for more reliable trading partners and are far less likely to wage war on one another*»¹⁶⁹. Par conséquent, cette stratégie, dite «stratégie de démocratisation» par Robert Dorff¹⁷⁰ (professeur invité au USAWC menant une recherche pour le compte du *National Strategy Information Center* sur le phénomène du *global ungovernability*), se fonde sur l'idée que seule la propagation de la démocratie et du libre marché garantira la sécurité et la prospérité des États-Unis ainsi que la stabilité mondiale:

«Our efforts to help build more democracies will make us all more secure, more prosperous, and more successful, as we try to make this era of terrific change our friend and not our enemy»¹⁷¹.

Cette stratégie repose sur une autre prémisse: seuls les États-Unis sont aptes à pouvoir garantir la «stabilité» planétaire en raison d'une force militaire inégalée, d'une économie dynamique, de valeurs et d'idéaux universellement partagés («*[t]he United States remains the world's most powerful force for peace, prosperity and universal values of democracy and freedom*»¹⁷²). Conséquemment, cette stratégie mise sur le leadership étatsunien. L'absence de ce leadership engendrerait, selon la Maison Blanche, un monde plus dangereux: «*Without our active leadership and engagement*

¹⁶⁷ Une conception théorique qui vient de Michael W. Doyle (Michael W. Doyle, *Ways of War and Peace: Realism, Liberalism and Socialism*, New York, WW Northon and Co., 1997 et Michael W. Doyle et John G. Ikenberry *éd.*, Boulder (Colorado), West View Press, 1997).

¹⁶⁸ Nous utiliserons ce sigle pour désigner la stratégie de sécurité nationale.

¹⁶⁹ William J Clinton, *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁷⁰ Robert H. Dorff, «Democratization and Failed States: The Challenge of Ungovernability», *Parameters*, (Summer 1997), <http://carlisle-www.army.mil/usawc/parameters/96summer/dorff.htm>

¹⁷¹ President Clinton, UN General Assembly, september 26, 1994, <http://www.whitehouse.gov/WH/Publications/html/briefs/v-4html>

¹⁷² National Security Council, *National Security Strategy Report: Preface*, <http://www.whitehouse.gov/WH/EOP/NSC/html/documents/nssrprf.html>

abroad, threats will fester and our opportunities will narrow»¹⁷³ (Une position isolationniste est à exclure). De toute façon, les États-Unis ont tout intérêt à exercer un leadership car ils sont les seuls à posséder des intérêts à travers le monde («*United States is the only country with truly global interests and a full range of global assets -military, economic and political*»¹⁷⁴).

Pour être efficace, ce leadership devra s'exercer de manière sélective, unilatérale ou multilatérale, avec les moyens appropriés (soit militaires ou non militaires) et en recourant à la «diplomatie préventive». Bref, le leadership étatsunien se traduira, selon le cas, **par l'action isolée des États-Unis** («*[a]t other times we must harness our diplomatic, military and economic strengths to shape a favorable international environment outside any formal structures*»¹⁷⁵); **par l'élaboration, sous le leadership étatsunien, de systèmes régionaux et internationaux de sécurité** («*[a] central thrust of our strategy of engagement is to sustain and adapt the security relationships we have with key nations around the world*»¹⁷⁶); ou **par l'application d'une approche spécifique à chaque région du globe**, aucune n'étant comparable au plan militaire, politique, géographique, économique («*Our policy toward each of the world's regions reflects our overall strategy tailored to their unique challenges and opportunities*»¹⁷⁷).

D'après la NSS, le leadership étatsunien ne signifie aucunement que les États-Unis vont agir en gendarme mondial, mais plutôt que ce leadership est indispensable pour la stabilité planétaire et l'avancement des intérêts politiques et économiques étatsuniens:

«We are not the world's policeman, but as the world's premier economic and military power, and with the strength of our democratic values, U.S. engagement is indispensable to the forging of stable political relations and open trade to advance our interests»¹⁷⁸.

¹⁷³ William J. Clinton, A National Security Strategy of Engagement and Enlargement, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm> et William S. Cohen, Annual Defense Report to the President and Congress, 1998, chapitre 1, <http://www.dtic.mil/execsec/adr98/index.html>

¹⁷⁴ William J. Perry, Annual Defense Report, 1996.

¹⁷⁵ William J. Clinton, A National Security Strategy for A New Century, <http://www.fas.org/man/docs/strategy97.htm>

¹⁷⁶ William J. Clinton, A National Security Strategy of Engagement and Enlargement, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁷⁷ Ibid.

¹⁷⁸ Ibid.

Déjà en 1993, Lake souligne que les États-Unis se garderont de remplir leur «mission stratégique», contrairement à l'usage de bien d'autres nations, en ayant recours à la force: «*We do not seek to expand the reach of our institutions by force, subversion or repression*»¹⁷⁹. Lake précisera en 1996 que ce leadership consiste dans la gestion et l'anticipation des problèmes:

«To lead effectively, our nation must do two things at once. First is the business of managing crises as they arise. [...] Second, anticipating problems we will face down the road... making investments that will pay greater benefits -or prevent greater costs- in the future»¹⁸⁰.

Or, pour certains observateurs, cette conception du leadership étatsunien, loin d'être limitative, laisse la porte ouverte à un interventionnisme de tous crins. Pour Michael T. Klare, depuis l'époque du Viêt-Nam, aucun président n'a élaboré une politique aussi ambitieuse et d'une portée aussi grande comme le démontre cette déclaration de Clinton, le 26 Février 1999:

«It's easy... to say that we really have no interests in who lives in this or that valley of Bosnia, or who owns a strip of bushland in the Horn of Africa, or some piece of parched earth by the Jordan River. But the true measure of our interests lies not in how small or distant these places are, or in whether we have trouble pronouncing their names. The question we must ask is, what are the consequences to our security of letting conflicts fester and spread. We cannot, indeed, we should not, do everything or be everywhere. **But where our values and our interests are at stake, and where we can make a difference, we must be prepared to do so**»¹⁸¹.

Enfin, la NSS se fonde sur la prémisse selon laquelle l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur tendent à se confondre, la distinction entre les problèmes externes et internes étant de moins de moins claire; d'où, une similarité grandissante entre la politique domestique et la politique étrangère étatsuniennes: «*The NSS is premised on a belief that the line between our domestic and foreign policies is*

¹⁷⁹ Anthony Lake cité par Noam Chomsky, «The Clinton Vision».

¹⁸⁰ Antony Lake, «Laying the Foundations for a New American Century», Remarks at Fletcher School of Law and Diplomacy, The White House Office of the Press Secretary, avril 25, 1996.

¹⁸¹ Michael T. Klare, «The Clinton Doctrine», The Nation, (avril 1999), <http://www.thenation.com/issue/990419/0419klare.shtml>

disappearing...»¹⁸². Ainsi les problèmes d'un pays d'ordre économique (ex.: la crise du peso au Mexique) ou politique (ex.: le coup d'État en Haïti et l'instabilité politique qui s'ensuivit) peuvent affecter directement la sécurité et les intérêts étatsuniens par un effet de débordement (*spillover effects*):

«Because problems that start beyond our borders can now much more easily become problems within them, American leadership and engagement in the world has never been more important»¹⁸³.

Dans cette perspective, les méthodes employées pour remédier aux problèmes externes peuvent servir à résoudre les problèmes internes et vice versa. Il n'est pas surprenant alors d'apprendre que, dans les académies militaires étatsuniennes, on étudie autant l'intervention policière et militaire lors des émeutes de Los Angeles que celle de l'armée brésilienne dans les favelas de Rio¹⁸⁴. Et, selon Maurice Najman, ce serait le patron du Centre d'urgence de Los Angeles qui entraîna les *marines* au maniement des armes non létales avant leur débarquement en Somalie¹⁸⁵. Pour Washington, «le maintien de l'ordre est désormais un continuum: local, international et national»¹⁸⁶.

Par engagement, il est donc entendu que les États-Unis interviendront de façon à prévenir, empêcher (*deter*) ou défendre leurs intérêts contre toute «agression» ou tout élément dit déstabilisateur pouvant compromettre la démocratie et le libre marché dans le monde. Par agression ou déstabilisation, on entend celles venant d'ennemis anti-démocratiques, venant de pays incapables d'implanter la démocratie ou l'économie de marché, de groupes armés intra-étatiques mobilisés par une haine viscérale envers le régime au pouvoir, etc. C'est une stratégie qui accorde une place centrale aux dangers régionaux et, conséquemment, à la guerre régionale (*regional warfare*). Cette préoccupation centrale de l'équipe Clinton lors de son premier mandat (le *Bottom up Review* a mis l'accent sur le traitement des conflits régionaux) est en continuité avec celle des années du président Bush. Son secrétaire à la défense Richard Cheney dira en 1993:

¹⁸² William J. Clinton, *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁸³ *Ibid.*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁸⁴ Maurice Najman, *loc. cit.*, p.5.

¹⁸⁵ Un autre exemple de cette interpénétrabilité des frontières est celui de la *10th Mountain Division*. Cette division militaire fut déployée en Floride pour l'opération *Andrew Relief* et également déployée en Somalie pour l'opération *Restore Hope* (S.L. Arnold et David T. Stahl, «A Power Projection Army in Operations Other Than War», *Parameters*, vol. 23 (Hiver 1993-1994), p.4).

¹⁸⁶ *Ibid.*, p.5.

«The focus of the new security strategy is on meeting regional threats and challenges and on shaping the international security environment in ways that help to preclude the rise of hostile nondemocratic powers aspiring to regional hegemony»¹⁸⁷.

En 1997, lors du deuxième mandat de l'administration Clinton, on retrouve la même préoccupation dans la NSS, *A National Security Strategy for A New Century*:

«We seek a world in which no critical region is dominated by a power hostile to the United States and regions of greatest importance to the US are stable and at peace»¹⁸⁸.

Sommairement, cette vision stratégique de l'administration Clinton entend que la meilleure façon de maintenir la stabilité dans les régions d'importance stratégique pour les États-Unis, c'est de combattre l'instabilité là où elle est significative:

«The United States recognizes that we have a special responsibility that goes along with being a great power and, at times, our global interests and ideals lead us to oppose those who would endanger the survival or well-being of their peaceful neighbours»¹⁸⁹.

Pour Michael T. Klare, là réside l'essentiel de ce qui peut être appelé la doctrine Clinton, c'est-à-dire:

«[t]he proposition that the best way to maintain stability in the areas that truly matter to the United States (like Western Europe) is to combat instability in other areas, however insignificant it may seem, before it can intensify and spread»¹⁹⁰.

De là, une préoccupation grandissante pour de «nouveaux phénomènes» tels que celui des *failed states* (ex.: Haïti) et un intérêt de plus en plus poussé pour les opérations autres que la guerre, opérations spécifiquement conçues pour répondre à ces types de phénomènes à l'origine de l'«instabilité régionale». Les *failed states* sont des États dont les problèmes internes menacent leur stabilité tant politique qu'économique, des États qui, ultimement, ne seront pas capables de demeurer des

¹⁸⁷ Richard Cheney, *Annual Report to the President and Congress*, Washington D.C., GPO, 1993, p.19 (cité par David Pendery, *loc. cit.*).

¹⁸⁸ William J. Clinton, *A National Security Strategy for A New Century*, chapitre 1, <http://www.fas.org/man/docs/strategy97.htm>

¹⁸⁹ William J. Clinton, *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

¹⁹⁰ Michael T. Klare, «The Clinton Doctrine».

membres de la communauté internationale¹⁹¹. Ce problème est considéré de plus en plus important pour la sécurité des États-Unis. Parmi la liste des *failed states*, on retrouve: l'ex-Zaïre, Haïti, la Somalie, le Liban, l'ex-URSS, le Soudan, l'ex-Yougoslavie, etc.¹⁹² Différentes agences étudient le problème. La CIA possède son *Task Force on failed states*¹⁹³ et l'AID semble grandement préoccupée par ce problème comme en témoigne avec éloquence son directeur:

«One growing threat comes from the **failure of nations**. This threat emerges from persistence of destabilizing conditions and weak governance. Consider for a moment: When the United States fought communism in Korea and Vietnam, when we created NATO as a bulwark in Europe and checked Soviet adventurism in Africa and Asia, what precisely did we fear? The answer is not really simple, but it was and is persuasive. We feared the loss of our freedom. We feared the loss of our markets and the loss of influence. We feared the possibility that even if unconquered, America might be surrounded by hostile forces. And we feared a moral defeat, the defeat of the human spirit, the defeat of our special value system. So now, with communism dead, and Gorbachev giving lectures, let's ask a few questions: If nations fall to homegrown warlords, is that any less a setback for international stability? If our markets vanish from civil war instead of collectivization, does that limit our economic potential any more? If ethnique cleansing takes the place of the Gulag are the standards of international politics any less violated? If tribal machetes take a million lives in Rwanda, is that less a defeat for the human spirit than the million deaths from artillery and starvation on the front lines of the Cold War in Afghanistan? [...] [n]ational security policy today entails more than a defense against missile attack. It involves more than ideological competition. National security policy today must begin with a simple truth; if people elsewhere are destabilizing their regions, flowing across borders as refugees, creating human and environmental catastrophes, then American interests are at risk or will soon be at risk»¹⁹⁴.

¹⁹¹ Robert H. Dorff, *loc. cit.*, p.18.

¹⁹² *Ibid.*, p.18.

¹⁹³ Voir à ce sujet les déclarations du directeur de l'USAID, J. Brian Atwood, lors d'une conférence donnée en 1995 à l'Université de Maryland à l'adresse internet suivante: <http://wwics.si.edu/PROGRAMS/DIS/ECS/report2/officdoc.htm>

¹⁹⁴ *Ibid.*

4.3 La stratégie militaire nationale

Afin de répondre aux nouveaux dangers et à l'impératif d'engagement et d'élargissement de la stratégie de sécurité nationale de l'équipe Clinton, la stratégie militaire nationale de l'establishment militaire apparaît en 1995: *National Military Strategy of the United States of America: A Strategy of Flexible and Selective Engagement* 195. Un désaccord entre les différents spécialistes et stratèges militaires sur la nature de la menace¹⁹⁶ se constate dans les différentes publications et donne lieu à une certaine confusion. Néanmoins, la stratégie militaire nationale (NMS) établit quatre catégories de menaces auxquelles pourraient faire face les États-Unis: **1) l'instabilité régionale** (conflits internes, régimes parias, etc.); **2) les menaces dites asymétriques** (des acteurs non-étatiques qui pourraient avoir recours à des moyens «asymétriques» tels que des armes de destruction massive ou le terrorisme pour affronter directement ou indirectement les États-Unis); **3) les dangers transnationaux** (tels que la propagation de maladies, les organisations criminelles transnationales (mafias de la drogue, criminalité financière...), flux de réfugiés, etc.); **4) enfin les dangers menaçant la démocratie et les réformes** en Russie, en Europe de l'Est et ailleurs dans le monde. Ces menaces sont considérées comme pouvant être militaires ou non:

«[w]e also face risks that are not solely military in nature. An emerging class of transnational environmental and natural resource issues, and rapid population growth and refugee flows, are increasingly affecting international stability and consequently will present new challenges to U.S. strategy»¹⁹⁷.

À cet effet, la NMS présente des solutions militaires et non-militaires (ex.: contrôle des armes, opérations de paix, etc.). Toutes ces menaces, certaines dites non-traditionnelles, ont quelque chose en commun: pour la NMS, elles peuvent compromettre la démocratie et le libre marché, i.e. la stabilité dans le monde.

Pour des critiques de la gauche de la politique de défense de l'administration Clinton, tels Michael T. Klare, en l'absence d'une menace comparable à celle de

¹⁹⁵ Et, en 1997, apparaît la deuxième édition de la NMS: *Shape, Respond and Prepare Now - A Military Strategy for a New Era*. On y retrouve passablement le même contenu.

¹⁹⁶ Les uns désignent la Russie et la Chine, les autres estiment que le danger réside dans les «régimes parias» (Iran, Irak, Corée du Nord); pour d'autres, ce sont les conflits ethniques et religieux ou des forces non-étatiques qui pourraient avoir recours à des moyens asymétriques, etc.

¹⁹⁷ William J. Clinton, [A National Security Strategy of Engagement and Enlargement](http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm), <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

l'Union Soviétique, les stratèges chercheraient à identifier un ennemi assez puissant et crédible pour légitimer l'obtention de crédits militaires importants et justifier la recherche et le développement de nouvelles stratégies et tactiques militaires et de nouveaux systèmes d'armements. Or, la plupart des armes dont disposeraient les États potentiellement dangereux pour les États-Unis, seraient technologiquement dépassées:

Auparavant, tout était simple: les forces américaines devaient se préparer à un combat de Titan contre le déferlement des armées du pacte de Varsovie sur les plaines d'Europe. La dissolution du pacte a obligé Washington à envisager de nouveaux scénarios. Mais les tactiques enseignées dans les écoles de guerre étant difficilement dissociables des postulats stratégiques d'ensemble, l'absence d'adversaire désigné complique toute planification militaire. Elle complique l'obtention des fonds requis par le Pentagone. Voté par le Congrès, le budget des forces armées doit, chaque année, pouvoir être justifié par la présence ou par la perspective d'une menace¹⁹⁸.

Face à ces dangers proclamés, la NMS aura pour objectif la **promotion de la stabilité** par la coopération régionale en matière de sécurité et la **mise en échec de toute agression** (*thwarting aggression*) grâce à une force de dissuasion crédible et robuste. Afin d'atteindre ces deux objectifs, les forces armées devront accomplir trois types de tâches selon l'ex-Chairman of the Joint Chiefs of Staff, John Shalikashvili: «*peacetime engagement, deterrence and conflict prevention, and fighting and winning our Nation's wars*»¹⁹⁹.

La première tâche, *peacetime engagement*, est décrite comme incluant «*military-to-military contacts, nation assistance, security assistance, humanitarian operations, counterdrug and counterterrorism, and peacekeeping*»²⁰⁰. **Deterrence and conflict prevention** comprend «*nuclear deterrence, regional alliances, crises response, arms control, confidence-building measures, noncombatant evacuation operations, sanctions enforcement, peace enforcement*». Et, enfin, la dernière tâche, *fighting and winning our Nation's wars* consiste en:

¹⁹⁸ Michael T. Klare, «La nouvelle stratégie militaire des États-Unis», Le Monde diplomatique, novembre 1997, p.4.

¹⁹⁹ CJCS John Shalikashvili, National Military Strategy of the United States of America: A Strategy of Flexible and Selective Engagement, Washington D.C., GPO, 1995, p.i.

²⁰⁰ Ibid., p.ii.

[«c]lear objectives, decisive force, wartime power projection, fight combined and joint, win the information war, counter weapons of mass destruction, two regional contingency focus, force generation, win the peace»²⁰¹.

Ces tâches seront facilitées par une **présence temporaire ou permanente à l'étranger** et par une capacité de **projection de pouvoir** (*power projection*). La NMS compte mettre l'accent sur le *peacetime engagement* et le *deterrence and conflict prevention* afin d'empêcher l'inflation des situations conflictuelles²⁰²; ces tâches exigent le recours aux opérations autres que la guerre. De plus, les forces armées étatsuniennes étant perçues comme étant critiques pour le succès de la NSS²⁰³, elles devront, en plus d'être capables de combattre deux conflits majeurs simultanés, être en mesure d'affronter une variété de menaces. Elles seront donc appelées à exécuter une variété de missions; dans les mots de Collin Powell, «*to deal with such a wide range of possibilities, our armed forces must be capable of accomplishing a wide range of missions*»²⁰⁴. Un grand nombre de ces missions relève des OOTW.

En 1997, en concordance avec la *National Security Strategy for A New Century* du gouvernement Clinton, l'establishment militaire publie: *Shape, Respond, Prepare Now: A Military Strategy for a New Era*. Cette NMS contient les mêmes objectifs et fondements que la première («*promote peace and stability and when necessary to defeat adversaries*»²⁰⁵), mais l'approche de l'establishment militaire y est définie plus en détail. Ainsi, il s'agit dorénavant de façonner, répondre et se préparer en vue d'un futur incertain:

²⁰¹ *Ibid.*, p.8-16.

²⁰² «*Keep potential dangers to our security from becoming full-blown threats. It is perhaps our most important tool for protecting American interests from the special dangers that characterize the post-Cold War era*» (William J. Perry, *Annual Defense Report*, 1996).

²⁰³ «*More than anything else, our armed forces guarantee our security and our global influence. They are the backbone of our diplomacy. They ensure our credibility... Time and again, the American military has demonstrated its extraordinary skills. As I pledged from the beginning of our administration, the United States will have the best-equipped, best-trained, best-prepared military in the world. We are keeping that promise every day. Our forces are ready to fight*» (President Clinton, *Veterans of Foreign Wars*, March 6, 1995, <http://www.whitehouse.gov/WH/Publications/html/briefs/v-3.html>)

²⁰⁴ John Jandora, «*Threat Parameters for Operations Other Than War*», *Parameters*, vol. 25, Spring 1995, p.55.

²⁰⁵ John Shalikashvili, *National Military Strategy of the United States of America: Shape, Respond, Prepare Now: A Military Strategy for a New Era*, Washington D.C., GPO, <http://www.dtic.mil/jcs/core/nms.html>

«**shape** the international environment and create the conditions favorable to US interests and global security through deterrence, peacetime engagement, active participation and leadership in alliances; **respond** to the full spectrum of crises in order to protect our national interests across the full range of military operations, from humanitarian assistance to fighting and winning major theater wars; and **prepare** now for an uncertain future; it is imperative that the US maintain the military superiority essential to our global leadership»²⁰⁶.

Les forces armées sont appelées à accomplir les mêmes tâches, à garder la même position doctrinale et par conséquent à faire un usage des OOTW.

Cet aperçu de la stratégie de sécurité nationale²⁰⁷ et de la stratégie militaire nationale de l'administration Clinton permet de constater que la politique étatsunienne prévoit un usage de plus en plus étendu des OOTW et tout particulièrement des «opérations de paix» (*peace operations*), une catégorie d'OOTW. Les OOTW apparaissent comme un des moyens propices à la réalisation de la stratégie de démocratisation de l'administration Clinton, un constat partagé par David Jablonkdy et Robert H. Dorff²⁰⁸, comme nous pourrions le vérifier.

4.4 L'émergence de la théorie des opérations autres que la guerre

La théorie des opérations autres que la guerre apparaît pour la première fois en 1993 dans le *Field Manual (FM) 100-5: Operations* ²⁰⁹ (dont une révision de 1998 existe, mais reste inaccessible au public). Il s'agit d'une doctrine conçue pour l'emploi de ce qui est appelé «*full-dimensional operations*»²¹⁰, une doctrine conférant

²⁰⁶ Ibid.

²⁰⁷ Les pages de 8-10 de la *Nation Security Strategy of Enlargement and Engagement* sur le contre-terrorisme, la lutte anti-drogue et d'autres missions (ex.: opérations de paix) concerneraient particulièrement les OOTW (d'après une bibliographie sélective compilée par Virginia Shope, U.S. Army War College Library, Carlisle Barracks PA, <http://carlisle-www.army.mil/library/bibs/ootw.htm>)

²⁰⁸ David Jablonkdy, loc. cit., p.26 et Robert H. Dorff, loc. cit.

²⁰⁹ Tel qu'énoncé dans le FM 100-5: «*FM 100-5 is the Army's keystone warfighting doctrine [...]. It describes how we think about the conduct of campaigns, major operations, battles, engagements, and operations other than war. It addresses fundamentals of a force-projection army with forward-deployed forces*» (Department of the Army, Field Manual (FM) 100-5: Operations, Washington D.C., Department of the Army, 1993, p.iv).

²¹⁰ i.e.: «*employing all means available to accomplish any given mission decisively and at the least cost - across the full range of possible operations in war and operations other than war*» (Ibid., p.1-3).

à l'armée E.-U. un rôle de projection de la force (*force projection*) plutôt qu'un rôle défensif (*forward defense*)²¹¹. D'après le FM 100-5:

«The Army is likely at any time to be involved in contingency operations at home and abroad. Force projection replaces forward defense as a more likely employment of Army elements. Doctrine has to accommodate that reality».

Le FM 100-5 tente d'établir les fondements d'une approche dite «versatile», la versatilité (*versatility*) des forces armées étant perçue comme un prérequis essentiel dans le contexte actuel d'extrême incertitude. Par versatilité, la doctrine entend l'habilité à être multifonctionnel - par opposition à unifonctionnel - à exécuter une variété de missions couvrant toute l'échelle des conflits, «*across the entire spectrum of conflict*»²¹². Le FM 100-5, comparant le boxeur (unidisciplinaire) au décathlonien (multidisciplinaire), annonce que l'Armée devra être comme ce dernier: «*The Army, like a decathlete, is capable of rapid realignment and refocus on widely divergent missions because of discipline and training*»²¹³. Ceci signifie, entre autres, que l'Armée E.-U. dont le rôle premier est de combattre et de gagner les guerres, doit aussi désormais être capable de mener des OOTW²¹⁴. D'après John B. Hunt (un des auteurs de la version 1990 du *FM 100-20: Military Operations in Low-Intensity Conflict* et de la version 1996 du *FM 100-20: Stability and Support Operations*²¹⁵), en cette ère post-guerre froide, les États-Unis devront savoir jauger l'à-propos de la guerre et des OOTW:

«We must strike a balance between the probability of OOTW and the potential cost of war and prepare for both [...]. Future war will almost certainly be some amalgamation of wars of attrition and annihilation with OOTW's political-informational methods»²¹⁶.

Dans le FM 100-5, la place réservée aux OOTW est mince. Un chapitre explique brièvement en quoi consistent ces opérations. Le FM 100-5 ne fait que reconnaître la

²¹¹ *Ibid.*, p.1-2.

²¹² Steven P. Schook, «Paying the Price for Versatility», *Military Review*, vol. LXXVII, n°5 (septembre.-octobre 1997), p.19.

²¹³ FM 100-5, p.2-9.

²¹⁴ «*The prime focus of the Army is warfighting, yet the Army's frequent role in operations other than war is critical*» (*Ibid.*, p.v).

²¹⁵ Selon le *Military Review*.

²¹⁶ John B. Hunt, «OOTW: A Concept in Flux», *Military Review*, vol. LXXVI, n°5 (septembre.-octobre 1996), <http://www.cgsc.army.mil/milrev/english/sepoct96/hunt.htm>

responsabilité de l'Armée dans les OOTW sans toutefois en expliquer le contexte, les buts et les méthodes. Un autre document important publié en 1995, le *Joint Publications (JP) 3-07: Joint Doctrine for Military Operations Other Than War*, n'apporte pas plus d'éclaircissement sur le sujet²¹⁷. Malgré l'existence de ces deux publications clés officielles, la théorie des OOTW est toujours en développement et source de nombreux débats au sein des instances militaires (débats sur sa définition, sur le rôle de l'Armée dans ce genre d'opérations, sur la pertinence de ces OOTW, sur la catégorisation de la guerre et des OOTW, sur les questions d'éthique reliées à ce type d'opérations, sur le fait que ces opérations n'ont pas lieu dans des endroits d'importance stratégique, etc.)²¹⁸. Certains militaires fidèles à la conception clausewitzienne de la guerre pour qui l'Armée devrait se limiter à exercer exclusivement un rôle conventionnel, acceptent encore difficilement de mener ce genre d'opérations. Le concept des OOTW ne fait donc pas l'unanimité au sein de l'Armée E.-U: «... just as the Army would not accept the OOTW concept in Vietnam, the institutional Army is not eager to embrace it now»²¹⁹.

4.5 Des opérations non-traditionnelles

Les deux documents militaires officiels (FM 100-5, le JP 3-07) tout comme de nombreux stratèges et militaires affirment que la théorie des OOTW n'a rien de nouveau. Elle s'inscrirait dans le courant de la théorie anti-révolutionnaire, appelée aussi théorie des opérations non traditionnelles, succédant aux théories de la COIN et du LIC. D'après John B. Hunt, l'ancêtre de la théorie des OOTW serait la théorie du LIC²²⁰. Le *Joint Low-Intensity Conflict Project Final Report (JLICP)* et le *Field Manual (FM) 100-20: Military Operations in Low-Intensity Conflict*, les deux guides doctrinaux fondamentaux du LIC, auraient servi de base à l'élaboration du FM 100-5 et du JP 3-07. En comparant le contenu du JLICP et du FM 100-20 avec celui du JP 3-07 et du FM 100-5, on remarque que certaines parties de la théorie du LIC ont été incorporées à la théorie des OOTW. Mais l'essentiel de la théorie du LIC n'apparaît pas dans la théorie des OOTW. À titre d'exemple, une version modifiée du FM 100-20 existerait et porterait le nom de *Stability and Support Operations*²²¹ (nom que

²¹⁷ «Although the publication is substantively correct, anyone who does not understand OOTW before reading it will not be better off after it» (*Ibid.*, p.3).

²¹⁸ Certains titres d'articles de périodiques montrent l'ampleur du débat: «Warfighting and peace ops: Do real soldiers do MOOTW?»; «Would you shoot at citizens? A survey about increasing use of the U.S. military for missions other than war»; «War and OOTW: Philosophical foundations», «It's not nice and neat (today's nontraditional military operations)»; etc.

²¹⁹ John B. Hunt, *loc. cit.*

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ Ce Manuel est actuellement inaccessible au public.

porteront bientôt les OOTW selon certains analystes), mais cette version serait vidée de toutes les réthoriques de guerre froide, de toute l'analyse des conflits «révolutionnaires». Autre exemple, les cas d'OOTW mentionnés dans le JP 3-07 ou dans certains périodiques militaires sont souvent des cas du LIC (ex.: les manoeuvres militaires conjointes ayant eu lieu au Honduras durant les années 80²²²), mais sans mention des impératifs du LIC tels que l'impératif politique, i.e. entraîner un changement de comportement ou d'attitude chez l'ennemi. En fait, pour John W. Jandora (un analyste du *U.S. Special Operations Command*), ce qu'il y a de nouveau en matière d'OOTW aujourd'hui, ce sont leur fréquence et les nombreuses formes qu'elles ont prises²²³. Depuis 1989, l'implication des États-Unis dans ce type d'opérations aurait augmenté considérablement. D'après Anthony Lake, depuis la Guerre du Golfe, les forces militaires étatsuniennes ont été impliquées dans près de 40 «incidents» (*contingencies*) nécessitant le recours aux OOTW²²⁴.

4.6 Une définition manquante

De toute évidence, la théorie des OOTW s'inscrit dans la continuité du courant théorique des activités militaires dites non traditionnelles. Pourtant, l'establishment militaire ne s'entend pas sur une définition des OOTW, ni même sur les buts recherchés, le rôle du militaire dans de telles opérations ou sur les techniques requises. Comme pour son prédécesseur, le concept du LIC²²⁵, le concept des OOTW demeure ambigu et confus. Selon Hunt: «the concept has never reached maturity and remains confusing and unsettled»²²⁶. Même son nom est l'objet de dissension, différentes instances militaires utilisant diverses appellations (ex.: *Smaller-scale contingency (SSC)* dans le cas du *Quadrennial Review*), *full-spectrum dominance* pour le *Joint Vision 2010*, *military operations on urban terrain (MOUT)*, etc.). Certaines personnes au sein des instances militaires parlent même de la probable disparition du terme OOTW dans un avenir prochain, celui-ci pourrait être remplacé par le terme «*stability and support operations*» ou «*peace operations*». Pour John B. Hunt, aucun concept adéquat ni aucune doctrine d'OOTW satisfaisante n'existeraient à ce jour: «*As yet, the Army has no valid OOTW concept and no*

²²² JP 3-07, p.I-4.

²²³ John Jandora, *loc. cit.*, p.57.

²²⁴ Anthony Lake, Commencement Address, National Defense University, June 12, 1996, <http://www.whitehouse.gov/WH/EOP/NSC/html/speeches/lakendu.html>

²²⁵ La définition du LIC étant délibérément ambiguë et large afin d'englober toute une variété de phénomènes, i.e. une sorte de *catch-all container*.

²²⁶ John B. Hunt, *loc. cit.*, p.1.

satisfactory OOTW doctrine»²²⁷. Ce manque de consensus et de vision conceptuelle cohérente se constatent également dans le fait que l'on retrouve des parties de la doctrine des OOTW dans d'autres manuels militaires²²⁸ qui eux-mêmes souffrent de l'absence d'un concept d'OOTW unifié.

Ainsi, étant donné les nombreuses polémiques entourant cette théorie, peut-on comprendre qu'aucune définition des OOTW ne soit proposée par le JP 3-07 et le FM 100-5, contrairement au concept du LIC dont une définition avait été adoptée et exposée dans le *JLICP* et le *FM 100-20* (même si le débat sur sa définition n'a jamais été conclu). Seule une explication est fournie: les OOTW ou MOOTW²²⁹ comprendraient toutes les opérations militaires autres que la guerre, i.e. «*OOTW encompass the use of military capabilities across the range of military operations short of war*»²³⁰. Cette explication n'est pas des plus éclairantes. On peut en déduire que ce terme décrit davantage des opérations qu'une situation spécifique ou un environnement. LIC, en revanche, décrivait à la fois des opérations (tout un ensemble varié d'opérations militaires et non-militaires), un type de situation politico-militaire (une confrontation politico-militaire de longue durée entre des États, des groupes), un environnement particulier (les conflits se situant plutôt dans le bas de l'échelle des conflits et généralement localisés dans le Tiers-Monde) et un enjeu («*these forms of aggression will remain the most likely and the most enduring threats to our security*»²³¹, dit Caspar Weinberger des conflits de faible intensité). Pour certains spécialistes, comme John B. Hunt et Steven P. Schook, cette omission d'une définition claire des OOTW est à l'origine de l'errement doctrinal actuel en matière d'OOTW²³².

4.7 Des opérations d'une grande variété couvrant un large éventail d'environnements

²²⁷ *Ibid.*, p.1.

²²⁸ *FM 100-19: Domestic Support Operations; FM 100-23: Peace Operations; FM 100-23-1: Foreign disaster assistance; FM 100-20: Stability and Support Operations; FM 41-10: Civil Affairs Operations; etc.*

²²⁹ Ces opérations portent aussi le nom de Military Operations Other Than War (MOOTW), communément apellées «mootwah» (Tamar A., Mehuron, «Other Than War», *Air Force Magazine*, (été 1997, <http://www.afa.org/magazine/chart/o399chart.html>). Le FM 100-5 parle d'OOTW, tandis que le JP 3-07 parle de MOOTW.

²³⁰ JP 3-07, p.vii; et Department of defense, *DOD Dictionary of Military and Associated Terms (JP) 1-02*, 1999, <http://www.dtic.mil:80/doctrine/pubstat102.htm>

²³¹ Michael T. Klare et Peter Kornbluh, *op. cit.*, p. 4

²³² John B. Hunt, *Ibid.*; et Steven P. Schook, *loc. cit.*, p.20.

Malgré cette omission d'une définition plus détaillée, il reste possible de dégager quelques éléments nous permettant de cerner l'essentiel du concept des OOTW. D'abord, ce sont des opérations considérées comme non-traditionnelles employables pour compléter tout autre instrument du pouvoir national avant, pendant ou après une guerre²³³. Elles couvrent un large éventail d'opérations allant d'«opérations en temps de paix» (*peacetime operations*) telles que l'assistance aux autorités civiles (étatsuniennes ou étrangères), aux opérations de combat de courte durée en passant par des opérations post-conflit. Illustrent cette diversité des exemples d'OOTW tels que l'opération *Just Cause* au Panama (1989)²³⁴, *Provide Comfort* en Irak (1991), *Andrew Relief* en Floride (1992), *Restore Hope* en Somalie (1992), *Garden Plot* (concernant les émeutes de Los Angeles (1992)), *Uphold Democracy* en Haïti (1992).

Généralement de longue durée et susceptibles de changer de direction en cours de route, les OOTW ont lieu dans deux des trois «environnements stratégiques» (*strategic environment*) du continuum opérationnel défini par la doctrine du FM 100-5:

1) en temps de paix où l'objectif est de promouvoir la paix grâce, entre autres, à la lutte contre le narcotrafic, à l'aide d'urgence, au soutien civil, au *peace-building*, au *nation assistance*, etc.;

2) en temps de conflit, caractérisé par «[...] *hostilities to secure strategic objectives*»²³⁵. Ici, les objectifs sont de prévenir et de résoudre les conflits grâce aux attaques et raids, au *peace enforcement*, au soutien aux insurrections, au combat contre le terrorisme, au *peacekeeping*, etc.

Le dernier environnement ne concerne pas les OOTW. Il s'agit de **la guerre** dont l'objectif consiste à combattre et gagner par des opérations de combat, des attaques, etc.. Ces trois situations (de paix, de conflit ou de guerre) peuvent arriver en même temps. De la sorte, les OOTW peuvent se produire dans une variété d'environnements²³⁶. La presque totalité des OOTW sont menées à l'extérieur des États-Unis, mais certaines peuvent être conduites au pays. (NOTE: Nous

²³³ i.e.: «[t]hese military actions can be applied to complement any combination of the other instruments of national power and occur before, during and after war» (US Joint Chiefs of Staff, Joint Publications (JP) 3-07: Joint Doctrine for Military Operations Other Than War, Washington D.C., GPO, 1995, p.1-1).

²³⁴ considérée la première des OOTW

²³⁵ David Fastabend, «The Categorization of Conflict», Parameters, Summer 1997, p.77.

aborderons plus loin la nature et le contenu de toute les opérations susmentionnées).

4.8 Des opérations distinctes de la guerre

En plus d'être des opérations d'une grande variété embrassant un large éventail d'environnements, les OOTW sont, d'après le FM 100-5 et le JP 3-07, des opérations se distinguant des opérations de guerre par leurs objectifs, leur nature et leur méthode. Ces opérations se définissent donc par ce qu'elles ne sont pas (c'est-à-dire une définition négative). Elles diffèrent de la guerre, tel qu'indiqué dans le JP 3-07, en ce qu'elles ont pour objectifs principaux: **1) d'empêcher la guerre** (*detering war*); **2) de promouvoir la paix**, **3) la résolution de conflit** et **4) le soutien aux autorités civiles**²³⁷. En contrepartie, la guerre implique des opérations de combat d'envergure et soutenu. Elle peut être de nature limitée ou généralisée. La guerre est définie dans le FM 100-5 comme suit: «*A state of open and declared armed hostile conflict between political units such as states or nations; may be limited or general in nature*»²³⁸. Par guerre limitée, on entend un conflit armé à la limite de la guerre et par guerre généralisée, on entend un conflit armé impliquant les grandes puissances. Dans les deux cas, l'objectif est de gagner la guerre.

Bien que distinctes de la guerre, les OOTW ne sont pas synonymes d'absence de combat. Les OOTW impliquent le recours autant à des opérations de combat qu'à des opérations de non-combat que ce soient des situations de paix, de conflit ou de guerre. Les OOTW nécessitant l'usage d'opérations de combat peuvent revêtir les mêmes apparences que la guerre, mais des «règles d'engagement» (*rules of engagement (ROE)*) plus strictes qu'en temps de guerre s'appliquent aux OOTW (étant donné que les considérations politiques priment en matière d'OOTW). Ainsi, le champ d'action des OOTW est très large. Il inclut les **OOTW requérant l'usage ou la menace de la force** et les **OOTW ne nécessitant pas l'usage de la force ou la menace d'y recourir**. Par surcroît, ces deux types d'opérations (avec ou sans l'usage de la force ou la menace d'y recourir) peuvent avoir lieu simultanément. En conséquence, le but des OOTW peut être multiple. Cela exige une coordination inter-agence entre le département de la défense (qui est souvent à la tête de l'effort), le département d'État, la *Drug Enforcement Agency*, la CIA, la *Defense Information Agency*, l'AID, le département de la justice, l'agence de protection de

²³⁶ «*OOTW span a wide range of operational environments. Some will occur under wholly peaceful circumstances. Others will start that way but evolve into armed confrontation. Yet others will take place under hostile condition from the start*» (John, Jandora, *loc. cit.*, p.57).

²³⁷ JP 3-07, p.1-1.

²³⁸ FM 100-5, p.G-9.

l'environnement, le département de l'agriculture et le département du commerce, des organisations non-gouvernementales, des organisations volontaires privées (OVP), l'ambassadeur, etc.²³⁹. Du reste, leur coût est moindre que celui de la guerre.

4.9 L'ambiguïté du concept

Il a donc été établi dans la doctrine que les OOTW sont distinctes de la guerre en se définissant en fonction de ce qu'elles ne sont pas, c'est-à-dire par opposition à la guerre. Or, cette définition de la guerre du FM 100-5 (qui ne fait pas l'unanimité) est générale et imprécise, et contredit le continuum opérationnel de paix, conflit et guerre établi dans la doctrine. Ces trois états supposés distincts (guerre, conflit et paix) sont confondants. Des OOTW peuvent ressembler étrangement aux opérations de guerre. Par exemple, l'invasion du Panama en 1989 (*Just Cause*) ou le bombardement du Kosovo (*Allied Force*)²⁴⁰, des opérations pour le moins meurtrières, peuvent être confondues avec la guerre limitée (i.e. un conflit armé à la limite de la guerre). Cela peut aussi donner lieu à une certaine confusion sur le terrain au niveau du commandement ou de l'exécution des opérations, comme dans le cas de la Somalie où les règles d'engagement étaient ambiguës. L'ancien *Chief of Staff of the Army*, le Général Gordon Sullivan fera ressortir le côté trompeur de cette distinction entre la guerre et les OOTW:

«Their simplicity can be seductive. Categorizing "war" as separate from all other uses of force may mislead the strategist, causing him to believe that the conditions required for success in the employment of military force when one is conducting "war" differ from use of military force in "operations other than war"»²⁴¹.

De son côté, le JP 3-07 ne contient aucune définition de la guerre et ce serait intentionnel d'après David Fastabend (qui a fait partie de l'équipe de rédaction du FM 100-5) afin de préserver la liberté d'interprétation des opérations militaires²⁴².

²³⁹ *Ibid.* p.13-0.

²⁴⁰ D'après une entrevue téléphonique avec Richard H. Shultz Jr. (directeur du *International Security Studies Program of the Fletcher School of Law and Diplomacy* et auteur de nombreux ouvrages sur la théorie du LIC et sur les questions touchant la sécurité nationale étatsunienne et les conflits régionaux), l'intervention au Kosovo est considérée comme une opération autre que la guerre. Parmi les publications récentes de Shultz Jr.: War in the Information Age: New Challenges for U.S. Security Policy (1997); Security Studies for the 21st Century (1997); Roles and Missions of SOF in the Aftermath of the Cold War (1995).

²⁴¹ Cité par David Fastabend, *loc. cit.* p.77.

²⁴² *Ibid.* p.76.

Il n'est donc pas étonnant que le JP 3-07, abordant la question des considérations de planification pour les OOTW, précise: «[p]lans for MOOTW are prepared in a similar manner as plans for war»²⁴³. Il n'est pas moins surprenant d'apprendre que la *joint community*²⁴⁴ n'adhère pas au continuum opérationnel même s'il est institutionnalisé par le FM 100-5. Selon le Colonel Peter Herrly, le terme de «conflit» semble poser problème:

«There was strong effort with an early Army authored draft of Joint Pub 3-0 to get the Armed Forces to adopt a "continuum" with the three stages of peace, conflict, and war. That use of "conflict" to describe the middle area was fatally flawed - because of the simple fact that for virtually all Americans "conflict" is a very general term which encompasses "war" (as a form of human conflict). No general/admiral on the Joint Staff or any other service staff was ever able to get past the basic problem with taking a normal English word and distorting it in such a fashion»²⁴⁵.

Herrly posa le problème au Général Powell. Ce à quoi il répliqua: «Using "conflict" like that would require reeducating entire generations of military officers»²⁴⁶. Ainsi, la catégorisation dichotomique de la guerre et des OOTW reste floue et controversée.

4.10 Primauté de l'action politique sur l'action militaire

Une autre des caractéristiques des OOTW réside dans la primauté de l'action politique sur l'action militaire («*political objectives drive OOTW*»²⁴⁷). Selon la doctrine, les OOTW contribueraient à l'atteinte des objectifs de sécurité nationale en accordant toujours une primauté à l'action politique (contrairement en temps de guerre où l'action militaire peut supplanter le politique). Ceci se traduirait de différentes façons selon les trois objectifs de sécurité nationale proclamés par l'administration Clinton. Voyons de plus près l'application de cette distinction pour chacun des objectifs stratégiques:

1) La dissuasion: En temps de paix, les menaces (allant du terrorisme aux armes de destruction massive) aux intérêts et à la sécurité des États-Unis, de leurs alliés ou

²⁴³ JP 3-07, p.vii.

²⁴⁴ Ce sont tous les corps de l'armée réunis (l'armée, l'aviation, la marine).

²⁴⁵ Peter Herrly cité par David Fastabend, *loc.cit.*, p.86.

²⁴⁶ cité par *Ibid.*, p.86.

²⁴⁷ JP 3-07, p.vii.

de nations amies, exigent le maintien d'un large éventail de capacités de réponse (*full array of response capabilities*) afin de dissuader l'adversaire potentiel d'agir par peur des conséquences, échec, coûts encourus. Les forces armées étatsuniennes permettent une telle dissuasion grâce à des OOTW montrant la volonté des États-Unis de recourir à la force si nécessaire (ex.: *peace enforcement*) ou renforçant le climat de coopération pacifique (ex.: aide humanitaire).

2) Une **présence à l'étranger** consiste en un ensemble d'activités militaires qui «*demonstrate commitment, lend credibility to alliances, and enhance regional stability*»²⁴⁸. Ces types d'activités militaires peuvent inclure des déploiements militaires, des exercices conjoints, de la formation et de l'entraînement aux militaires autochtones, etc.

3) La **capacité de réponse aux crises** consiste en une capacité des forces armées étatsuniennes de répondre aux crises potentielles ou actuelles avec des OOTW appropriées, soit de façon unilatérale ou soit comme faisant partie d'un effort multinational, dans le but de maintenir la stabilité régionale.

4.11 Les médias et les opérations autres que la guerre

La question de la relation avec les médias lors d'OOTW semble occuper une place importante dans la doctrine et dans la stratégie de sécurité nationale. Le «**syndrome vietnamien**» se fait toujours sentir. Le FM 100-5 aborde la guerre du Viêt-Nam et mentionne les répercussions négatives de la couverture médiatique de l'événement:

«During the Vietnam War, the American public was exposed for the first time to the horrors of war on the evening news. However, the scenes covered by the news media during that war were not nearly as powerful as the impact global network news has as it transmits on-going action live into the homes [...] News coverage of the destruction on the Kuwait City-to-Basrah road during Operation Desert Storm clearly had an impact on military commanders and policymakers»²⁴⁹.

²⁴⁸ *Ibid.* 1-3.

Toutefois, le «syndrome vietnamien» semble bien circonscrit dans la doctrine ainsi que dans la stratégie de sécurité nationale. La nécessité d'éveiller le soutien populaire avant toute action militaire et l'application d'une force décisive dans tout conflit semblent être devenues axiomatiques. D'après le FM 100-5, la gestion contrôlée de l'impact des médias sur l'opinion publique importe à la bonne application de ces opérations. À cet effet, il suggère (chapitre 3) de fournir une information continue aux médias durant toutes les étapes des opérations afin de se garantir un appui populaire. Cette gestion des médias dans le cadre des OOTW fait l'objet de nombreux débats et analyses révélant l'importance que revêt le contrôle des médias pour les différents corps militaires (prenons, par exemple, cette étude dont le titre est des plus révélateurs: *Media management in peace operations: Joint doctrine and the evolving media-military relationship*²⁵⁰).

4.12 Les différents types d'opérations

Enfin, les OOTW se distinguent également par leurs missions opérationnelles. D'après le JP 3-07, il existe seize types d'OOTW:

- 1) le **contrôle d'armement**: des opérations, pouvant reposer sur des accords internationaux implicites ou explicites, visant la réduction du nombre, du type ou de la force des systèmes d'armement d'un gouvernement ou d'une organisation.
- 2) la **lutte contre le terrorisme**: toute action menée pour contrer la menace terroriste quelle qu'elle soit. Cette lutte prend deux formes: la **lutte anti-terroriste** (les mesures défensives prises afin de réduire la vulnérabilité aux actions terroristes. Le gouvernement étatsunien peut fournir de l'assistance anti-terroriste à un gouvernement étranger) et la **lutte contre-terroriste** (les mesures offensives prises pour prévenir, dissuader ou répondre au terrorisme).
- 3) le **soutien du département de la défense à la lutte anti-drogue**: soutien donné aux agences responsables désignées afin contrer la production, le trafic et l'usage de drogues.

²⁴⁹ FM 100-5, p.3-7.

²⁵⁰ Daniel J. Shaffer, Media management in peace operations: joint doctrine and the evolving media-military relationship, Newport, RI, Naval War College, 1997, 23 p.

- 4) **l'application de sanctions/l'interception maritime**: l'emploi de «mesures coercitives» (*coercive measures*) afin d'interdire la libre circulation de certaines marchandises. Ces opérations de nature militaire servent à remplir des objectifs politiques (obliger un pays ou un groupe à se conformer) et militaires (établir une barrière sélective pour permettre aux marchandises autorisées d'entrer ou de sortir). Un bon exemple d'application de sanctions est celui de l'opération *Support Democracy* menée en début d'intervention en 1993 au large des côtes d'Haïti.
- 5) **le respect de zones d'exclusion**: des opérations fréquemment menées sous l'égide de l'ONU ou toute autre organisation internationale, mais pouvant relever de l'initiative exclusive des États-Unis et dont le but est d'interdire certaines activités dans une région donnée. On dénombre deux types de situation où de telles opérations sont requises: lorsque les États-Unis constatent qu'il y a persécution d'une population civile par un tiers parti ou en vue d'empêcher un pays de s'emparer d'un territoire par la force (ex.: *Southern Watch* en Irak (1992), *Deny Flight* en Bosnie (1993)).
- 6) **ensuring freedom of navigation and overflight**: des opérations servant à garantir le droit étatsunien ou international de navigation des routes maritimes ou aériennes (ex.: la série d'opérations *Attain Document* en Libye (1986)).
- 7) **l'aide humanitaire (HA)**: consiste en des opérations limitées dans le temps et l'espace, complémentaires ou supplémentaires aux efforts autochtones et pouvant couvrir un large éventail de missions. Elles ont pour but de soutenir des populations des suites de désastres. Elles sont de trois types:
 - a) coordonnées par les Nations Unies
 - b) en concertation avec d'autres forces multinationales
 - c) une réponse étatsunienne unilatérale (ex.: l'opération *Sea Angel I* et *II* menées au Bangladesh en 1991 et 1992 à la suite d'un désastre naturel).
- 8) **le soutien militaire aux autorités civiles (MSCA)**: des opérations très diversifiées de soutien temporaire aux autorités civiles locales allant du rétablissement de la loi et de l'ordre à de l'aide en cas de désastre (ex.: l'opération *Andrew Relief* à la suite de l'Ouragan Andrew en Floride, l'intervention lors des émeutes à Los Angeles 1992).
- 9) **le nation assistance (NA)/le soutien à la contre-insurrection**: Le *nation assistance* consiste en une assistance civile ou militaire (différente de l'aide

humanitaire) fondée sur des accords entre le pays et les États-Unis, et fournie à un pays par les forces étatsuniennes en temps de paix, de crise ou de guerre. Leur but est de promouvoir la stabilité régionale à long terme. Le NA comprend trois types:

- a) **security assistance**: un ensemble de programmes permettant aux États-Unis de fournir armements ou équipement, entraînement militaire ou tout autre service de défense à une nation étrangère (ex.: *Foreign Military sales, Foreign Military Financing Program, International Military Education and Training Program*, etc.).
 - b) **foreign internal defense (FID)**: du soutien économique, politique, informationnel et militaire fourni à une autre nation pour l'aider à combattre l'insurrection, la subversion, le désordre civil, le trafic de la drogue ou le terrorisme. Le FID appuie les programmes de défense et de développement interne du pays hôte (IDAD) et touche particulièrement les missions d'opérations spéciales (ex.: l'opération *Promote Liberty* ayant succédé à *Just Cause*, l'intervention étatsunienne au Panama en 1989).
 - c) **humanitarian and civic assistance programs**: des opérations militaires d'action humanitaire et civique ayant pour but l'entraînement des militaires étatsuniens (ex.: reconstruction de routes, assistance médicale, etc.).
- 10) des **opérations d'évacuation de non-combattants (NEO)**: ex.: l'opération *Eastern Exit* lorsque les militaires étatsuniens évacuèrent tout le personnel étranger et étatsunien de la Somalie).
- 11) des **opérations de paix (peace operations (P0))**: des opérations militaires «*[t]o support diplomatic efforts to reach long-term political settlement*». Elles incluent de la diplomatie, du *peacekeeping* et du *peace enforcement*:
- a) les **peacekeeping operations**: «*military operations to monitor and facilitate implementation of an agreement and support diplomatic efforts to reach a long-term political settlement*»
 - b) les **enforcement operations**: «*application of military force to compel compliance with resolutions or sanctions designed to maintain or restore peace and order. [...] Unlike peacekeeping, such operations do not require the consent of the states involved or of the other parties to the conflict*» (ex.: l'opération *Power Pack* menée en République Dominicaine en 1965).

Il est à noter qu'une certaine confusion existe dans la théorie et la pratique des OOTW entre les *peace operations (P0)* et les *peacekeeping operations (PKO)*.

En plus des opérations de paix, en vue d'améliorer les chances de succès d'un processus de paix, les militaires étatsuniens sont appelés à mener des opérations de soutien aux activités de paix diplomatiques préventives suivantes:

- la **diplomatie préventive**: des actions diplomatiques prises afin de prévenir ou limiter la violence avant la dégradation prévisible d'une situation de crise (ex.: l'opération *Able Sentry*, le déploiement militaire préventif des forces étatsuniennes en Macédoine en 1993 dans le cadre de la mission de l'ONU; un déploiement ayant pour but de limiter les affrontements en ex-Yougoslavie).
- le **peacemaking**: un processus diplomatique, de médiation ou de négociation qui mène à la résolution d'un conflit (ex.: le contact de militaire-à-militaire, le *security assistance*).
- le **peace building**: des actions diplomatiques et économiques post-conflit de reconstruction ou de renforcement des infrastructures gouvernementales et institutionnelles menées afin d'éviter qu'une situation ne se dégrade à nouveau (ex.: la reconstruction de routes, l'entraînement des forces de sécurité, etc.)

12) la protection de navigation (*protecting of shipping*): protection des vaisseaux portant pavillon étatsunien et de leur marchandise contre toute agression. Cette protection inclut un contrôle et une défense des côtes et des ports, des opérations anti-mines (*countermine operations*) et la protection de l'environnement.

13) des opérations de récupération (*recovery operations*): des opérations secrètes ou ouvertes de recherche de personnel ou de citoyens étatsuniens morts, ou d'items critiques pour la sécurité nationale du pays (ex.: l'opération *Full Accounting* menée au Viêt-Nam afin de ramener les restes de certains officiers étatsuniens ayant péri à la guerre).

14) démonstration de la force: (ex.: l'opération *JTF-Philippines* de 1989 en appui au président Aquino).

15) des attaques ou raids: Les attaques sont des opérations d'offensive menées afin d'infliger des dommages importants ou de détruire une cible pour des raisons politiques (ex.: l'opération *Urgent Fury* menée à la Grenade en 1983). Les raids sont des opérations d'intervention rapide de courte durée permettant de détruire des installations, de confondre l'ennemi, etc. (ex.: l'opération *El Dorado Canyon* contre la Libye en 1986).

16) le **soutien aux insurrections**: apport logistique, en formation et en entraînement aux insurgés (i.e. un mouvement visant le renversement d'un régime grâce à la lutte armée et à la subversion. La doctrine précise: «*The US government may support an insurgency, but normally do not themselves conduct combat operations*» (ex.: le soutien étatsunien aux *moujahidin* durant l'invasion soviétique de l'Afghanistan durant les années 80).

4.13 Similitarités et distinctions entre la théorie des opérations autres que la guerre et la théorie du conflit de faible intensité

4.13.1 Similarités d'ordre opérationnel et tactique

Ce bref survol des types d'OOTW nous permet de dégager un point de ressemblance entre cette théorie et celle du LIC: toutes deux comprennent les mêmes opérations. En effet, les deux théories se rejoignent au plan opérationnel. Les OOTW empruntent au LIC toutes ses opérations, réthoriques de guerre froide en moins²⁵¹. Ainsi, par exemple, dans la description donnée par le JP 3-07 des opérations de soutien aux insurrections (*support to insurgency*), aucune mention n'est faite de la nature anti-communiste ou non de ces groupes insurrectionnels bénéficiant de l'appui étatsunien tel que c'était le cas pour LIC (ex.: le FM 100-20: *Military Operations in Low-Intensity Conflict* parle des insurgés anti-marxistes comme d'un nouveau joueur pouvant compromettre les intérêts soviétiques). L'insurrection y est plutôt décrite en termes généraux (i.e. «*[a]n organized movement aimed at the overthrow of a constituted government through the use of subversion and armed conflict*»²⁵²). Ce constat ressort dans les exemples d'opérations présentées dans d'autres manuels militaires et publications officiels concernant les OOTW. En plus de partager les mêmes opérations, il n'est pas surprenant de constater qu'un grand nombre des exemples donnés dans la littérature concernant les OOTW proviennent du LIC.

Bien que renfermant les mêmes types de missions opérationnelles, ces deux théories étant issues de contextes différents n'utilisent pas la même catégorisation des conflits. Le contexte des années 80 (i.e. la possibilité d'un affrontement nucléaire ou d'une grande guerre avec l'URSS en Europe contre les troupes du Pacte de

²⁵¹ La théorie des OOTW renferme les opérations suivantes de la théorie du LIC: **1)** le soutien contre-insurrectionnel (*operations involving Foreign Internal Defense (FID)*); **2)** le soutien pro-insurrectionnel; **3)** la lutte contre le terrorisme; **4)** *peacekeeping operations*; **5)** *peacetime contingency operations*; **6)** lutte anti-drogue.

²⁵² JP 3-07, p.III-15.

Varsovie, des guerres inter-étatiques interminables et d'envergure (ex.: Iran-Irak) et la montée de nouveaux mouvements insurrectionnels dans le Tiers-Monde menaçant la sécurité et les intérêts étatsuniens), favorisent la catégorisation des conflits selon leur intensité (haute, moyenne et faible), d'où le *spectrum of conflict* de la théorie du LIC (un concept du Pentagone).

Le contexte d'incertitude post-guerre froide des années 90 semble déterminer la catégorisation des conflits selon un continuum opérationnel de trois états généraux dans lesquels sont menées des opérations militaires variées interreliées: la paix, le conflit et la guerre (un concept issu de la doctrine de l'Armée). Ces deux types de catégorisation sont distincts, mais tous deux génèrent des problèmes opérationnels et ne font pas l'unanimité. Et, enfin, dans les deux cas, la paix est considérée comme un état perpétuel de compétition culturelle, politique et économique; une vision réaliste contestée (ex.: une critique de la politique de l'administration Clinton élaborée par Carl J. Conetta, co-directeur du *Project on Defense Alternatives*, avance que l'évaluation actuelle de la menace pourrait compromettre la paix post-guerre froide²⁵³).

Les opérations de la théorie du LIC et celles de la théorie des OOTW servent par ailleurs à éviter l'«ascension aux extrêmes», (i.e. l'éventualité d'avoir recours à une escalade de moyens offensifs si l'obtention d'une victoire était compromise, un principe clausewitzien). Dans le cas du LIC, il s'agissait d'éviter un conflit de haute intensité; dans le cas des OOTW, d'éviter une guerre généralisée ou limitée causée selon toute probabilité par l'«instabilité régionale». Chacune de ces théories, dans leur objectif d'éviter l'«ascension aux extrêmes», implique une redéfinition de la notion de victoire. Pour LIC, il s'agit d'anéantir tout espoir de changement. Pour les OOTW, il s'agit de neutraliser l'adversaire et de le ramener à l'«ordre» et comme le souligne Maurice Najman, «l'objectif est moins de mettre l'adversaire "à genoux" au terme d'un affrontement que de le "prévenir", de le "précéder", donc de connaître à l'avance ses intentions et ses possibilités»²⁵⁴. Les deux théories comptent sur des opérations impliquant des forces autochtones (ex.: dans le cas du soutien aux insurrections) ou multinationales (ex.: dans le cas d'opérations de paix) afin d'éviter cette «montée aux extrêmes» et tout engagement généralisé et prolongé des soldats étatsuniens dans une région reculée du globe (étant donné le «syndrome vietnamien» et maintenant somalien). Par contre, les opérations multilatérales de maintien de la paix des OOTW sont issues d'une nouvelle génération née depuis la fin de la guerre froide. Celles-ci se caractérisent par le fait que les impératifs tels la

²⁵³ Carl J. Conetta, «Mismatch: the "Bottom up Review" and America's Security Requirements in the New Era», 1994, <http://www.comw.org/pda/congress.htm>

²⁵⁴ Maurice Najman, *loc. cit.*, p.4.

nécessité du consentement de tous les belligérants et les limites à l'utilisation de la force militaire imposées par le Chapitre VI et VII de la Charte des Nations Unies y sont désormais obsolètes d'après David Jablonsky (professeur de sécurité nationale au USAWC):

«Classical peacekeeping was a Cold War expedient that overcame some of the disabling aspects of the bipolar rivalry by relying on a token UN presence and the consent of opposing parties rather than military effectiveness. [...] Since the Cold War, a "second generation" of UN military operations has emerged under a rejuvenated category of peace enforcement which can include the protection of humanitarian assistance, the guarantee of sanctions, and the forcible separation of belligerents. In this environment, consent is not likely and there is an increasing need for more military power, effectiveness, and capability to exercise a wide range of military responses»²⁵⁵.

Par ailleurs, les OOTW misent davantage sur un recours aux opérations multilatérales de paix que LIC en vue d'accroître l'aide disponible, de favoriser un partage des coûts et des responsabilités, et d'éviter aux États-Unis de vivre les répercussions négatives possibles advenant le déroulement fâcheux d'une mission. La stratégie d'engagement et d'élargissement mise, entre autres choses, sur un partage des risques et des coûts avec les alliés. Sur cette question, le département de la défense, dans un document intitulé *Report on Allied Contributions to the Common Defense*, explique:

«Allied contribution represent important dividends of engagement -the degree to which our security goals are shared and our efforts reciprocated. This community of shared interests and goals makes our security arrangements strong yet flexible, efficient and effective politically, military, and economically»²⁵⁶.

Mais, l'engagement étatsunien sous forme d'opérations de paix multilatérales divise la communauté militaire et stratégique (nombreux sont les articles de périodiques militaires faisant état des différents débats sur ce thème²⁵⁷).

²⁵⁵ David Jablonsky, *loc. cit.*, p.26.

²⁵⁶ Pentagon, The Strategic Context of Responsibility Sharing, Pentagon, 1996, http://www.milnet.com/milnet/pentagon/respshar/alov96_1.htm

²⁵⁷ Voir à ce sujet la bibliographie de Virginia Shope du US Army War College sous la rubrique *Peace Operations*, <http://carlisle-www.army.mil/library/bibs/ootw.htm>

Pour Klare, depuis la fin de la guerre froide, «la politique étrangère étatsunienne oscille entre multilatéralisme et unilatéralisme, volonté de renforcer les institutions internationales et détermination de préserver la supériorité militaire des États-Unis»²⁵⁸. Or, poursuit-il, cette ambivalence s'est estompée à l'été 1998 lorsque le président Clinton ordonna le bombardement d'installations dites terroristes en Afghanistan et au Soudan. Il n'hésita pas à faire de même pour l'Irak. La tendance actuelle semble à l'unilatéralisme, tendance qui semble être confortée par l'ampleur des dépenses militaires. Celles-ci devraient augmenter de 112 milliards de dollars dans les six prochaines années (passant de 274 milliards en l'an 2000 à 331 milliards en l'an 2005). D'après Klare, cette augmentation serait une des premières de ce type depuis le début des années 80²⁵⁹.

Au niveau tactique, les théories de LIC et des OOTW semblent également partager certains éléments. Parmi ces tactiques communes, on retrouve entre autres: la contre-intelligence (*conterintelligence (CI)*) requérant une approche multidisciplinaire et multi-source, telle l'utilisation de membres des ONG, des OVP ou de la population locale pour des fins de récolte d'informations²⁶⁰; les «affaires civiles» (*civil affairs (CA)*), i.e. l'établissement de relations militaro-civiles étroites entre les forces étatsuniennes, alliées, autochtones, les ONG ou les OVP²⁶¹; les opérations psychologiques consistant en «...a planned systematic process of conveying messages to and influencing selected target groups [...] to promote particular themes that can result in desired attitudes and behaviors»²⁶²; une coordination inter-agence; etc.

Pour le reste, ces deux théories misent sur l'emploi de moyens militaires et non-militaires, dont l'emploi de moyens non-létaux. Le concept de non-létalité semble davantage développé dans la théorie des OOTW, vu la *revolution in military affairs* (RMA). La non-létalité concerne particulièrement les OOTW. C'est d'ailleurs le département des conflits de faible intensité et des opérations spéciales du département de la défense qui a rédigé la directive sur les armes non-létales adoptée par le Pentagone. D'où l'émergence d'une nouvelle philosophie de la guerre: «le zéro mort», la volonté de «vaincre sans tuer» (Philosophie concernant aussi la guerre de l'information, les composantes électroniques des armes comptant

²⁵⁸ Michael T. Klare, «Washington veut pouvoir vaincre sur tous les fronts», Le Monde Diplomatique, (mai 1999), p.8.

²⁵⁹ Ibid, p.8.

²⁶⁰ JP 3-07, p.IV-2.

²⁶¹ «CA units may provide assessments of the civil infrastructure, assist in the operation of temporary shelters, and serve as liaison between the military and various NGOs and PVOs» (Ibid, p.IV-6).

²⁶² Ibid, p.IV-6.

pour 40% dans les armes déployées)²⁶³. Najman dira de ces OOTW nécessitant l'usage des armes non-létales:

Dans ces conflits où le soldat se confond avec le civil, l'émeute avec l'insurrection, il ne s'agit pas tant de gagner que de s'interposer, de gérer des crises et de tenter d'en sortir en évitant l'affrontement armé direct, c'est-à-dire en organisant d'emblée -la désescalade. Une mission de maintien de l'ordre en définitive. Pour freiner, voire empêcher la montée aux extrêmes, la panoplie des armes non-létales -dont plusieurs semblent sorties d'une bande dessinée futuriste des années 50 (filets électriques, mousses collantes, encres indélébiles, projectiles qui rendent malade ...)- doit s'intercaler entre la matraque du gendarme et la mitraillette du soldat²⁶⁴.

4.13.2 Différences conceptuelles

On constate donc que les deux théories se ressemblent au plan opérationnel et tactique. Mais en quoi diffèrent-elles? Elles diffèrent, d'une part, dans leur interprétation de la conjoncture: chacune étant une réponse à une conjoncture nationale et internationale spécifique (LIC, une réponse au contexte de guerre froide; et OOTW, une réponse au contexte post-guerre froide). Elles diffèrent, d'autre part, dans l'analyse conséquente se trouvant dans les documents officiels: la doctrine du LIC contient beaucoup d'analyse, celle des OOTW n'en contient pas; LIC est défini, les OOTW ne le sont pas.

Cette différence d'interprétation de la conjoncture semble être la cause de cette distinction au niveau conceptuel et être à l'origine de l'absence d'une définition d'OOTW. LIC, une théorie anti-révolutionnaire, résulte d'une théorisation particulière de la conjoncture de guerre froide des années 80 qui suspectait tout mouvement de revendication du Tiers-Monde d'être encouragé et soutenu par l'URSS et ses acolytes. Ce Tiers-Monde étant considéré comme l'échiquier où s'affrontaient les deux superpuissances de l'heure, LIC vise le refoulement du communisme en ciblant les agents dits au service du communisme dans le Tiers-Monde. Dans cette perspective, durant la guerre froide, tout conflit dans le Tiers-Monde s'inscrit dans un modèle dichotomique unique de confrontation internationale où chaque partie en conflit bénéficie du soutien soit des États-Unis et du Bloc occidental, soit de l'URSS et de ses alliés. Ces conflits sont supposément

²⁶³ Maurice Najman, *loc. cit.*, p.4

²⁶⁴ *Ibid.* p.4.

animés ou éteints par une des deux superpuissances. Les documents officiels du LIC décrivent largement les tenants et aboutissants de cette confrontation (ex.: le *FM 100-20: Military Operations in Low-Intensity Conflict* décrit et analyse les acteurs du LIC (*the players*, i.e. l'URSS et ses acolytes)²⁶⁵). Cette conceptualisation de la conjoncture de guerre froide a donné naissance au *spectrum of conflict*, la division théorique des conflits en haute, moyenne et faible intensité; une division théorique des conflits dont est issue la définition du LIC. La définition du LIC, qualifiée de «fourre-tout», est large car étant le reflet d'une ample définition de la sécurité nationale étatsunienne (la menace pesant sur les États-Unis étant conçue multidimensionnelle). Le terme de LIC englobe tout un ensemble disparate de conflits, de menaces et de moyens de «solution», la sécurité nationale étant définie en termes tant idéologiques que géopolitiques.

En contrepartie, autant la théorie du LIC abonde de commentaires et de détails sur la conjoncture de la guerre froide, l'environnement, les méthodes, les intérêts étatsuniens, les menaces, autant la doctrine des OOTW en est dépourvue. De plus, contrairement au concept du LIC, les OOTW ne sont pas clairement définies. Pour certains, ce silence, voire cet errement doctrinal, que l'on peut reprocher à la théorie des OOTW, est la conséquence logique de la quête de sens et de direction actuelle des milieux de défense étatsuniens dans la détermination de leur politique de sécurité nationale. Pour d'autres, ce vide analytique et conceptuel est intentionnel, permettant une libre interprétation des opérations. Nous croyons que ce vide doctrinal est le résultat à la fois de la quête de sens des cercles de défense étatsuniens et d'un choix stratégique d'une libre interprétation des opérations. Si la théorie du LIC était une réponse aux mouvements révolutionnaires de guerre froide des années 80, la théorie des OOTW quant à elle, est une réponse à l'incertitude post-guerre froide. Dans le cas du LIC, la menace était connue et multidimensionnelle (i.e. le communisme). Conséquemment, LIC s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale ciblée, i.e. le refoulement du communisme, voire le refoulement d'une idée. Dans le cas des OOTW, la menace est inconnue et multiple. OOTW s'inscrit donc plutôt dans le cadre d'une stratégie globale de démocratisation encore plus large permettant aux États-Unis d'être prêts à toute éventualité, les scénarios étant inconnus et donc difficiles à théoriser. Ainsi, cette théorie des OOTW est donc le résultat d'une difficulté de théorisation de la conjoncture et le résultat d'un choix stratégique.

4.14 Conclusion: continuité ou rupture?

²⁶⁵ Au chapitre 1 du FM 100-20.

Hormis leurs spécificités respectives, ils nous apparaît que les deux théories (LIC et OOTW) sont en continuité. Toutes deux relèvent d'une évaluation pessimiste, voire apocalyptique, de la conjoncture internationale: un danger imminent (le communisme ou l'instabilité-incertitude) guette la démocratie, les intérêts et la sécurité étatsunienne. Les deux théories semblent prôner le même type de solution: pour l'une, l'expansion de la démocratie grâce au refoulement du communisme (*rollback*); pour l'autre, son élargissement (*enlargement*). Mais la théorie des OOTW découle d'une définition de la sécurité nationale qui nous paraît encore plus ample: «[...] *But where our values and our interests are at stake, and where we can make a difference, we must be prepared to do so*»²⁶⁶. Cette conception de la sécurité nationale étant plus large, les OOTW englobent une variété encore plus grande de phénomènes touchant particulièrement le Tiers-Monde, mais non exclusivement, contrairement à LIC (la théorie des OOTW ciblant aussi la Chine, la Russie, le Japon, l'Europe, etc.²⁶⁷).

La théorie des OOTW ne peut être qualifiée d'anti-révolutionnaire, mais elle intègre tous les éléments stratégiques et tactiques du LIC, réthoriques de guerre froide en moins, dont ses deux plus importants volets: la contre-insurrection et la pro-insurrection. Néanmoins, le soutien pro-insurrectionnel ou contre-insurrectionnel ne se fonde plus sur des considérations d'allégeance idéologique. D'ailleurs, pour de nombreux théoriciens des OOTW, il ne reste rien de la guérilla fondée sur l'idéologie. D'après Hans Magnus Enzensberger (auteur d'une étude sur les OOTW intitulée: *Civil Wars: From L.A. to Bosnia*):

«Nothing remains of the guerrilla's heroic halo. Once ideologically armed to the teeth and exploited by their shadowy backers, today's guerrillas and anti-guerrilla's have become self-employed. What remains is the armed mob. All the self-proclaiming armies of liberation, people's movements and fronts degenerate into marauding bands, indistinguishable from their opponents... What gives today's civil wars a new and terrifying slant is the fact that they are waged without stakes on either side, that they are wars **about nothing at all**»²⁶⁸.

²⁶⁶ Le Président Clinton cité par Michael T. Klare, «The Clinton Doctrine».

²⁶⁷ Paul-Marie de la Gorce, «L'OTAN aux portes de la Russie», Le Monde Diplomatique, (juillet 1997), p.10.

²⁶⁸ Cité par Steven Metz, Counterinsurgency: Strategy and the Phoenix of American Capability, part V, p.1 (souligné par l'auteur).

Par ailleurs, la théorie des OOTW a intégré les leçons du Viêt-Nam inscrites dans la théorie du LIC. La nécessité d'éveiller le soutien populaire avant toute action militaire et l'application d'une force décisive dans tout conflit y sont devenues axiomatiques. Et, les OOTW, tout comme LIC, misent largement sur les forces locales ou internationales pour la réalisation de telles opérations.

En bref, il n'y a pas de grande fracture théorique entre les deux théories, d'où la grande confusion chez de nombreux militaires et spécialistes. Ces derniers font fréquemment allusion dans leurs écrits, à des exemples d'application du LIC des années 80, en parlant de ces exemples comme des exemples d'OOTW. Le titre de cette étude de Russel Hall, un militaire du *US Army War College (USAWC)*, en est une illustration: *Joint Task Force-Bravo: A Case Study in Military Operations Other Than War*²⁶⁹. Ce titre annonce l'étude d'un cas d'OOTW. Or, cette étude traite des actions du JTF-Bravo menées au Honduras au cours des années 80, années d'application du LIC dans ce pays. Par ailleurs, les deux théories ont pour objectif l'expansion de la démocratie dans le monde. Cette idée n'est pas nouvelle en politique étatsunienne; et, la stratégie d'élargissement semble s'inscrire dans une continuité idéologique depuis la deuxième guerre mondiale. Le Général George C. Marshall dira au lendemain de la deuxième guerre mondiale: «*We are now concerned with the peace of the entire world and the peace can only be maintained by the strong*»²⁷⁰. De son côté, Truman dira: «*[i]t must be the policy of the United States to support free people who are resisting attempted subjugation*»²⁷¹. Kennedy, pour sa part, affirmera: «*Bear any burden... to assure... the success of liberty*». Or curieusement, tout en ayant comme but la promotion de la démocratie, la théorie du LIC et celle des OOTW n'ont jamais fait l'objet de débats publics et beaucoup de programmes du LIC et d'OOTW existent à l'insu du peuple ou du Congrès étatsunien. De nombreuses missions du LIC ont été maintenues secrètes, particulièrement celles de la CIA. De nombreux programmes d'assistance d'OOTW passent totalement inaperçus, ces programmes étant non seulement fragmentés, mais de plus en plus financés en dehors des réseaux traditionnels d'aide. C'est le cas des programmes anti-drogue du département de la défense²⁷². Somme toute, cette synthèse critique des différentes stratégies gouvernementales et militaires proposées nous a permis de dégager les grandes lignes de la nouvelle théorisation, celle des OOTW, et de

²⁶⁹ Russel, J. Hall, op.cit.

²⁷⁰ General George C. Marshall.

²⁷¹ Thomas Bodenheimer et Robert Go, op. cit., p.3

²⁷² Voir des programmes du département de la défense l'étude de Adam Isacson et Joy Olson, Just the Facts: A civilian's guide to U.S. defense and security assistance to Latin American and the Caribbean, Washington, LAWG, 1998, p.25-33; Adam Isacson et Joy Olson, «Just the Facts: A quick tour of U.S. defense and security assistance to Latin America and the Caribbean», CIP, 1998.

constater qu'il y a eu transformation de la théorie du LIC en théorie des OOTW, une transformation conséquente aux changements de conjoncture nationale et internationale.

CHAPITRE V

LA THÉORIE DES OPÉRATIONS AUTRES QUE LA GUERRE: LE CAS DU HONDURAS

Au chapitre IV, nous avons pu considérer la transformation de la théorie du LIC en théorie des OOTW et en déterminer la place au sein des stratégies de sécurité et militaire étatsuniennes. Cet exercice nous a permis de tracer les contours de cette nouvelle théorisation et de valider notre hypothèse de recherche.

Dans ce chapitre, nous examinerons, dans un premier temps, le contenu de la politique étatsunienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes afin d'être en mesure de vérifier s'il y a ou non application de la théorie des OOTW en Amérique latine et les Caraïbes, puis au Honduras. Afin d'en déterminer l'application au Honduras, nous nous sommes attardés à l'examen d'indicateurs en vue de procéder à une analyse empirique de la situation. Il importe de souligner à ce stade-ci, d'après nos recherches dans les documents officiels accessibles, tant gouvernementaux que militaires, dans les études ou publications d'académiciens ou d'autres spécialistes, l'absence de toute mention claire d'une quelconque application des OOTW en Amérique latine ou au Honduras. De même, la stratégie de sécurité étatsunienne pour la région ne parle en aucun cas des OOTW. Les opérations qui ont eu lieu en Haïti (1994-1996) et les opérations anti-drogue, semblent être parmi les seules OOTW de la région reconnues par la littérature militaire. Et, l'École des Amériques semble être le seul forum de discussion des OOTW. Nous avons dû pallier cette lacune en procédant à une déconstruction de la politique étatsunienne pour le sous-continent et le Honduras.

5.1 L'Amérique latine post-guerre froide et la stratégie d'élargissement et d'engagement

Depuis la fin de la guerre froide, l'Amérique latine et les Caraïbes sont perçues particulièrement propices à l'application de la stratégie de sécurité nationale du gouvernement Clinton: «*The Western Hemisphere, too, is a fertile field for a strategy of engagement and enlargement*»²⁷³, déclarera le président Clinton; «*[t]he President's national security strategy of engagement and enlargement is particularly well*

²⁷³ William J. Clinton, *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

suited for the Western Hemisphere»²⁷⁴, renchérit William J. Perry, ancien secrétaire à la défense. En effet, d'après l'équipe Clinton, le «péril communiste» évanoui, cette région, à l'instar de la situation mondiale, paraît remplie de possibilités et de défis, la démocratie de marché ayant gagné la presque totalité des pays du continent (exception faite de Cuba): «*The spread of democracy, coupled with the growth of free trade and rising expectations, have created both new opportunities and challenges*»²⁷⁵.

Les «nouvelles» possibilités engendrées par la démocratisation et la libéralisation de l'hémisphère Sud sont présentées comme étant d'abord d'ordre économique: «*La démocratie et le modèle capitaliste ne sont plus contestés. Les investissements étrangers sont les bienvenus*»²⁷⁶, constatera M. Joseph Duffrey, directeur de l'USIA. Dès les débuts de son mandat, l'administration Clinton affirme vouloir prioriser la promotion des intérêts économiques étatsuniens dans la région. Le marché latino-américain et caraïbe se classe alors, selon l'*International Trade Administration*, au troisième rang des plus grands marchés régionaux pour les exportations étatsuniennes et au premier rang des marchés pour lesquels les États-Unis maintiennent une balance commerciale favorable (1994-1995)²⁷⁷. Le moment est donc jugé favorable, pour de nombreux dirigeants et conseillers étatsuniens, à une redéfinition des priorités économiques dans leur zone d'influence; d'où, la tenue du sommet des Amériques à Miami (1994) en vue d'«un partenariat pour le renouveau», l'objectif proclamé de ce sommet. Ces dirigeants et conseillers étatsuniens envisagent alors la création d'une vaste zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de feu (une proposition qui n'emballa pas de prime abord les dirigeants latino-américains) afin de stimuler l'essor des exportations vers cette région et de garantir une sécurité d'emploi aux États-Unis de plus en plus inquiets compte tenu du contexte économique national (*export-based jobs*). La crise mexicaine viendra remettre en question cette vision, les exportations étant les premières à subir le contrecoup de la chute du peso. En plus d'être un marché important pour les exportations étatsuniennes, la région est très riche en ressources naturelles vitales pour la sécurité et les intérêts étatsuniens. Parmi ces ressources, on retrouve le pétrole du Mexique au premier rang des

²⁷⁴ Joseph Nye, ASD International Security Affairs, News Briefings of the Office of the Assistant Secretary of Defense (Public Affairs), U.S. Department of defense, Defenselink, 1995, http://www.defenselink.mil/news/Sep1995/t091195_tbrfg-91.htm. Souligné par moi-même.

²⁷⁵ Donald E. Schulz, The Role of the Armed Forces in the Americas: Civil-Military Relations for the 21st Century, Carlisle Barracks PA, US Army War College, Strategic Study Institute, 1998, p.3, <http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs98/rolearmy.htm>

²⁷⁶ Janette Habel, «Les embûches du nouvel ordre latino-américain», Le Monde diplomatique, juin 1995, p.23.

²⁷⁷ William J. Perry, United States Security Strategy for the Americas, Washington D.C., Department of Defense (Office of International Security Affairs), 1995, p..7.

importations étatsuniennes et celui du Venezuela qui se classent juste derrière celui d'Arabie Saoudite; le cuivre du Chili; le fer du Brésil, etc.²⁷⁸.

Pour beaucoup d'observateurs, l'enthousiasme étatsunien des premiers moments pour l'établissement d'une zone de libre-échange à l'échelle des Amériques s'est graduellement estompé avec la débâcle du *fast track* (i.e. l'obtention par le gouvernement Clinton de l'autorisation d'une négociation accélérée de l'Accord de libre-échange des Amériques (ALEA)), détournant la politique étatsunienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes de son objectif premier. La promotion du libre-échange et de l'intégration économique continue d'occuper une place importante, mais la politique étatsunienne pour la région semble être de plus en plus déterminée par les menaces perçues (drogue, immigration, etc.). Le marché latino-américain et caraïbe demeure cependant un marché d'importance pour les États-Unis, comme l'affirme le président Clinton:

«[a]s we enter the millennium, U.S. trade with the region is envisioned to exceed trade with all of Europe. By 2010, U.S. trade with this region is projected to exceed trade with Europe and Japan combined»²⁷⁹.

Les nouvelles possibilités créées par cette situation de démocratisation et de libéralisation dite sans précédent dans l'histoire des Amériques²⁸⁰, sont aussi d'ordre politique. Une concertation de plus en plus structurée est en train de prendre forme entre les pays de l'hémisphère, sous l'impulsion étatsunienne, pour défendre la démocratie. Le continent américain est le seul endroit au monde où existe un accord explicite de coopération de défense de la démocratie. Selon cet accord, i.e. les Résolutions de Santiago (1991), dans le but de préserver la démocratie représentative dans le sous-continent (condition indispensable pour la stabilité, la paix et le développement de la région), les membres de l'OEA sont tenus de se réunir et d'agir dans les cas où celle-ci semblerait menacée chez un des pays membres:

²⁷⁸ *Ibid.*, p.8.

²⁷⁹ William J. Clinton cité dans General Charles E. Wilhelm, «Statement of General Charles E. Wilhelm USMC Commander in Chief United States Southern Command before the 105th Congress Committee on Armed Services: 21st Century Security Threats», 1998 Congressional Hearings Intelligence and Security, 5 March 1998, http://www.fasorg/irp/congress/1998_hr/s980305w.htm

²⁸⁰ «*The unprecedented triumph of democracy and market economies throughout the region offers an unparalleled opportunity...*» (William J. Clinton, A National Security Strategy of Engagement and Enlargement, <http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>).

«... in any event of any occurrences giving rise to the sudden or irregular interruption of the democratically elected government in any of the Organization's member states in order, within the framework of the Charter, to examine the situation, ...»²⁸¹.

Cet engagement fut renouvelé en 1995 lors du *Defense Ministerial of the Americas* de Williamsburg (nous parlerons de cette conférence plus loin). Dans la vision de Washington, comme le souligne le secrétaire Perry, «no crisis facing any member state justifies a breach of the system of representative democracy»²⁸². C'est en vue d'honorer cette résolution qu'il y eut intervention lors des coups d'État en Haïti (1991), au Pérou (1992) et au Guatemala (1993). La promotion de la démocratie dans l'hémisphère demeure actuellement une des priorités stratégiques des États-Unis.

Cette analyse de la conjoncture latino-américaine et caraïbe se fonde sur l'idée de l'indéniable de la conversion presque entière de la région à la démocratie de marché²⁸³, une idée partagée par de nombreuses organisations panaméricaines telle que l'OEA, la Banque interaméricaine de développement (BID), la Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL), etc. Leurs publications font état du même constat et leurs politiques se fondent sur une même analyse conjoncturelle comme l'illustre cette déclaration de la BID dans *Latin America After a Decade of Reforms: 1997 Economic and Social Progress Report*:

«Latin America has made its choice for democracy, macroeconomic stability, market-oriented growth, and decentralization... Ten years into the process, Latin America is a very different place, and results are starting to bear fruit»²⁸⁴.

Cette idée ne fait pourtant pas l'unanimité (comme en témoignent les nombreux Sommets tenus en parallèle aux Sommets officiels). Elle est contestée par un grand nombre de spécialistes de la région étant donné l'existence d'inégalités socio-économiques croissantes (constat reconnu par les institutions financières internationales); de la dette; du recours à des pratiques autoritaires par de

²⁸¹ Institute for National Strategic Studies (National Defense University), *Strategic Assessment 1995: U.S. Security Challenges in Transition*, Washington D.C., GPO, 1995, <http://www.ndu.edu/ndu/inss/sa95/sach06co.htm>.

²⁸² William J. Perry, *United States Security Strategy for the Americas*, p. 10.

²⁸³ «In the Western Hemisphere, only Cuba is not a democratic state»²⁸³, proclamera Clinton; «In the last several years, the Americas have emerged from a decade of political conflicts and economic setbacks to become one of the most democratic and economically vibrant regions in the world», affirmera Perry (*Ibid.*, p.1).

nombreux gouvernements civils (Pérou, Argentine, Brésil, etc.)²⁸⁵; de l'impunité persistante des militaires auteurs de violations de droits humains; de groupes paramilitaires qui limitent les droits démocratiques en maintenant des populations sous la terreur (en Colombie, au Guatemala, etc.); d'institutions corrompues (ex.: système judiciaire et policier); etc.

Bien que dite démocratique et acquise aux pratiques économiques libérales, pour les officiels gouvernementaux et militaires étatsuniens, la région demeure néanmoins la proie de nombreux dangers pouvant mettre en péril la sécurité et les intérêts étatsuniens («*The security challenges in the region are many and diverse*»²⁸⁶). Les menaces dites de type «transnational» sont identifiées comme les dangers de l'heure: terrorisme, trafic de la drogue et d'armes, crime organisé, conflits internes sociaux, politiques ou économiques, corruption, querelles de frontières, flux d'immigration et de réfugiés²⁸⁷. Ici comme ailleurs, compte tenu de l'interpénétrabilité des frontières, l'instabilité régionale, politique ou économique, figure parmi les nouveaux périls post-guerre froide à redouter: «*The real danger to our national interests comes from the spillover effects of instability outside our borders*»²⁸⁸. Ici comme ailleurs, la démocratie est dite menacée, perçue comme fragile et peu profondément enracinée. Ceci expliquerait les nombreux coups d'État ayant secoué l'hémisphère Sud depuis le début des années 90 en Haïti, au Pérou, au Venezuela et au Guatemala²⁸⁹: «*Direct threats to democratic governance have continued*»²⁹⁰.

En plus de ces menaces transnationales, des phénomènes internes sont reconnus comme créateurs de problèmes de sécurité interne importants: mouvements insurrectionnels (ex.: le Front zapatiste de libération nationale du Mexique), pauvreté, sous-développement, immigration massive, problèmes environnementaux, violence, etc.²⁹¹. Ces menaces internes s'apparentent aux menaces transnationales, mais les documents gouvernementaux et militaires étatsuniens et latino-américains les regroupent tout de même dans deux catégories distinctes.

²⁸⁴ La BID citée par Donald E. Schulz, *op. cit.*, p.16

²⁸⁵ D'après J. Patrice. McSherry, «The Emergence of "Guardian Democracy"», *NACLA Report on the Americas*, VOL.XXXII, n°3 (novembre-décembre 1998), p.18-19.

²⁸⁶ William J. Perry, *United States Security Strategy for the Americas*, p.1.

²⁸⁷ *Ibid.*, p.11-16.

²⁸⁸ *Ibid.*, p.2.

²⁸⁹ *Ibid.*, p.2.

²⁹⁰ *Ibid.*, p.7.

²⁹¹ Institute for National Strategic Studies, *op. cit.*; et J. Patrice McSherry, *loc. cit.*, p.17-18.

«What most elected leaders in the Americas fear most is social conflict within their borders. The most serious threats to national stability, even in the U.S. and Canada, are generated by domestic violence and unresponsive political systems»²⁹².

Pour contrer ces phénomènes, de plus en plus de militaires latino-américains, en écho des opinions de Perry à ce sujet²⁹³, en appellent à un renforcement du rôle des armées. Cet appel a été réitéré lors de la récente Conférence des Armées Américaines de 1997 en Équateur (une rencontre des armées du continent qui se répète à chaque deux ans, la prochaine étant prévue pour l'année 1999 en République Dominicaine). D'un commun accord, les militaires réunis ont décidé d'étendre leur rôle pour assumer «*human security threats and to allow participation in development projects*»²⁹⁴. Ces derniers parlèrent également de la nécessité de repenser leur mission de sécurité interne:

«[t]o rethink our role and to become protagonists in fulfilment of missions that benefit development, security and peace in America... In the modern world, national-security problems have become more and more complex, increasingly accompanied by and even replaced with social and economic challenges...»²⁹⁵.

5.2 L'établissement de relations sûres et stables

Étant donné cette vulnérabilité de la région, il apparaît impératif pour l'administration Clinton d'établir des «relations stables et sûres» avec leurs voisins du sud tant au plan économique et politique que de la sécurité grâce au renforcement de la démocratie et du libre marché à l'échelle des Amériques:

«It is in our national interest to have stable and secure neighbors. What happens in Mexico City or Santiago or Brasilia or ... affects the daily lives and welfare of our own citizens. The record shows that instability in the region has adverse consequences for us -often immediate and measurable. As our linkages expand, so too will our

²⁹² Institute for National Strategic Studies, *op. cit.*

²⁹³ Patrice McSherry, *loc. cit.*, p.17-18.

²⁹⁴ CIP, «Military meeting in Ecuador», Central America Update, (november 22-28 1997), <http://www.us/cip/971205.htm#1>

²⁹⁵ Ibid.

security interests in a secure, prosperous, and democratic hemisphere»²⁹⁶.

Afin de préserver ces démocraties naissantes et d'établir de telles relations, une déclaration de principes proposant le renforcement du rôle de l'OEA et de la BID est adoptée à Miami. En plus de cette mesure, Washington pose les jalons d'une sécurité collective et d'un système interaméricain de défense pouvant répondre aux périls d'après-guerre froide, avec la formulation, en 1994, d'un agenda inter-américain de sécurité qui suggère un partage de la responsabilité de la sécurité hémisphérique entre les nations américaines²⁹⁷. De nombreuses conférences, symposiums et rencontres bilatérales, académiques, militaires ou d'organisations telles l'OEA s'ensuivent²⁹⁸. En cette coopération multinationale, Washington voit un moyen d'alléger le fardeau fiscal des citoyens étatsuniens, d'éviter l'engagement des troupes étatsuniennes (leçon du Viêt-Nam) et de diffuser la stratégie d'élargissement et d'engagement. En ce sens, le président Clinton proclamera:

«Together we can advance our shared agenda, not only of economic progress and political democracy, but also of protecting our environment, resolving regional conflicts, strengthening and promoting democracy where it does not yet exist, and ridding our hemisphere of the scourge of drug trafficking. Together we can construct a genuine hemispheric community of democracies, one where open markets and accountable governments provide the foundations of freedom and prosperity»²⁹⁹.

Ce «nouveau» paradigme démocratique et du libre marché au coeur des préoccupations stratégiques étatsuniennes («*Our nation has a major stake in the prosperity and freedom of the entire Hemisphere*»³⁰⁰) se fonde sur plusieurs prémisses épistémologiques et normatives. En premier lieu, ressort l'idée que la stabilité de la région passe par la normalisation démocratique et par la croissance économique. On y retrouve la thèse de la paix démocratique:

²⁹⁶ William J. Perry, *United States Security Strategy for the Americas*, p.7.

²⁹⁷ Voir à ce sujet William Perry and Max Primorac, «The Inter-American Security Agenda», *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol.36, n°3 (automne 1996), pp.111-128.

²⁹⁸ Ex.: Le symposium de l'OEA et de l'UNESCO sur la sécurité et la paix dans l'hémisphère tenu au Collège interaméricain de défense à Washington D.C. en avril 1995.

²⁹⁹ William J. Clinton cité par l'Institute for National Strategic Studies.

³⁰⁰ William J. Perry, *United States Security Strategy for the Americas*, 1995.

«Promoting democracy is not a crusade but a pragmatic commitment. As a process for resolving societal conflicts, democracy provides a lawful vehicle for needed reforms and peaceful changes of governments. Democratic states are less inclined to wage war against one another»³⁰¹.

Ensuite, prévaut la croyance que seule la préservation de la démocratie de marché sur le continent garantira et accroîtra la sécurité des États-Unis:

«A democratic and prosperous hemisphere is a safe and secure environment for ourselves and our neighbors».

Enfin, si les efforts d'élargissement et d'engagement devaient échouer dans le sous-continent, cela pourrait compromettre la sécurité et les intérêts étatsuniens:

«Failure to work with our friends in the region to protect and strengthen democratic government would weaken our strategic interests across a wide spectrum. Trade and investment would be put in jeopardy, with both real losses and opportunity costs to U.S. businesses and workers. Cooperation in areas like counternarcotics would be sidetracked. Humanitarian crises in the wake of political turmoil would severely tax our ability to provide relief and find solutions»³⁰².

5.3 Les sept objectifs de la stratégie de sécurité étatsunienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes

En vue de l'instauration de relations stables et sûres, la stratégie d'élargissement et d'engagement pour l'Amérique latine et les Caraïbes comporte sept objectifs. Ces objectifs se retrouvent en détail dans *United States Security Strategy for the Americas*, la politique officielle du gouvernement Clinton pour la région élaborée par le département de la défense³⁰³. Il s'agit:

- 1) de renforcer les institutions démocratiques;
- 2) de favoriser la résolution pacifique des conflits;
- 3) d'assumer les responsabilités étatsuniennes dans le respect du traité du Canal de Panama;

³⁰¹ *Ibid.* p.10.

³⁰² *Ibid.* p.12.

³⁰³ *Ibid.* p.3-6.

- 4) de lutter avec les alliés de la région contre le trafic de la drogue et le terrorisme international³⁰⁴;
- 5) d'étendre la coopération et d'améliorer ainsi les capacités d'actions conjointes comme par exemple, en matière d'«opérations de maintien de la paix» (*peacekeeping*);
- 6) d'empêcher que des situations de crise humanitaire prennent des proportions catastrophiques;
- 7) de prévenir la prolifération des armes de destruction massive.

5.4 Une coopération hémisphérique de défense nécessitant l'emploi des opérations autres que la guerre

La réalisation de ces objectifs nécessitera, d'après la *United States Security Strategy for the Americas*, le recours à la diplomatie, au *peacetime engagement* (i.e., selon la NMS: «*military-to-military contacts, nation assistance, security assistance, humanitarian operations, counterdrug and counterterrorism, and peacekeeping*»³⁰⁵), à des capacités de réponse rapide et à une coopération de défense avec les alliés et amis de la région³⁰⁶. Bien que ce document officiel ne le mentionne pas, ces tâches, on le constate en se référant aux définitions des publications militaires officielles (le JP 3-07 et le FM 100-5), relèvent en grande partie de l'emploi des OOTW (ex.: la lutte contre le terrorisme). Cette constatation se voit confirmée dans un article du Général Wesley K. Clark, l'ex-commandant en chef du *US Southcom*, paru dans le journal de l'École des Amériques. Ce dernier affirme au sujet de la stratégie de sécurité étatsunienne pour le sous-continent: «*[t]here is a broad array of military operations other than war, from peace enforcement to disaster relief, for which we have to be prepared*»³⁰⁷.

De toutes ces mesures stratégiques, la coopération hémisphérique en matière de défense semble occuper une place toute particulière dans l'approche étatsunienne³⁰⁸. Effectivement, Washington tente de promouvoir l'établissement d'un cadre de sécurité collective qui permettra l'instauration de relations stables et

³⁰⁴ Le département de la défense a identifié sept organisations terroristes dans la région (*Ibid.*, p.26).

³⁰⁵ CJCS John Shalikashvili, National Military Strategy of the United States of America: A Strategy of Flexible and Selective Engagement, p.ii.

³⁰⁶ William J. Perry, United States Security Strategy for the Americas, p.ii.

³⁰⁷ Général Wesley K. Clark, «Serving as a forum for the hemisphere's concerns», Adelante, (automne 1996), <http://www-benning.army.mil/usarsa/ADELANTE/fall96/cinc.htm>

³⁰⁸ Cette idée de coopération entre les nations de l'hémisphère sur des questions économiques et/ou de sécurité remonterait, d'après Wesley A. Fryer du *U.S. Air Force*, au premier Congrès interaméricain tenu en 1889 à Washington. Voir à ce sujet Wesley A. Fryer, «Prospects for Collective Security in the Western Hemisphere», 1997, <http://wtvi.com/wesley/collectivesecurity.htm>

sûres. Ce cadre reposerait sur la solidification des relations entre civils et militaires en matière de sécurité, sur le renforcement des programmes civilo-militaires et sur une redéfinition du rôle des militaires latino-américains dans le contexte démocratique actuel. Cette idée de coopération hémisphérique fait son nid avec l'élaboration de l'agenda inter-américain de sécurité de Perry (1994) et elle se concrétise avec la tenue de la première *Defense Ministerial of the Americas* à Williamsburg en 1995. Ce sommet sur les questions de sécurité réunit, pour la première fois, les différents responsables de défense (civils et militaires) de l'hémisphère (sauf Cuba). Il aboutit à la reconnaissance, par chacune des parties, de la nécessité de la préservation de la démocratie pour la sécurité de l'hémisphère et à l'établissement des six principes de Williamsburg³⁰⁹. L'expérience se répète et d'autres *Defense Ministerial of the Americas* suivront en Argentine (1996) et en Colombie (1998).

Graduellement, au fil de ces sommets s'édifie un nouvel ordre régional de défense multilatérale. Une nouvelle conception de la sécurité collective des Amériques émerge. Elle semble se fonder sur une approche de coopération entre les différentes instances de défense et de sécurité selon des dénominateurs communs³¹⁰: surveillance; patrouille; *search-and-rescue*; défense du Canal de Panama; fonctionnement opérationnel de l'École des Amériques; prévention de la prolifération des armes de destruction massive; déminage; aide d'urgence; prévention des crises humanitaires; opérations multilatérales de maintien de la paix; contrôle d'armement; coopération entre les officiels de la police et de la justice; partage d'information³¹¹; surveillance à la frontière E.-U./Mexique³¹²; lutte anti-

³⁰⁹ Les **six principes de Williamsburg** sont: **1)** faire respecter les **Résolutions de Santiago**; **2)** reconnaître le rôle critique joué par les forces militaires et de sécurité dans la défense de la démocratie; **3)** maintenir les engagements de Miami et Managua de subordination des forces armées américaines aux pouvoirs civils démocratiquement élus, aux Constitutions nationales respectives et au respect des droits humains grâce à l'entraînement et à la formation; **4)** accroître la transparence en matière de défense par l'échange d'information, la divulgation des budgets et en favorisant un meilleur dialogue civil-militaire; **5)** «*To set as a goal for our hemisphere the resolution of outstanding disputes by negotiated settlement and widespread adoption of confidence building measures, all of this in a time-frame consistent with the pace of hemispheric economic integration, and to recognize that the development of our economic security profoundly affects our defense security and vice versa*»; **6)** promouvoir une plus ample coopération de défense hémisphérique en appuyant les opérations de maintien de la paix de l'ONU par une participation volontaire et en luttant ensemble contre le narco-trafic (William J. Perry, United States Security Strategy for the Americas, p.4).

³¹⁰ «*Today, a concept of "cooperative security" is emerging, with greater emphasis on integrated approaches to shared problems*» (*Ibid.*, p.2).

³¹¹ Ex.: «*enhance information on insurgent groups operating near borders in order to prevent the establishment of sanctuaries*» (Donald E. Schulz, *op. cit.*)

³¹² Tout un débat sur la militarisation ou non de cette frontière E.-U./Mexique et sur les techniques d'OOTW utilisées pour sa surveillance anime les cercles de défense. Voir à ce sujet Geoffrey B.

drogue; lutte contre le terrorisme; contrôle des flux migratoires; problèmes environnementaux; etc.³¹³.

La plupart de ces préoccupations de défense communes, on le remarque en se rapportant à la doctrine des OOTW, commandent de loin ou de proche un usage des OOTW. De plus, parmi les OOTW requises pour cette coopération, nous avons pu constater que les opérations multilatérales de maintien de la paix (*multilateral peacekeeping operations*) se présentent comme une des composantes majeures de cette stratégie de coopération inter-américaine: «*Multilateral peace operations are an important component of our national interest in promoting stability*»³¹⁴. Washington semble encourager fortement la participation des pays de l'hémisphère à de telles opérations; d'où, par exemple, la conduite de UNITAS 94 ou de United Forces CENTAM 95, deux séries d'exercices militaires conjoints pour des fins d'apprentissage en matière d'opérations de paix: «*Expanding and deepening defense cooperation with other countries of the region in support of common objectives, encouraging them to improve capabilities for joint actions, including international peacekeeping*»³¹⁵. En 1995, vingt pays du continent participent à 15 des 16 opérations de paix de l'ONU dans le monde. Ces types d'opérations, rappelons-nous, sont considérés des OOTW.

5.5 La voie privilégiée: le contact de «militaire à militaire»

La voie privilégiée par l'administration pour étendre et approfondir les liens et la coopération avec les organisations de défense de la région est le contact de «militaire à militaire» (*military-to-military or foreign military interaction*). Ces militaires, pour la plupart des créations étatsuniennes et considérés comme le groupe allié traditionnel des États-Unis dans la région³¹⁶, semblent être préférés au pouvoir civil pour affronter le problème de l'«instabilité» (la menace centrale pour la démocratie de marché): «*Our military-to-military engagements will remain the currency of our engagements*»³¹⁷. Ce contact inclut: «*combined exercises, training programs, security assistance, professional military and civilian education, humanitarian relief projects, participation in international peacekeeping missions, joint planning and*

Danemarest, «Border Patrol Enforcement versus Militarization», *Military Review*, (May-June 1997), <http://www-cgsc.army.mil/milrev/english/mayjun97/danemarest.htm>

³¹³ Joseph Nye, Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs, News Briefings of the Office of the Assistant Secretary of Defense, *op. cit.*

³¹⁴ William J. Perry, *United States Security Strategy for the Americas*, p.17

³¹⁵ *Ibid*, p.27.

³¹⁶ Selon le National Security Council, 1998.

³¹⁷ William J. Perry, *United States Security Strategy for the Americas*, p.2.

information sharing, and arms transfer policies»³¹⁸. Par ce contact de militaire à militaire, nous apprend un article du Journal de l'École des Amériques, Washington cherche à façonner l'environnement de sécurité en sa faveur:

«Shaping the Latin American security environment using the military-to-military contact program. Having a regional contact program creates stability by reassuring allies and deterring the forces that threaten regional peace through face-to-face engagement with allies around the world»³¹⁹.

Cette stratégie de coopération régionale entre militaires, appelé *strategy of cooperative regional peacetime engagement*³²⁰, mise sur une «professionalisation» des différents corps militaires («*professional military and civilian education and training is critical to pursuing the goal of democratic consolidation in the region*»³²¹), encourage l'élargissement du rôle des forces armées latino-américaines et prône, d'après nos constatations, un usage étendu des OOTW. Ce choix est considéré comme peu coûteux et *low profile*.

Pour la diffusion de cette «doctrine»³²² de coopération hémisphérique et, par le fait même, de la doctrine des OOTW, Washington entend investir largement dans la formation et l'entraînement des militaires latino-américains. Cette approche semble être endossée par les militaires du sous-continent. Lors d'une conférence inter-américaine sur l'impact des OOTW sur la formation professionnelle des militaires tenue à l'École des Amériques en 1998, le Général Luis M. Rodriguez Martinez de la République Dominicaine, secrétaire permanent de la conférence, déclare à ce sujet: «*To be successful in the globalizing world, soldiers must be immersed in a permanent process of learning*»³²³. Des conférences comme celle susmentionnée nous montrent qu'il se fait un enseignement sur les OOTW même si la *United States Security Strategy for the Americas* garde le silence à ce propos.

Pour répondre à l'impératif de formation et d'entraînement, l'enseignement académique prime. Des cours sont dispensés aux militaires du sous-continent sur

³¹⁸ *Ibid.*, p.1

³¹⁹ Joseph C. Leuer, «Shaping the Latin American Security Environment», *Adelante (USARSA)*, (Summer 1998), <http://www.benning.army.mil/usarsa/main.htm>

³²⁰ Statements of General Charles E. Wilhelm, *op. cit.*

³²¹ William J. Perry, *United States Security Strategy for the Americas*, p.22.

³²² Donald E. Schultz parle de cette stratégie de coopération en termes de doctrine.

³²³ Voir Training and Military Education Conference U.S. Army School of the Americas (USARSA), 1998, <http://www.-benning.army.mil/usarsa/releases/TMEC/TMEC98.htm>

des sujets aussi variés que: la «défense de la démocratie» (*democratic sustainment*), les droits humains, le maintien de la stabilité régionale, les opérations humanitaires, les opérations civiles-militaires, les opérations psychologiques, les opérations anti-drogue, le «déminage humanitaire» (*humanitarian demining*), les opérations de paix, les affaires civiles, les programmes d'*Internal Defense and Development (IDAD)*, le *Foreign Internal Defense (FID)*, les médias, etc.³²⁴. Une telle formation est offerte à l'**École des Amériques (U.S. Army School of the Americas (USARSA))** de Fort Benning en Géorgie, à l'**Académie inter-américaine des forces de l'air (IAAFA)** de Lackland Air Force Base au Texas, au *Naval Small Craft and Technical Training School (NAVSCIATTS)* située au Panama, au *Center for Hemispheric Defense Studies (CHDS)* du *National Defense University* de Washington, au *Inter-American Defense College* de Fort McNair, etc. En plus de la formation donnée dans ces écoles étatsuniennes, d'autres académies latino-américaines proposent un apprentissage comparable. Un *Center for Instruction for Peacekeeping* existerait en Uruguay. La *School for River Operations* (Pérou), une école E.-U./Pérou pour la lutte anti-drogue, a récemment ouvert ses portes. Un enseignement est également dispensé par l'entremise des programmes du IMET (*International Military Education and Training*)³²⁵. Pour parfaire cette formation, Washington souhaiterait aussi la création d'une académie régionale d'opérations de paix calquée sur le modèle de l'académie étatsunienne, la *U.S. Army Peacekeeping*. Outre ces académies et programmes militaires, on compte aussi largement sur la participation des ONG qui devront à leur tour faire la promotion de la bonne gouvernance démocratique et de la résolution de conflit³²⁶.

Au nombre de ces académies, l'**École des Amériques** s'impose comme un des piliers de la diffusion de la doctrine de coopération hémisphérique et des OOTW en

³²⁴ Voir à ce sujet William J. Perry, [United States Security Strategy for the Americas](#); et les sites des académies militaires étatsuniennes et latino-américaines susmentionnées tels que celui de l'École des Amériques <http://www-benning.army.mil/usarsa/courses/courses.htm>

³²⁵ Le *International Military Education and Training (IMET)*, un programme créé en 1976, supervisé par le Département d'État mais dont l'application est du ressort du Département de la défense, est un processus de financement (sorte de bourse d'étude) permettant aux États-Unis de payer l'entraînement et la formation de militaires étrangers et d'un nombre limité de civils dans une des 150 institutions militaires d'entraînement ou par des équipes militaires étatsuniennes d'entraînement (*military training teams (MTTs)*). Près de 20% des fonds alloués au IMET est à attribuer à un sous-programme connu sous le nom de «expanded IMET» ou «E-IMET», un sous-programme conçu pour la formation en opérations de non-combat («law enforcement, defense resource management, civil-military relations»). L'Amérique latine et les Caraïbes ont reçu pour \$10.25 million d'IMET en 1998 (Adam Isacson et Joy Olson, [Just the Facts: A civilian's guide to U.S. defense and security assistance to Latin American and the Caribbean](#), Washington D.C., LAWG, 1998, p25-33, <http://www.ciponline.org/facts/jtfigpr.htm>)

³²⁶ Donald E. Schulz, [op. cit.](#) p.xi-xvi.

Amérique latine. Le gouvernement Clinton³²⁷ et les hauts-responsables militaires étatsuniens lui confèrent une importance stratégique sans pareil pour la réalisation de la stratégie de sécurité des États-Unis et la transmission de ces doctrines. À cet égard, le secrétaire de la défense Cohen dira: «[t]he USARSA is an integral part of our efforts to develop closer and more effective ties to the militaries of Latin America [...] the school is an effective transmitter of our values to the military leadership of the region»³²⁸. Le *General Accounting Office* (GAO), lui même, a reconnu son rôle stratégique dans un rapport en 1996: «the School is strategically important to the United States as a foreign policy tool because it supports short - and long-term U.S. economic, political and military interests in Latin America»³²⁹. Bien que dépeinte comme une institution vénérable ayant contribué grandement à la professionnalisation des corps militaires du sous-continent, son existence soulève une polémique. Durant la décennie des années 80, auraient été utilisés six manuels de formation de langue espagnole au contenu controversé non conforme aux lois et à la politique étrangère étatsunienne. Ces manuels auraient fait, par exemple, la promotion de la détention illégale sans égard aux lois ou aux pratiques démocratiques³³⁰. Le Département de la défense (qui a fait enquête³³¹) et l'École maintiennent que les six manuels, non utilisés depuis, ne contiennent que quelques passages inappropriés tout au plus, le reste étant en accord avec les lois étatsuniennes.

L'entraînement et la formation n'ont pas lieu exclusivement dans les académies. Chaque année, 50 000 militaires étatsuniens sont envoyés dans le sous-continent (dans plus de 3000 déploiements), dont une grande partie pour remplir des missions éducatives comme instructeurs des *military training teams* (MTTs), dans des exercices conjoints ou comme membres des Forces spéciales (*Special Forces*, telles que les *Navy Seals* et les *Green Berets*). Le plus connu de ces programmes d'entraînement donné par les Forces spéciales est celui des *Joint Combined Exchange Training* (JCET). Il implique l'envoi de petits groupes de soldats étatsuniens à l'étranger afin que ces derniers s'entraînent ou travaillent avec les militaires locaux. D'après les lois étatsuniennes, le JCET devrait servir exclusivement à l'entraînement

³²⁷ Voir la *United States Security Strategy for the Americas*.

³²⁸ News Release of the Office of Assistant Secretary of Defense (Public Affairs), Washington D.C., February 2, 1998, http://www.defenselink.mil/news/Feb1998/b02021998_bt041-98.htm

³²⁹ Government Accounting Office, *Report on USARSA*, Washington D.C., GAO, 1996, <http://www.parascope.com/ds/1096/soadoc.htm>

³³⁰ Pour avoir une idée du contenu de ces six manuels voir <http://www.ciponline.org/soadoc01.htm>

³³¹ Voir Assistant Secretary of Defense, Memorandum for the Secretary of Defense, «Improper Material in Spanish-Language Intelligence Training Manuals», 10 March 1992, <http://www.ciponline.org/soadoc.03.htm>

des forces spéciales étatsuniennes³³². Récemment, le Congrès étatsunien a sévèrement critiqué les activités des JCET en Colombie et en Indonésie, les forces armées de ces pays ayant été accusées de violations de droits humains. Cet entraînement et cette formation devront favoriser un contact étroit avec le personnel étatsunien dont l'exemple devrait servir de modèle aux militaires étrangers («*By employing elements of its political, economic, military and socio-cultural power, the United States can act as a catalyst in preserving peace, ensuring stability and enhancing the quality of life throughout the hemisphere*»³³³). La stratégie de l'administration Clinton compte aussi sur les institutions telles que l'OEA (on parle d'y ajouter une composante militaire); l'*Inter-American Defense College*; et l'*Inter-American Defense Board (IADB)*. L'IADB s'est formé en 1942, en réponse à l'attaque japonaise de Pearl Harbor, comme un mécanisme de défense hémisphérique contre toute attaque militaire externe possible. Cette instance conseille l'OEA sur les questions de défense.

5.6 Conclusion

Cet examen de la stratégie de sécurité étatsunienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes nous a permis de constater et de comprendre la nature de l'application des OOTW dans cette région. Sommairement, l'application des OOTW dans la région sert à la réalisation de la *strategy of cooperative regional peacetime engagement*, une stratégie qui, par définition, commande le recours aux OOTW (le *peacetime engagement* comprenant les OOTW)³³⁴. La voie choisie pour l'instauration d'un tel type de coopération, comme nous avons pu le noter, est le contact de militaire à militaire. Et, ce contact implique une application des OOTW. En ce sens, la *strategy of cooperative regional peacetime engagement* répond aux impératifs de la stratégie d'engagement et d'élargissement du gouvernement Clinton.

Les grandes lignes d'application des OOTW étant tracées, nous verrons maintenant comment cette théorie des OOTW s'applique au Honduras. Dans notre démarche, nous nous sommes appuyé principalement sur les données de deux études: celle d'Adam Isacson et Joy Olson, *Just the Facts: A civilian's guide to U.S.*

³³² «*Is not designed to train the forces of other countries. It's designed to train our special forces in how forces of other countries operate*» (Kenneth Bacon du département de la défense cité par Adam Isacson, «Importance of the proposed Multilateral Counter-Drug Center (CMA) to U.S. Strategic interests in the Region», *CIP*, (avril 1998), <http://www.ciponline.org/980430pn.htm>)

³³³ *Ibid.*

³³⁴ Selon la NMS le *peacetime engagement* signifie: «*military-to-military contacts, nation assistance, security assistance, humanitarian operations, counterdrug and counterterrorism, and peacekeeping*».

defense and security assistance to Latin American and the Caribbean; et celle d'Adam Isacson, *Altered States: Security and Demilitarization in Central America*. Ces deux études sur les questions de défense et de sécurité en Amérique latine se fondent sur les documents gouvernementaux et militaires étatsuniens officiels accessibles, et sur des entrevues menées sur le terrain avec des officiels étatsuniens et latino-américains. Toutefois, aucune mention n'y est faite des OOTW. Par ailleurs, de notre côté, nous avons aussi consulté des documents officiels tant gouvernementaux que militaires et des périodiques militaires. Nous avons interviewé des spécialistes du LIC et de l'Amérique centrale dont Adam Isacson, spécialiste des questions de sécurité pour la région. Tous ces interviewés ignoraient l'existence de la théorie des OOTW ou, s'ils en avaient entendu parler, ils n'en connaissaient pas l'application au Honduras (Michael T. Klare, Peter Kornbluh, Philip L. Shepherd, Susan Peacock, Tom Barry et Patrice McSherry).

5.7 L'Amérique centrale post-guerre froide et la stratégie de sécurité étatsunienne

Depuis le début des années 90, l'Amérique centrale, point chaud du globe à l'apogée de la guerre froide, connaît une certaine accalmie. La fin de la guerre froide et des conflits armés dans l'isthme ont provoqué un repositionnement, et une réévaluation de la menace et des priorités stratégiques tant de la part des dirigeants étatsuniens que centro-américains. L'Amérique centrale n'occupe plus une place d'importance au centre des préoccupations stratégiques étatsuniennes; de nouvelles priorités ont pris le relais (le Proche-Orient et l'Asie du Sud-Est figurent parmi ces nouvelles priorités de l'heure). Désormais, en ce qui a trait à l'Amérique centrale, à l'exemple de la situation latino-américaine, Washington dit vouloir miser sur la démocratisation et la consolidation d'un libre marché comme en témoigne cette déclaration de Clinton lors de son séjour en Amérique centrale à la suite de l'ouragan Mitch: «*In times past, there was conflict, turbulence and distrust. But now we are bound together in our common commitment to democracy*»³³⁵. Il en sera de même pour le Honduras:

«[c]onsolidating stable democracy, promoting a healthy and more open economy capable of sustainable growth, improving the climate for business and investment while protecting U.S. citizen and

³³⁵ <http://cnn.com/WORLD/americas/9903/09/clinton.lat.am.01/>

corporate rights, and assisting in the creation of more effective institutions to protect the environment»³³⁶.

Pour les officiels étatsuniens et certains spécialistes de la région, depuis la fin des conflits, l'Amérique centrale est sur la voie de la démocratisation (tous les gouvernements de l'isthme ont été élus par suffrage), de la démilitarisation (les forces de sécurité connaissent des restructurations budgétaires et organisationnelles importantes), de la paix (avec la signature, par les présidents du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, de l'accord de paix Esquipulas II en 1987) et de l'intégration économique (l'isthme, comme le reste des Amériques, a emboîté le pas en adoptant différents accords). Signe du changement en cours, l'isthme figure dorénavant parmi les nouveaux bancs d'essai de la «deuxième génération d'opérations multilatérales de maintien de la paix», parmi les OOTW les plus proéminentes de l'heure. L'isthme continue d'être l'hôte de nombreuses opérations de l'ONU et de l'OEA dont la ONUCA, ONUVEN, CIAV-OEA, ONUSAL et MINUGUA³³⁷.

L'Amérique centrale, même si dite en processus de démocratisation, de démilitarisation, de paix et d'intégration économique, est toujours perçue sous la coupe de menaces qui pèsent sur les pays voisins (i.e. menaces transnationales et internes). Afin de surmonter ces «nouvelles menaces», l'administration Clinton compte fortement sur un élargissement du rôle des militaires et la conservation de relations étroites avec ceux-ci (i.e. le contact de militaire à militaire) et le maintien des bases militaires au Panama et au Honduras. Comme il a été établi dans notre présentation de la stratégie de sécurité étatsunienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes, les forces armées centro-américaines, à l'instar des autres forces armées de la région, sont encouragées par Washington à assumer un rôle de premier plan dans la lutte contre ces «nouvelles» menaces. Ainsi, les armées centro-américaines remplissent de «nouvelles» missions aux moyens des OOTW. Afin d'être en mesure de vérifier l'application de la théorie des OOTW au Honduras, nous aborderons brièvement trois éléments de la stratégie de sécurité étatsunienne pour le sous-continent. Il s'agit des principales opérations entreprises par les militaires honduriens encouragées par les États-Unis et relevant des OOTW, de la formation étatsunienne et du contact de militaire à militaire.

³³⁶ U.S. Department of State, «Background notes: Honduras», Bureau of Inter-American Affairs, 1997, http://www.state.gov/www/background_notes/honduras_0497_bgn.htm

³³⁷ Respectivement la mission de l'ONU en Amérique centrale, la mission de l'ONU d'observation des élections au Nicaragua, la Commission internationale de soutien et de vérification de l'OEA, la mission d'observation de l'ONU au Salvador et la mission d'observation de l'ONU au Guatemala.

5.8 Les opérations

5.8.1 La lutte anti-drogue

Le trafic de la drogue est perçu comme la plus importante menace de la région: «*Drug trafficking is an ambush in the path toward achieving our national objectives*»³³⁸. Tous les pays centro-américains sont appelés à contribuer de façon significative dans la lutte contre la drogue (une des plus importantes OOTW de l'hémisphère sud) y compris le Honduras qui se classe neuvième dans l'hémisphère et deuxième dans l'isthme à recevoir de l'«assistance pour la lutte anti-narcotrafic» (*counternarcotics assistance*)³³⁹. La région est identifiée comme une des plaques tournantes du trafic de la drogue (une grande partie des 500 tonnes de cocaïne acheminées aux États-Unis annuellement transiterait par l'Amérique centrale³⁴⁰). Une stratégie commune de coopération en matière de lutte anti-drogue a donc été adoptée à l'été 1997 lors d'une conférence ministérielle E.-U./Amérique centrale, tenue à Washington sur l'application de la loi, la sécurité publique et les stupéfiants. Un agenda anti-drogue a fait l'objet d'une entente.

La stratégie de lutte contre la drogue de l'administration Clinton semble moins confrontationnelle que celle de l'administration Bush, misant davantage sur la démocratisation et le libre marché. Selon l'ex-secrétaire d'État Warren Christopher:

«Building democracies can better combat narcotics production and trafficking... Our new strategy has broadened the focus of our overseas narcotics efforts from interdiction to a more balanced approach... Our central objective is to strengthen the rule of law, economic and social development, and anti-drug institutions in the host nations»³⁴¹.

Concrètement, la stratégie mise sur l'établissement d'institutions fiables, de réglementations et de lois grâce aux programmes de l'AID (organisation qui détient financièrement et qualitativement un des plus importants programmes officiels d'assistance démocratique, estimé pour l'année fiscale de 1994 à 400 millions de

³³⁸ Statement of General Charles E. Wilhelm, *op. cit.*

³³⁹ Adam Isacson et Joy Olson, Just the Facts: A civilian's guide to U.S. defense and security assistance to Latin American and the Caribbean, p.184.

³⁴⁰ Miguel Díaz S., «Centroamerica-EEUU: Alianza contra el narcotráfico», Diálogo Centroamericano, n°24 (septembre 1997), <http://www.us.net/cip/dialogue/9709es01.htm>

³⁴¹ Les propos du Secrétaire d'État d'alors, Warren Christopher, cités par Adam Isacson, Altered States: Security and Demilitarization in Central America, p.154.

dollars, dont 60 millions pour l'Amérique latine³⁴²) et sur l'enseignement des techniques anti-narcotrafic (techniques des OOTW) grâce à la formation et à l'entraînement donnés au *U.S. Southcom* du Panama (tenant un rôle fondamental dans cette lutte). Cette formation et cet entraînement anti-narcotrafic prennent de plus en plus une ampleur multinationale, d'où le projet de création d'un centre multinational de lutte contre la drogue au Panama.

Pour certains critiques, dont l'Ombudsman des droits humains du Honduras Leo Valladares, cette politique anti-drogue loin d'être innovatrice s'inscrit en continuité avec la vision stratégique étatsunienne traditionnelle:

«The United States is inventing another way to avoid losing its dominance and influence. Through the struggle against narcotrafficking they are trying to have a different relationship with Central America's armed forces»³⁴³.

Coletta Youngers (experte du *Washington Office on Latin America* et auteure du livre *Clear and Present Dangers*) partage cette opinion. Pour elle, cette lutte incarne le nouveau cheval de bataille de Washington, en vue de légitimer une présence militaire étatsunienne dans l'hémisphère et de poursuivre ainsi des programmes de soutien aux armées de la région. D'après Youngers, la guerre à la drogue dans les régions andines a remplacé la guerre aux conflits armés en Amérique centrale³⁴⁴. Ceci est confirmé par les officiels étatsuniens: «*In my opinion the narcotrafficking threat to Central and South America is more serious than that posed in the past by Cuban and Soviet sponsored subversion*»³⁴⁵, confie l'ancien commandant en chef du *Southcom*; «*The scourge of drugs is presently the greatest threat to democracy in several Latin American countries*»³⁴⁶, affirme le Général Barry McCaffrey, l'actuel Tzar de la drogue (*drug Czar*) de Clinton. Ainsi, pour les hauts dirigeants étatsuniens, la menace de la drogue est une des plus importantes. Or, d'après Adam Isacson, pour beaucoup d'officiels étatsuniens sur le terrain, la drogue en Amérique centrale représente davantage une menace potentielle que réelle³⁴⁷.

³⁴² Thomas Carothers, «The NED at 10», *Foreign Policy*, n° 95 (Summer 1994), p.124

³⁴³ Leo Valladares cité par Adam Isacson, *Altered States: Security and Demilitarization in Central America*, p.154.

³⁴⁴ Coletta Youngers, «"The only War We've Got": Drug Enforcement in Latin America», *NACLA Report on the Americas*, VOL.XXXI, n°2 (septembre-octobre 1997), p.14.

³⁴⁵ Adam Isacson, *Altered States: Security and Demilitarization in Central America*, p.155.

³⁴⁶ *Ibid*, p.156.

³⁴⁷ *Ibid*, p.156.

5.8.2 L'assistance humanitaire et civique (i.e. l'action civique)

En plus des missions de lutte anti-drogue, l'Amérique centrale est la terre de prédilection d'un autre type d'OOTW; les militaires participent à des opérations d'assistance humanitaire et civique (*humanitarian and civic assistance (HCA)*). En 1994, 44% du budget total d'HCA a été dépensé en Amérique centrale³⁴⁸. Parmi les pays de l'isthme, le Honduras est l'hôte du plus grand nombre de ces opérations. Il est de loin le plus grand bénéficiaire d'HCA en Amérique latine (\$664 988 pour l'année 1998³⁴⁹). Dans ce genre d'OOTW, les militaires étatsuniens (notamment, la Garde nationale) sont amenés (souvent avec la participation des forces armées locales) à réaliser des projets de type communautaire (construction de routes et d'écoles, apport de services médicaux, etc.). De tels exercices ont pour but premier, l'entraînement des militaires étatsuniens. Selon le département de la défense: «*overseas deployments are an integral aspect of maintaining a forward U.S. military presence, ensuring operational readiness to respond to crises and preparing National Guard and Reserve Forces*»³⁵⁰. Ces exercices visent aussi une amélioration de l'image des militaires.

La conduite d'opération d'HCA ne fait pas l'unanimité. Le GAO a critiqué les pratiques budgétaires de ces programmes: «*The full extent of the program is unknown because some civic assistance projects are not being submitted to the State Department for approval (as the law requires)*»³⁵¹. Des groupes de droits humains leur reprochent de favoriser et de renforcer le pouvoir politique des militaires en légitimant leur implication dans des rôles d'ordre socio-économique. Ceci est particulièrement nocif dans un pays comme le Honduras où les militaires contrôlent déjà les entreprises commerciales clés. Ironiquement, de tels projets d'HCA ne pourraient être menés aux États-Unis puisqu'il est interdit aux militaires de faire compétition au secteur industriel privé.

5.8.3 Les exercices militaires conjoints

La tenue d'exercices militaires conjoints (*joint exercises*) se présente comme une autre des missions auxquelles participent les forces armées de la région. Ces exercices conjoints impliquent les forces armées étatsuniennes et régionales et ciblent le renforcement du «*command and control and interoperability between U.S. and*

³⁴⁸ *Ibid*, p.157.

³⁴⁹ Adam Isacson et Joy Olson, *Just the Facts: A civilian's guide to U.S. defense and security assistance to Latin American and the Caribbean*, <http://www.ciponline.org/facts/>

³⁵⁰ Le département de la défense cité par *Ibid*, p.99.

³⁵¹ Adam Isacson, *Altered States: Security and Demilitarization in Central America*, p.158.

Central American militaries»³⁵². Les exercices actuellement engagés en sol centro-américain ont pour nom *Fuerzas Aliadas*. Ils comprennent des opérations d'entraînement d'aide d'urgence, de maintien de la paix (*peacekeeping*) et de lutte anti-drogue. Toutes ces opérations sont des OOTW. La réduction du risque de guerre a rendu ces types d'exercices désuets. Malgré ce fait, les milieux de défense étatsuniens ont décidé de les utiliser dans un autre cadre. Les exercices actuels visent davantage le maintien de la paix (une OOTW d'importance dans la NSS). La dernière opération *Fuerzas Aliadas* entreprise au Honduras a eu lieu en mai 1998. Parmi les pays de l'isthme, le Honduras s'impose comme la destination préférée des États-Unis pour la tenue de tels exercices conjoints.

D'après les responsables étatsuniens, ces exercices ont pour mission d'aider les militaires locaux à se familiariser aux pratiques démocratiques (ex.: respect des droits humains) et de renforcer les relations entre civils et militaires (des civils participant à certains de ces exercices, comme par exemple les exercices conjoints d'opérations de maintien de la paix). L'exposition au personnel militaire est sensée favoriser un tel apprentissage (une vision qui semble plutôt paternaliste). Mais d'après l'étude d'Isacson, le contenu des enseignements prodigués aux militaires centro-américains semble indiquer le contraire³⁵³. Les leçons démocratiques et civiques devant être retenues de cette exposition ne seraient qu'un à-côté aux véritables sujets d'apprentissage: le combat et le *nation assistance* (i.e. la contre-insurrection), un des éléments des OOTW.

5.9 La formation étatsunienne

En plus des OOTW entreprises par les militaires honduriens, l'exposition à la doctrine des OOTW s'impose comme une autre des composantes de l'application de la théorie des OOTW au Honduras. Le Honduras a été septième récipiendaire d'IMET en Amérique latine et deuxième en Amérique centrale (1997)³⁵⁴. Il est le quatrième élève en Amérique latine de l'École des Amériques (pilier de la diffusion des OOTW) et premier en Amérique centrale³⁵⁵. Il se classe aussi premier en Amérique centrale et deuxième dans l'hémisphère comme récipiendaire de *Foreign Military Sales (FMS)* en 1997. Rappelons que l'IMET est inclus dans la catégorie *nation assistance* des OOTW. Les programmes de *Foreign Military Sales (FMS)* quant à eux, des programmes de vente d'armes par l'entremise du département de la

³⁵² Statement of General Charles E. Wilhelm, *op. cit.*

³⁵³ Adam Isacson, *Altered States: Security and Demilitarization in Central America*, p.153.

³⁵⁴ Adam Isacson et Joy Olson, *Just the Facts: A civilian's guide to U.S. defense and security assistance to Latin American and the Caribbean*, p.184-186.

³⁵⁵ *Ibid.*, p.184-186.

défense, favorisent l'échange de savoir entre acheteurs latino-américains et vendeurs étatsuniens et par conséquent contribuent au contact de militaires à militaires. Ces données nous indiquent que parmi les militaires de la région, les militaires honduriens se démarquent comme étant les mieux informés de la théorie des OOTW.

5.10 Le contact de militaire à militaire

Dans l'esprit de la *U.S. Security Strategy for the Americas*, le contact de militaire à militaire doit primer au Honduras comme partout ailleurs en Amérique latine et dans les Caraïbes:

«In the absence of a large security program, defense cooperation has taken the form of increased participation by the Hondurian armed forces in military-to-military contact programs and bilateral and multilateral combined exercises oriented toward peacekeeping, disaster relief, humanitarian/civic assistance, and counternarcotics»³⁵⁶.

Le *Joint Task Force-Bravo*, un contingent militaire étatsunien en fonction durant les années 80, sert de moyen privilégié de prise de contact. Il dirige des exercices combinés tant au Honduras que dans les pays avoisinants. En 1996, quatre exercices multilatéraux majeurs et 40 opérations d'assistance humanitaire et civique (aide médicale et construction d'écoles) ont eu lieu sous la supervision du JTF-Bravo³⁵⁷ (i.e. les opérations *Nuevos Horizontes* avec la participation des forces armées honduriennes). Il est composé de 500 militaires étatsuniens (ce qui équivaut à la moitié du personnel présent durant les années 80) qui se trouvent toujours postés à la Base Enrique Soto Cano (ce nombre devant être augmenté prochainement selon les déclarations du Général Wesley Clark en 1996³⁵⁸). Sa mission telle que décrite officiellement consiste en: «conduct and support joint, combined and interagency operations in the Joint Operations Area to enhance regional cooperative security»³⁵⁹. Un débat entoure la sauvegarde de cette présence militaire étatsunienne en sol hondurien (la base de Soto Cano appartient aux Honduriens, mais elle est prêtée aux États-Uniens selon un accord tacite). Le GAO considère

³⁵⁶ U.S. Department of State, «U.S. Department of State, «Background notes: Honduras».

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ Adam Isacson, *Altered States: Security and Demilitarization in Central America*, p.163.

³⁵⁹ Site internet du Joint Task Force-Bravo, <http://www.ussouthcom.com/southcom/jtfbravo/Index.htm>

qu'elle n'est plus requise: «[c]ontinuing U.S. military presence at Soto Cano Base is not critical»³⁶⁰. Néanmoins, l'establishment de la défense étatsunien reste sur sa position. Le Général McCaffrey, plaidant en faveur du maintien du JTF-Bravo à Soto Cano, dira:

«While the circumstances in Central America have changed dramatically for the better in recent years... this organization and its facilities continue to be useful... We fly supplies into this C-5 capable airfield from the United States (and) distribute the supplies throughout the region... our presence in Honduras allows us operational flexibility as we draw down in Panama. Maintaining access to this facility... continues to be cost effective and in our best interest»³⁶¹.

Actuellement, la base militaire Soto Cano sert à l'entraînement anti-narcotrafic, aux exercices conjoints et aux programmes d'assistance humanitaire et civique (toutes des opérations d'OOTW).

En plus de ce contact de militaires à militaires par l'entremise du JTF-Bravo, les militaires honduriens bénéficient du contact avec les forces spéciales étatsuniennes. En effet, des forces d'opérations spéciales (*Special Operations Forces (SOF)*) du Southcom contribuent à la MOMENCA (*Mission of Removal of Mines in Central America*) de l'OEA et de l'IADB, une mission de déminage (une OOTW) établie à Danlí au Honduras. Ses SOF procurent entraînement, formation et support logistique. La MOMENCA se compose de soldats étatsuniens, honduriens, nicaraguayens, costariciens, colombiens, vénézuéliens et brésiliens. Enfin, sa participation aux opérations de paix compléterait le tableau du contact de militaire à militaire pour le Honduras. Ce pays a participé à la mission de paix de l'ONU en Haïti (une OOTW) et continue de prendre part à de telles activités comme membre d'une mission d'observation dans l'Ouest du Sahara³⁶².

5.11 Conclusion: y a-t-il application des OOTW au Honduras?

Ce tour d'horizon de la stratégie étatsunienne pour l'Amérique centrale et le Honduras et l'examen des différentes composantes de cette stratégie nous a permis

³⁶⁰ United States General Accounting Office, Honduras: Continuing U.S. Military Presence at Soto Cano Base Is Not Critical. Washington D.C., GAO, 1995, p.1.

³⁶¹ Le General McCaffrey cité par Adam Isacson, Altered States: Security and Demilitarization in Central America, p.163.

³⁶² U.S. Department of State, «Background notes: Honduras».

de constater l'existence de l'application de la théorie des OOTW dans l'isthme, théorie succédant à celle du LIC. Cette présentation des principales opérations entreprises par les militaires honduriens sous l'impulsion étatsunienne, de la formation étatsunienne et du contact de militaire à militaire instauré au Honduras, nous a permis d'évaluer la nature de l'application de la théorie des OOTW au Honduras et de déterminer la place de ce pays dans la stratégie de sécurité étatsunienne pour le sous-continent.

Ainsi, l'application des OOTW au Honduras consiste dans la tenue d'opérations de lutte anti-drogue; d'opérations d'action humanitaire et civique; d'exercices conjoints E.-U./Honduras (d'entraînement à l'aide d'urgence, de maintien de la paix (*peacekeeping*) et de lutte anti-drogue); d'opérations de déminage (la MOMENCA) et dans une participation à des opérations multilatérales de maintien de la paix. Cette application des OOTW a aussi pour nature de consolidation du contact de militaires à militaires, un contact particulièrement imposant au Honduras. Ce contact prévaut grâce à la présence du JTF-Bravo qui dirige des exercices combinés tant au Honduras que dans les pays avoisinants (exercices d'OOTW), et grâce à l'utilisation de la base militaire de Enrique Soto Cano qui sert à l'entraînement anti-narcotrafic, aux exercices conjoints et aux programmes d'assistance humanitaire et civique (toutes des OOTW). La formation étatsunienne, autre élément étudié de l'application des OOTW au Honduras, nous amène à une constatation: les militaires honduriens semblent être, parmi les militaires de la région, les plus exposés à la théorie des OOTW, comme en témoignent leur fréquentation de l'École des Amériques et leur participation aux programmes d'IMET.

En outre, comme le montre cette exposition des composantes de l'application des OOTW au Honduras, on constate que dans la stratégie étatsunienne, le Honduras tient toujours une place importante en dépit de la perte de son statut particulier de guerre froide. Le Honduras s'illustre au premier rang des bénéficiaires de ces programmes. C'est donc dire que le Honduras demeure malgré tout un des favoris de l'isthme pour l'application de la théorie des OOTW. Cette place octroyée au Honduras et cette valorisation de la relation avec les militaires honduriens, bien qu'il ne représente plus d'intérêt géostratégique pour Washington et le GAO³⁶³, s'expliqueraient en partie par le retour en 1999 des bases étatsuniennes du Panama aux mains des autochtones, faisant de Soto Cano (Honduras) la seule base étatsunienne de la région (la seule piste d'atterrissage

³⁶³ «Honduras no longer critical for current U.S. policy objectives in the region such as economic growth and democratic reform» (United States General Accounting Office, Honduras: Continuing U.S. Military Presence at Soto Cano Base Is Not Critical, p.7).

étatsunienne dans l'isthme). Selon le département de la défense, Soto Cano qui sera appelée à jouer éventuellement un plus grand rôle dans la lutte anti-drogue dans les années à venir, s'avère des plus utiles pour de futures opérations. Mais les plans de création d'un centre multilatéral de lutte anti-drogue au Panama viendraient peut-être démentir cette explication.

Une telle mise en oeuvre des OOTW dans la région sert, comme nous avons pu le constater, à l'actualisation de la stratégie de sécurité nationale de l'administration Clinton dans la région. Outre ces constats, les raisons de l'application des OOTW au Honduras et la place accordée à ce pays dans la stratégie étatsunienne actuelle demeurent obscures. Pour certains spécialistes, tels que Peter Kornbluh, «il n'y a plus rien au Honduras, sauf les dégâts de l'ouragan Mitch»³⁶⁴. Susan Peacock confie lorsqu'interrogée sur la persistance ou non de l'application d'une quelconque théorie anti-révolutionnaire ou non-traditionnelle au Honduras, qu'à son avis, «tant que l'armée hondurienne demeurera une institution d'importance au Honduras, la théorie du LIC perdurera»³⁶⁵. Adam Isacson, de son côté, nous révèle que les instances de défense étatsuniennes sont avares de commentaire quant au rôle de la présence étatsunienne en sol hondurien³⁶⁶. Ces experts ne connaissent pas l'existence des OOTW. En conséquence, leur réponse n'apporte pas d'éclaircissement. Ce changement de théorie, la transformation du LIC en OOTW, ne semble donc pas encore être reconnu dans la littérature disponible touchant l'Amérique latine. Pourtant, l'application de la théorie des OOTW semble s'être généralisée dans la région et répondre ainsi à l'impératif de maintien de la stabilité régionale, comme dans le cas du LIC.

Ainsi, il ressort de cette étude de l'application des OOTW au Honduras: tant que les États-Unis percevront les conflits sociaux et politiques comme une menace à leur sécurité nationale, ils maintiendront des théories telles LIC ou OOTW. Or, la fin de la guerre froide n'a pas entraîné la fin des problèmes sociaux et politiques en Amérique centrale. Cette région reste marquée et dévastée par des années de guerre et d'application du LIC. Parmi les problèmes accablant la région, il y a: la **pauvreté** (D'ici l'an 2000, on prévoit que 80% de la population centro-américaine

³⁶⁴ D'après une entrevue téléphonique avec Peter Kornbluh du *National Security Archive* en novembre 1998.

³⁶⁵ D'après une entrevue téléphonique avec Susan Peacock du *National Security Archive* en novembre 1998.

³⁶⁶ D'après une entrevue téléphonique avec Adam Isacson du *Center for International Policy*, en novembre 1998.

vivra sous le seuil de pauvreté. Au Honduras, elle compte déjà pour 70%³⁶⁷); le **désenchantement grandissant** de la jeunesse centro-américaine face aux iniquités sociales qui perdurent en s'aggravant (Parlant de la sécurité en Amérique latine, Luigi R. Einaudi avancera: «*Old injustices and social problem can challenge international cooperation*»³⁶⁸); **la violence et le crime** qui atteignent des sommets inégalés (ex.: le Salvador a le plus haut taux d'homicides de l'hémisphère, soit 150 pour 100 000 habitants, surpassant la Colombie³⁶⁹); l'**immigration massive** vers les États-Unis (ex.: 1 000 jeunes Salvadoriens ont été arrêtés par des agents de l'INS (Immigration and Naturalization Service) et déportés dans leur pays d'origine lors des émeutes de 1992 à Los Angeles³⁷⁰); les **séquences** d'une décennie de guerre (ex.: le phénomène des gangs de rue au Salvador, résultat direct de la guerre qui y a sévi³⁷¹). Tous ces problèmes, identifiés comme des menaces dans la NSS, en font une poudrière.

Compte tenu de l'ensemble de ces problèmes sociaux et politiques, tout nous porte à croire que le Honduras sera appelé de nouveau à jouer un rôle stratégique d'importance pour les États-Unis afin d'assurer l'instauration de relations sûres et stables devant être favorables à leurs intérêts (tel que décrit dans la NSS), en cette ère d'intégration continentale.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons retracé les origines de la théorie étatsunienne du LIC et le profil de son évolution jusqu'à nos jours. Notre objectif a été de vérifier la validité de l'hypothèse suivante: dans un contexte de fin de guerre froide, la théorie anti-révolutionnaire du conflit de faible intensité se serait transformée en théorie des opérations autres que la guerre. Nous avons utilisé le cas du Honduras en guise d'illustration de l'application du LIC et en vue d'une analyse de ses effets; en outre, nous avons vérifié s'il y a eu mise en oeuvre de la nouvelle théorisation des OOTW.

³⁶⁷ D'après une entrevue sur le terrain menée au Honduras avec Rene Muños, Président de l'OCH (Organisation paysanne du Honduras) en 1992.

³⁶⁸ Luigi R. Einaudi, «Security and Democracy in the Region». *Joint Force Quarterly*, (printemps 1996), p.69.

³⁶⁹ Donna DeCesare, «The Children of War: Street Gangs in El Salvador», *NACLA, Report on the Americas*, VOL. 32, n°1 (juillet-août 1998), p.23.

³⁷⁰ *Ibid*, p.25.

³⁷¹ *Ibid*, p.25.

Dans le but de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse formulée et de répondre à la question de recherche posée, nous avons procédé à une lecture critique des documents officiels gouvernementaux et militaires étatsuniens en toute connaissance des limites de l'exercice, une partie des documents clés n'étant pas disponible. Ainsi, notre argumentation a reposé sur les documents officiels disponibles, sur les «policy statements» de hauts fonctionnaires et de militaires étatsuniens. Afin de pallier cette lacune, notre argumentation s'est fondée en outre sur les commentaires et les interprétations d'experts concernant LIC, les OOTW, l'Amérique latine et/ou le Honduras. Ces commentaires et interprétations viennent de lectures spécialisées, de sources internet crédibles ou d'entrevues effectuées auprès de spécialistes de la question. Ainsi, nous avons réalisé une synthèse critique des différentes stratégies gouvernementales et militaires proposées selon les conjonctures du moment et dégagé les grandes lignes de la nouvelle théorisation des OOTW.

Dans le cas de la théorie des OOTW, nous avons présenté, dans un premier temps, la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale du premier mandat de l'administration Clinton pour, dans un deuxième temps, dégager en quoi cette théorie s'y inscrit. Nous nous sommes attardé aux stratégies émises en début de mandat, la théorie des OOTW étant apparue à cette époque comme un reflet de ce contexte particulier. Ensuite, nous avons abordé les débats entourant cette théorie pour en établir la nature, les buts, les fondements et les types d'opérations. Enfin, nous avons tenté de faire ressortir les similarités et les distinctions entre la théorie du LIC et la théorie des OOTW pour être en mesure de répondre à notre question de recherche. Notre tentative de présenter de façon cohérente le champ théorique peu clair des OOTW est à notre connaissance l'une des premières de ce genre.

Quant à l'étude du Honduras, la nature de l'exercice a consisté en une déconstruction de la politique étatsunienne concernant le sous-continent en examinant trois composantes de la politique de sécurité étatsunienne pour cette région: les opérations auxquelles participent les militaires honduriens avec l'exhortation étatsunienne, la formation étatsunienne et le contact de militaire à militaire. Cette évaluation de ces trois composantes nous a permis de procéder à l'analyse empirique de la situation. Cette démarche s'est avérée indiquée, compte tenu du silence gouvernemental et militaire entourant l'application des OOTW en Amérique latine et au Honduras (on ne parle pas des opérations menées dans la région en termes d'OOTW bien que ces opérations correspondent aux OOTW telles que définies dans la doctrine). Les opérations anti-drogue (Mexique, Colombie, etc.) et celles qui ont eu lieu en Haïti (1994-1996), semblent être parmi les OOTW de la

région reconnues par la littérature militaire (Ces sujets ont été traités dans de nombreux articles de revues militaires spécialisées). Et, l'École des Amériques semble être le seul forum de discussion des OOTW. Cette démarche s'est également avérée requise en raison d'un trop grand nombre de questions restées sans réponse, compte tenu de la clandestinité des opérations menées dans le sous-continent. Par ailleurs, le changement de théorie et l'application des OOTW au Honduras ne semblent pas être reconnus chez nombre de spécialistes de la région. Par exemple, Coletta Youngers, spécialiste des questions relatives à la lutte anti-drogue en Amérique latine, en parle en termes de conflit de faible intensité et non d'OOTW. Le changement de théorie semble lui avoir échappé.

Notre recherche sur l'évolution de la théorie du LIC a permis de constater la transformation de la théorie du LIC en théorie des OOTW et d'en confirmer l'application au Honduras. Cette constatation nous a amené par ailleurs à dégager une continuité idéologique dans la politique de sécurité étatsunienne depuis la deuxième guerre mondiale; il en est de même en matière de théorie de guerre non-traditionnelle. La politique de sécurité étatsunienne actuelle nous est apparue dichotomique, voire contradictoire, en raison d'une double évaluation de la situation internationale (i.e. «dynamique et incertaine»). Cette dualité de la stratégie de sécurité étatsunienne se retrouve dans la théorie des OOTW qui, d'une part, fait la promotion des opérations de paix et, d'autre part, repose sur un partenariat avec les forces armées régionales. On en voit une illustration dans le cas de la stratégie de sécurité pour l'Amérique latine. Celle-ci repose sur la promotion de la démocratie et l'implantation des accords de libre-échange tout en oeuvrant parallèlement au renforcement d'alliances solides et fiables avec les militaires de la région (la force ayant présenté le plus de danger pour la démocratie depuis des générations). Nous avons pu constater également que, malgré la fin de la guerre froide et des conflits armés dans la région, le Honduras demeure un lieu d'importance stratégique pour les États-Unis, une terre de prédilection pour l'application des OOTW.

En dernière analyse, cette dualité constatée de l'approche étatsunienne nous incite à questionner la raison d'être des programmes de *democratic assistance* de l'AID et le rôle de l'AID dans les OOTW. L'AID qui a joué un rôle central dans la mise en oeuvre du LIC, tient peut-être un rôle significatif dans l'application des OOTW. Toute la question de l'aide au développement et de la théorie des OOTW, donc de la fonction de l'AID dans la stratégie de démocratisation de l'administration Clinton, nous apparaît comme une piste de recherche à poursuivre, étant donné l'importance accordée au phénomène des *failed states*.

BIBLIOGRAPHIE**La théorie anti-révolutionnaire****Monographies**

BEAUFRE, André. Stratégie de l'action. Paris: Armand Collin, 1966, 138 p.

_____. La guerre révolutionnaire: Les formes nouvelles de la guerre. Paris: Fayard, 1972, 305 p.

GIRARDET, Raoul. Problèmes militaires et stratégiques contemporains. Paris: Daloz, 1989.

McCUEN, John J. The Art of Counter-revolutionary War: The Strategy of Counter-insurgency. London: Faber and Faber, 1966, 347 p.

La théorie étatsunienne du conflit de faible intensité**Documents gouvernementaux et militaires officiels**

DEPARTMENT OF THE ARMY. US Field Manual (FM) 100-20: Low Intensity Conflict. Washington DC: Headquarters Department of The Army, 1981, 305p.

Monographies

COLSON, Bruno. Le Tiers-Monde dans la pensée stratégique américaine. Paris: Economica, Institut de stratégie comparée, 1994, 85 p.

KLARE, Michael T., KORNBLUH, Peter. Low-Intensity Warfare: Countersurgency, Proinsurgency, and Antiterrorism in the Eighties. New York: Pantheon Books, 1988, 248 p.

MANWARING, Max G., éd. Uncomfortable Wars: Toward a New Paradigm of Low Intensity Conflict. Boulder: Westview Press, 1991, 139 p.

SHULTZ, Richard H. Jr, GODSON, Roy. Dezinformatsia: Active Measures in Soviet Strategy. Washington: Pergamon-Brassey's International Defense Publishers, 1984, 210 p.

SHULTZ, Richard H. Jr., PFALTZGRAFF, Robert L. Jr., *et al.* Guerrilla Warfare and Counterinsurgency, U.S.-Soviet in the Third World. Toronto: Lexington Books, 1989, 428 p.

STOCKWELL, John. In Search of Enemies: A CIA Story. New York: WW Norton, 1978, 285 p.

La théorie étatsunienne du conflit de faible intensité en Amérique centrale et au Honduras

Monographies

ACKER, Alison. Honduras: The Making of a Banana Republic. Boston: South End Press, 1988, 166 p.

ARANCIBIA, Juan C. Honduras: ¿Un Estado Nacional? Tegucigalpa: Guaymuras, 1985, 132 p.

BARRY, Tom. Low Intensity Conflict: The New Battlefield in Central America. Albuquerque: The Interhemispheric Education Resource Center, 1986, 69 p.

BARRY, Tom, NORSWORTHY, Kent. Honduras: A Country Guide. Albuquerque: The Interhemispheric Education Resource Center, 1990, 160 p.

BARRY, Tom, NORSWORTHY, Kent. Inside Honduras. Albuquerque: The Interhemispheric Education Resource Center, 1994, 208 p.

BARRY, Tom, PREUSCH, Deb. The Soft War, The Uses and Abuses of U.S. Economic Aid in Central America. New York: Grove Press, 1988, 304 p.

BLACHMAN, Morris J., *et al.* Confronting Revolution: Security Through Diplomacy in Central America. New York: Pantheon Books, 1986, 438 p.

CEDOH et Universidad Internacional de la Florida, *éd.* Honduras: Realidad Nacional y Crisis Regional. Tegucigalpa: CEDOH, 1986, 474 p.

HAHN, Walter, *éd.* Central America and the Reagan Doctrine. Washington D.C.: United States Strategic Institute, 1987, 317 p.

ISAULA, Róger. Honduras: Un Golpe más. Impactos de la Ley de Ordenamiento Estructural de la Economía. Tegucigalpa: Guaymuras, 1990, 160 p.

LAFEBER, Walter. Inevitable Revolutions: The United States in Central America. New York: W.W. Norton, 1983, 357 p.

LAPPER, Richard, PAINTER, James. Honduras: State for Sale. London: Latin American Bureau, 1985, 132 p.

RAMOS, Ventura. Honduras: Guerra y Anti-nacionalidad. Tegucigalpa: Guaymuras 1987, 205 p.

ROUQUIÉ, Alain. Guerres et paix en Amérique centrale. Paris: Seuil, 1992, 407 p.

Périodiques

BENJAMIN, Medea. «Honduras: The Real Loser in U.S. War Games». Institute for Food and Development Policy, 1987, p.1-6.

BENJAMIN, Medea. «Campesinos: Between Carrot and Stick». NACLA, Report on the Americas, vol.22, n°1 (janvier-février 1988), p.22-30.

FIEDLER, Maureen, POMERLEAU, Dolly. «Honduras: A look at the Reality». Quixote Center, (1991), p.1-12.

GLEIJESES, Piero. «Reflexiones sobre la Victoria de los Estados Unidos en Centroamerica». Pensamiento Iberoamericano, Revista de Economía Política, n°19, 1991, p.257-269.

ISAULA, Roger, «Honduras: Perances idéologiques et stratégiques». DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine), n°1605 (4 juillet 1991), p.1-4.

KLARE, Michael. «De la guerre contre la drogue à la guerre tout court». Monde diplomatique (mars 1990), p.4.

_____. «La consolidación de una doctrina. EEUU: Guerra de Baja Intensidad». Pensamiento Propio, (août 1990), p.36-39.

KLARE, Michael, *et al.* «Report on U.S. Policy: Getting our Way. Clinton's Latin America Policy». NACLA, Report on the Americas, vol. 21, n°2 (septembre-octobre 1997), p.12-39.

MEZA, Victor. «The Military: Willing to Deal». NACLA, Report on the Americas, vol.22, n°1(janvier-février 1988), p.14-21.

MILES, Sara. «The Real War: Low Intensity Conflict in Central America». NACLA, Report on the Americas, vol.20, n°2 (avril-mai 1986), p.17-46.

NAIRN, Allan. «Endgame: A special Report on U.S. military strategy in Central America». NACLA, Report on the Americas, vol.18, n°3 (mai-juin 1984), p.19-53.

NAVARRO HERNÁNDEZ, Luis, *et al.* «The Wars Within. Counterinsurgency in Chiapas and Colombia». NACLA, Report on the Americas, vol.21, n°5 (mars-avril 1998), p.6-45.

SHEPHERD, Philip. «The Case of the Invisible Aid». NACLA, Report on the Americas, vol.22, n°1(janvier-février 1988), p.31-38.

SIGMUND, Paul E. «Approaches to the Study of the Military in Latin America». Comparative Politics, vol. 26, n°1(octobre 1993).

Auteur inconnu, «Honduras: Demilitarization and Other Challenges». Envío (mai 1992), p.13-18.

Documents d'organisations non-gouvernementales

VALERIANI, Marco. L'intervention militaire américaine au Honduras: Une analyse d'éthique chrétienne. Montréal: Groupe de Travail sur le Honduras, 1991, 52 p.

La théorie des opérations autres que la guerre (operations other than war)**Entrevues**

Adam Isacson, novembre 1998, entrevue téléphonique.

Michael T. Klare, mai 1999, entrevue par courrier électronique.

Michael T. Klare, novembre 1998, entrevue téléphonique.

Noam Chomsky, mai 1999, entrevue par courrier électronique.

Patrice McSherry, mai 1999, entrevue téléphonique.

Peter Kornbluh, novembre 1998, entrevue téléphonique.

Philip L. Shepherd, novembre 1998, entrevue téléphonique.

Richard H. Shultz, mars 1999, entrevue téléphonique.

Susan Peacock, novembre 1998, entrevue téléphonique.

Tom Barry, novembre 1998, entrevue téléphonique.

Documents gouvernementaux et militaires officiels

CLINTON, William J. A National Security Strategy for A New Century.
Washington D.C.: GPO, 1997,
<http://www.fas.org/man/docs/strategy97.htm>

_____. A National Security Strategy of Engagement and Enlargement.
Washington D.C.: GPO, 1996,
<http://www.fas.org/spp/military/docops/national/1996stra.htm>

COHEN, William S. Annual Defense Report To The President and Congress. Washington D.C.: GPO, 1998.

_____. Annual Defense Report To The President and Congress. Washington D.C.: GPO, 1999.

DEPARTMENT OF DEFENSE. DOD Dictionary of Military and Associated Terms (JP) 1-02, 1999, <http://www.dtic.mil:80/doctrine/pubstat102.htm>

DEPARTMENT OF THE ARM. US Field Manual (FM) 100-5: Operations. Washington D.C.: Headquarters Department of The Army, 1993, p.163, http://ww.milnet.com/milnet/pentagon/respsnar/alov96_1.htm

SHALIKASHVILI, John. National Military Strategy of the United States of America: A Strategy of Flexible and Selective Engagement. Washington D.C.: GPO, 1995, 20 p.

_____. National Military Strategy of the United States of America: Shape, Respond and Prepare Now -A Military Strategy for a New Era. Washington D.C.: GPO, 1997, <http://www.dtic.mil/jcs/core/nms.html>

SLOCOMBE, Walter B. Report on Allied Contributions to the Common Defense: The Strategic Context of Responsibility Sharing. Washington D.C.: The Pentagon, 1996, http://www.milnet.com.milnet/pentagon/respsnar/alov96_2.htm

US ARMY TRAINING AND DOCTRINE COMMAND. TRADOC Pam 525-5: Force XXI Operations. Fort Monroe: Department of the Army, 1994.

US JOINT CHIEFS OF STAFF. Joint Publications (JP) 3-07: Joint Doctrine for Military Operations Other Than War. Washington D.C.: GPO, 1995, 70 p.

Monographies

HAYLAND, William. The Nature of The Post-Cold War World: The World in the Year 2000: Prospects for Order or Disorder. USAWC: Strategic Studies Institute, 1993, <http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs93e/nature/nature.htm>

METZ, Steven. America in the Third World: Strategic Alternatives and Military Implications. USAWC: Strategic Studies Institute, 1994, <http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs94/america/america.htm>

SNOW, Donald M. Uncivil Wars: International Security and the New Internal Conflicts. London: Lynne Rienner, 1996, 177 p.

Périodiques

ANDERSON, James H. «End Pitfalls: A Strategic Perspective». Military Review, vol. LXXVII, n°5 (septembre-octobre 1997), <http://www-cgsc.army.mil/milrev/english/sepoct97/anderson.htm>

ARNOLD, S.L., Stahl, David T. «A Power Projection Army in Operations Other Than War». Parameters, vol.23, (hiver 1993-1994), p.4-26.

BELL, Raymond E. Jr, «Old Traditions Die Hard: Division Reorganization». Military Review, vol. LXXVIII, n°5 (septembre-novembre 1998), <http://www-cgsc.army.mil/milrev/english/sepnov98/bell.htm>

CHOMSKY, Noam. «The Clinton Vision». Z Magazine, (décembre 1993), <http://www.zmag.org/chomsky/articles/z9312-clinton-vision.html>

CONETTA, Carl et KNIGHT, Charles. «Military Strategy Under Review». Foreign Policy In Focus IRC and IPS, vol. 4, n°3 (janvier 1999), p.1-6.

DE RIVERO, Oswaldo. «Les entités chaotiques ingouvernables». Le Monde Diplomatique, (avril 1999), p.3.

DORFF, Robert H. «Democratization and Failed States: The Challenge of Ungovernability». Parameters, (été 1997), p.17-31.

FASTABEND, David. «The Categorization of Conflict». Parameters, (été 1997), p.74-87.

FRANKS, Frederick M. Jr. «Full-Dimensional Operations: A Doctrine for an Era of Change». Military Review, vol.LXXVII, n°1 (janvier-février 1997), <http://www-cgsc.army.mil/milrev/english/janfeb97/franks.htm>

GIBBINGS, Thomas, HURLEY, Donald, *et al.* «Interagency Operations Centers: An Opportunity We Can't Ignore». Parameters, (hiver 1998), p.99-112.

GLENN, Russell W. «No More Principles of War?». Parameters, (printemps 1998), p.48-66.

HOLMES, Allen H. «Looking for DOD's Geopolitical Future». Defense Viewpoint, vol.10,n•74 (1995), <http://www.defenselink.mil/speeches/1995/t19950308-mccaffrey.html>

_____ . «Military Operations in the Post-Cold War Era». Defense Viewpoint, vol.12, n•34 (juin 26, 1997)

HUNT, John B. «OOTW: A Concept in Flux». Military Review, vol. LXXVI, n•5 (septembre-octobre 1996), <http://www-cgs.army.mil/milrev/english/sepoct96/hunt.htm>

JABLONSKY, David. «US Military Doctrine and the Revolution in Military Affairs», Parameters, (automne 1994), p.18-36.

JACOBS, Jeffrey A. «Civil Affairs in Peace Operations». Military Review, vol. LXXVII, n•4 (juillet-août 1998), p.11-17.

JANDORA, John W. «Threat Parameters for Operations Other Than War». Parameters, vol.25, (printemps 1995), p.55-67.

KLARE, Michael T. «La nouvelle stratégie militaire des États-Unis». Le Monde diplomatique, (novembre 1997), p.4-5.

_____ . «The Clinton Doctrine». The Nation, (19 avril 1999), <http://www.thenation.com/issue/990410/0419klare.shtml>

_____ . «Military Strategy». Foreign Policy In Focus IRC and IPS, vol.2, n•20 (janvier 1997), <http://www.foreignpolicy-infocus.org/briefs/vol2/v2n20mil.html>

_____ . «Washington veut pouvoir vaincre sur tous les fronts». Le Monde diplomatique, (mai 1999), p.8.

LAKE, Anthony, «Laying The Foundations for A New American Century». Remarks at the Fletcher School of Law and Diplomacy, The White House Office of the Press Secretary , april 25, 1996.

LAKE, Anthony, Commencement Adress, National Defense University, (12 juin 1996).

MAURICE, Najman. «Les Américains préparent les armes du XXI^e siècle». Le Monde diplomatique, (février 1998), p.4.

MEHURON, Tamar A. «Other Than War». Air Force Magazine, (été 1997), <http://www.afa.org/magazine/chart/0399chart.html>

METZ, Steven. «A Flame Kept Burning: Counterinsurgency Support After the Cold War». Parameters, (automne 1995), p.31-41.

PENDERY, David. «The Evolution of U.S. Military Doctrine and Security Policy: From The Cold War to Current Perspective». The International Relations Journal (San Francisco State University), (1995), <http://psirus.sfsu.edu/IntRel/IRJournal/wi95/w95evolution.html>

RECORD, Jeffrey. «Ready for What and Modernized Against Whom?: A Strategic Perspective on Readiness and Modernization». Parameters, (automne 1995), p.20-30.

SCHNAUBELT, Christopher M. «Interagency Command and Control: Planning for Counterdrug Support». Military Review, vol. LXXVI, n°5 (septembre-octobre 1996), <http://www-cgsc.army.mil/milrev/english/sepoct96/shnau.htm>

SCHOOK, Steven P. «Paying the Price for Versatility». Military Review, vol. LXXVII, n°5 (sept.-Oct. 1997), p.19-26.

SHAW, Robert C. «Integrating Conventional and Special Operations Forces». Military Review, vol. LXXVII, n°4 (juillet-août 1997), p.37-42.

YATES, Lawrence A. «Military Stability and Support Operations: Analogies, Patterns and Recurring Themes». Military Review, vol. LXXVII, n°4 (juillet-août 1997), p.51-62.

La théorie des opérations autres que la guerre au Honduras

Documents gouvernementales et militaires officiels

HALL, Russel, J. Joint Task Force-Bravo: A Case Study in Military Operations Other Than War. Carlisle Barracks: US Army War College, 1998, 32 p.

INSTITUTE FOR NATIONAL STRATEGIC STUDIES. Strategic Assessment 1995:U.S. Security Challenges in Transition. National Defense University, 1995, <http://www.ndu.edu/ndu/inss/sa95/sa95cont.html>

Joseph Nye, ASD International Security Affairs, News Briefings of the Office of the Assistant Secretary of Defense (Public Affairs), U.S. Department of defense, Defenselink,1995,
http://www.defenselink.mil/news/Sep1995/t091195_tbrfg-91.htm

PERRY, William J. United States Security Strategy for the Americas. Washington D.C.:Department of Defense, Office of International Security Affairs, 1995, 35 p.

SCHULTZ, Donald E. The Role of the Armed Forces in the Americas: Civil-Military Relations for the 21st Century. Carlisle Barracks: US Army War College, Strategic Studies Institute, 1998, 187 p.

UNITED STATES GENERAL ACCOUNTING OFFICE, Honduras: Continuing U.S. Military Presence at Soto Cano Base Is Not Critical. Washington D.C.: GAO, 1995, 23 p.

WILHELM, Charles E., USMC of the USSOUTHCOM, «21 Century Security Threats», Statement before the 105th Congress Committee on Armed Services United States Senate, Congresssional Hearings on Intelligence and Security, 5 march 1998,
http://www.fas.org/irp/congress/1998_hr/s980305.htm

Publications d'organismes panaméricains

OAS, The Inter-American Agenda and Multilateral Governance: The Organization of American States: A Report of the Inter-American Dialogue Study Group on Western Hemisphere Governance. Washington D.C.: OAS, 1997,
<http://www.iadialog.org/OAS.html>

Monographies

ISACSON, Adam. Altered States: Security and Demilitarization in Central America. Washington D.C.: CIP and the Arias Fondation, 1997, 226 p.

ISACSON, Adam and OLSON, Joy. Just the Facts: A civilian's guide to U.S. defense and security assistance to Latin American and the Caribbean. Washington D.C.: LAWG, 1998, 259 p.

Périodiques

AGUIRRE, Mario. «La drogue, alibi de Washington en Amérique latine». Le Monde diplomatique, (avril 1997), p.8-9.

Auteur inconnu. «Defense Ministerial of the Americas». Diálogo: The Military Forum of the Americas, (octobre-décembre 1995), <http://www.aalenwayne.com/dialogo/octdec95/endpage1htm>

BENSON, Kevin C. M. et TRASH, Christopher B. «Declaring Victory: Planning Exit Strategies for Peace Operations». Parameters, (automne 1996), p.69-80.

BINNENDIJK, Hans et COPE, John. «The Security of the Americas». Joint Force Quarterly, (printemps 1996), p.36-39.

BROPHY, Robert et ZIRNITE, Peter. «U.S. Military Training for Latin America». Foreign Policy In Focus IRC and IPS, vol. 2, n°48 (octobre 1997)

CARDAMOME, Thomas. «Arms Sales to Latin America». Foreign Policy In Focus IRC and IPS, vol.2, n°53 (décembre 1997), p.1-4.

COHEN, William S. «Partnerships in Western Hemisphere». Defense Viewpoint, vol.12, n°24 (avril 15, 1997)

CURRY, W. Frick. «Altered States: Post-Cold War U.S. Security Interests in Central America». Center for International Policy Report (1995).

EINAUDI, Luigi R. «Security and Democracy in the Region». Joint Force Quarterly, (printemps 1996), p.67-72.

_____. «The Politics of Security in the Western Hemisphere». Parameters, (hiver 1996-1997), p.13-25.

HABEL, Janette. «Les embûches du nouvel ordre latino-américain». Le Monde Diplomatique, (juin 1995), p.23.

ISACSON, Adam et OLSON, Joy. «Just the Facts: A quick tour of U.S. defense and security assistance to Latin America and the Caribbean». International Policy Report, (décembre 1998), <http://www.ciponline.org/facts/jtfipr.htm>

ISACSON, Adam et PEACOCK, Suzanne. «A Chance to aid demilitarization in Honduras». Center for International Policy, (septembre 1997), <http://www.ciponline.org/9709ipr.htm>

ISACSON, Adam. «Central America Peace and Security». Foreign Policy In Focus IRC and IPS, vol. 2, n°6 (janvier 1997), p.1-4.

LEUER, Joseph C. «Shaping the Latin American Security Environment». Adelante (USARSA), (été 1998), <http://www.benning.army.mil/usarsa/main.htm>

LINDSAY-POLAND, John. «U.S. Panama Policy: Canal, Bases, and Dollars». Foreign Policy In Focus IRC and IPS, vol. 1, n°14 (novembre 1996), p.1-4.

MCSHERRY, J. Patrice. «The Emergence of "Guardian Democracy"». NACLA Report on the Americas, vol.XXXII, n°3 (novembre-décembre 1998), p.15-24.

RUSSELL, Ramsey W. «US Strategy for Latin America». Parameters, (automne 1994), p.70-83.

YOUNGERS, Coletta. «"The Only War We've Got": Drug Enforcement in Latin America», NACLA Report on the Americas, vol.XXXI, n°2 (septembre-octobre 1997), p.13-18.

_____. «U.S. Policy in Latin America: Problems, Opportunities, Recommendations». Interhemispheric Resource Center Bulletin, n°53 (mars 1999), <http://www.zianet.com/irc1/bulletin/bull53/index.html>

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	v
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
Présentation et définition du sujet.....	1
Le contexte d'émergence de la théorie du conflit de faible intensité	2
LIC vise le refoulement du communisme dans le Tiers-Monde	5
LIC et la guerre idéologique	6
Le choix du sujet.....	6
Hypothèse et méthodologie.....	7
Note sur les traductions	8
 CHAPITRE I	
LES ORIGINES DE LA THÉORIE DU CONFLIT DE FAIBLE	
INTENSITÉ	10
1.1 Le contexte d'après-guerre et les origines de la théorie anti-révolutionnaire	

aux États-Unis.....	10
1.2 La théorie de la contre-insurrection	12
1.3 Les deux volets de la contre-insurrection: le développement et la défense interne.....	13
1.4 Les tactiques.....	13
1.5 L'expérience britannique en Malaisie.....	15
1.6 Le Viêt-Nam: test ultime de la théorie de contre-insurrection	16
CHAPITRE II	
LA THÉORIE DU CONFLIT DE FAIBLE INTENSITÉ.....	18
2.1 L'après Viêt-Nam et la pensée stratégique et militaire étatsunienne	18
2.2 La vision de l'administration Reagan.....	20
2.3 Une guerre totale.....	21
2.4 Deux paliers d'intervention: civil et militaire.....	21
2.5 Un nom issu du <i>spectrum of conflict</i>	23
2.6 Une ample définition de la sécurité nationale	23
2.7 Une guerre fondamentalement idéologique	25
2.8 Redéfinition de la victoire et de l'ennemi	26
2.9 Les catégories d'opérations.....	28
2.10 Conclusion	30
CHAPITRE III	
LA THÉORIE DU CONFLIT DE FAIBLE INTENSITÉ: LE CAS DU HONDURAS.....	32
3.1 La théorie du conflit de faible intensité en Amérique centrale.....	32
3.2 Le Honduras: pierre angulaire de la stratégie étatsunienne d'intervention dans l'isthme	33
3.3 Les structures pour endiguer l'«ennemi extérieur»	34
3.4 Les structures pour endiguer l'«ennemi intérieur»	37
CHAPITRE IV	
LA THÉORIE DES OPÉRATIONS AUTRES QUE LA GUERRE	44
4.1 Le contexte post-guerre froide	44
4.2 La stratégie de sécurité nationale de l'administration Clinton.....	48
4.3 La stratégie militaire nationale.....	57
4.4 L'émergence de la théorie des opérations autres que la guerre	61
4.5 Des opérations non-traditionnelles	63
4.6 Une définition manquante.....	64
4.7 Des opérations d'une grande variété couvrant un large éventail d'environnement	65

4.8 Des opérations distinctes de la guerre	66
4.9 L'ambiguïté du concept.....	67
4.10 Primauté de l'action politique sur l'action militaire.....	69
4.11 Les médias et les opérations autres que la guerre.....	70
4.12 Les différents types d'opérations.....	70
4.13 Similitarités et distinctions entre la théorie des opérations autres que la guerre et la théorie du conflit de faible intensité.....	74
4.13.1 Similarités d'ordre opérationnel et tactique	74
4.13.2 Différences conceptuelles.....	78
4.14 Conclusion: continuité ou rupture?.....	80
 CHAPITRE V	
LA THÉORIE DES OPÉRATIONS AUTRES QUE LA GUERRE:	
LE CAS DU HONDURAS.....	83
5.1 L'Amérique latine post-guerre froide et la stratégie d'élargissement et d'engagement	83
5.2 L'établissement de relations sûres et stables	88
5.3 Les sept objectifs de la stratégie de sécurité étatsunienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes	90
5.4 Une coopération hémisphérique de défense nécessitant l'emploi des opérations autres que la guerre.....	91
5.5 La voie privilégiée: le contact de «militaire à militaire»	93
5.6 Conclusion	97
5.7 L'Amérique centrale post-guerre froide et la stratégie de sécurité étatsunienne.....	98
5.8 Les opérations	
5.8.1 La lutte anti-drogue	99
5.8.2 L'assistance humanitaire et civique (i.e. l'action civique)	101
5.8.3 Les exercices militaires conjoints	102
5.9 La formation étatsunienne.....	103
5.10 Le contact de militaire à militaire	103
5.11 Conclusion: y a-t-il application des OOTW au Honduras?	105
 CONCLUSION.....	 108
 BIBLIOGRAPHIE.....	 111